



Par **MARWAN CHAHINE** De notre correspondant au Caire

On le disait roi nu, président fantoche, pantin à la solde des militaires. Mohamed Morsi vient de signifier qu'en tant que nouveau président - le premier civil et le premier élu démocratiquement dans l'histoire du pays - il compte bien être le vrai chef de l'Etat. Alors que les choses semblaient apaisées et que l'on attendait de façon imminente l'annonce d'un gouvernement, c'est une tout autre décision qu'il a prise dimanche en fin de journée, à la surprise générale. Par décret, le nouveau président égyptien a rétabli la chambre basse du Parlement dissoute le 14 juin après avis de la Haute Cour constitutionnelle (HCC). Les pouvoirs législatifs étaient dès lors provisoirement entre les mains du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui avait auparavant assuré la transition politique entre la chute d'Hosni Moubarak en février 2011 et l'élection de Mohamed Morsi le mois dernier. Le Président, membre de la confrérie des Frères musulmans, a donc redonné dimanche ses pouvoirs à l'Assemblée - très majoritairement islamiste - élue cet hiver.

Les ex-députés devraient se réunir aujourd'hui. Dès hier, certains sont entrés librement dans le bâtiment du Majlis el-Chaab. Pour autant, Mohamed Morsi ne s'oppose plus au principe de nouvelles élections législatives. Selon le porte-parole du Président, elles devraient se tenir dans les soixante jours suivant la promulgation de la nouvelle Constitution dont l'élaboration est en cours et fait l'objet d'âpres débats, notamment autour de la question de la charia. Si la légalité de ce décret présidentiel est contestée, ses conséquences politiques sont importantes.

### **Pourquoi ce bras de fer ?**

C'est un coup de poker politique, mais Mohamed Morsi, conscient des enjeux, a vraisemblablement pesé sa décision. *«Les Frères musulmans sont connus pour ne pas chercher le choc frontal. S'ils ont pris une décision aussi brutale, on peut penser que Morsi a recueilli au préalable l'approbation du Washington, voire de certains membres du CSFA, au sein duquel des dissensions semblent apparaître»*, explique Karim el-Chazli, chercheur en droit international. Lundi soir, la Maison Blanche et le département d'Etat ont ainsi appelé les Egyptiens au *«respect des principes démocratiques»* pour résoudre cette épreuve de force.

Le Président n'a pas encore précisé ses intentions. Mais avec cette décision, il reprend la main sur un Parlement où les Frères possèdent une majorité quasi absolue. Si le décret entre en vigueur, la confrérie cumulerait les pouvoirs exécutifs et législatifs. Non seulement cela laisserait les mains libres au président vis-à-vis de l'Assemblée constituante, mais cela lui offrirait également les moyens d'amender la déclaration constitutionnelle et ainsi de déterminer ses propres pouvoirs. Par sa «déclaration complémentaire» du 17 juin, le CSFA avait voulu garantir son propre pouvoir et s'arroger le maximum de compétences institutionnelles. *«C'était cela la vraie cible de Mohamed Morsi, même s'il ne s'y réfère pas explicitement. S'il conteste le droit du CSFA de s'arroger le pouvoir législatif, il n'y a aucune raison pour qu'il lui laisse le pouvoir constitutionnel»*, explique le chercheur au Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (Cedej), Clément Steuer. De façon annexe, Mohamed Morsi s'offre aussi la possibilité de former un gouvernement à sa guise, sans être sous la menace d'une motion de censure de la part d'une Assemblée dirigée par les militaires. Ce gouvernement censé être ouvert aux différentes forces révolutionnaires tarde à être annoncé sans qu'on puisse dire si cela s'explique par une absence de consensus politique ou par des pressions.

### **Quel est le rapport de force ?**

Si le décret est appliqué, le pouvoir du CSFA se retrouvera considérablement diminué. Avec leurs amendements constitutionnels du 17 juin, les militaires avaient protégé le domaine de la Défense, mais s'étaient aussi octroyé le droit de contester les travaux de la Constituante et même d'en composer une nouvelle, si celle en place ne parvenait pas rapidement à un consensus. Avec la restauration de la Chambre basse, le Président vient de déterrer la hache de guerre avec le CSFA et de dire aux militaires qu'il n'a pas peur d'eux. Mais c'est surtout un signal adressé à l'ancien régime incarné par la Haute Cour constitutionnelle. Même si les Frères assurent qu'ils respectent la décision de la Cour, Mohamed Morsi vient d'affirmer entre les lignes qu'il était prêt à passer outre les décisions de la plus haute instance juridique du pays.

Le Président a en somme joué la carte de la légitimité populaire contre celle de la HCC dont tous les juges ont été nommés par Hosni Moubarak. Beaucoup des partisans de Mohamed Morsi avaient alors dénoncé une décision plus politique que juridique et des accointances entre cette institution et les militaires. Avec ce défi ouvert à la fois aux militaires et à l'ancien régime, Mohamed Morsi se place en position de rupture et endosse du même coup le costume du révolutionnaire. Le décret du nouveau président n'est que la continuation du long bras de fer entre les Frères Musulmans et l'armée qui a rythmé toute la transition politique, dont le CSFA a eu la charge. Dans cette deuxième manche qui débute, le nouveau chef d'Etat vient de porter le premier coup, en affirmant qu'il était président à part entière et n'entendait pas se faire dicter sa conduite.

### **Comment a été accueilli ce décret ?**

Le monde de la magistrature a été le plus prompt à réagir. Si la HCC devrait préciser aujourd'hui sa position, plusieurs juristes ont dénoncé «*une violation de la loi*», «*un coup de poignard porté au droit*» ou «*une insolence juridique sans précédent*». Des juges font même valoir que Mohamed Morsi est passible d'être destitué de ses fonctions et encourt une peine de prison. Politiquement, la nouvelle a été saluée sans surprise par le Parti Liberté et Justice, branche politique des Frères ainsi que par les salafistes d'Al-Nour qui parlent d'une «*sage décision*».

La plupart des libéraux ont en revanche dénoncé cet acte, y compris dans le camp révolutionnaire. Hamdine Sabahi, candidat nassériste malheureux, et Mohamed el-Baradei ont tous deux critiqué «*une agression contre la justice*». Cela peut paraître étonnant dans la mesure où ils avaient eu des positions particulièrement dures contre le CSFA. Certains révolutionnaires craignent que l'application de ce décret conduise à un Etat totalement dominé par les Frères musulmans. Dans un communiqué diffusé hier soir par l'agence officielle Mena, le CSFA, évoquant les «*derniers développements sur la scène intérieure*», a souligné «*l'importance de la souveraineté de la loi et de la Constitution*», en se disant «*confiant que toutes les institutions de l'Etat respecteront ce qui a été dit dans les déclarations constitutionnelles*». Et les militaires ont surtout clairement signifié n'avoir dissous le Parlement qu'en application «*du jugement de la Haute Cour constitutionnelle décrétant l'invalidité de l'Assemblée du peuple*».

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/08/15/comment-morsi-a-mis-l-armee-au-pas\\_839931](http://www.liberation.fr/monde/2012/08/15/comment-morsi-a-mis-l-armee-au-pas_839931)

### **Comment Morsi a mis l'armée au pas**

15 août 2012 à 20:46



Photo de la présidence égyptienne montrant Mohamed Morsi (c) et le maréchal Hussein Tantaoui (g), le 29 juillet 2012 au Caire (Photo AFP.)

*Analyse Le coup de force du président égyptien s'est fait avec l'accord de la nouvelle génération d'officiers.*

Par HALA KODMANI

Est-ce les premiers pas d'une république islamique d'Egypte ? L'audace de Mohamed Morsi, premier président civil de l'histoire du pays qui vient de réussir à mettre fin à soixante-dix ans de régime militaire, continue d'épater les observateurs comme les Egyptiens de tous bords. «*La révolution se réalise enfin ! La deuxième république égyptienne se met en place*», écrit le célèbre romancier Alaa el-Aswany dans un éditorial du quotidien *Al-Masry Al-Yom*. En cinq jours, deux limogeages et quelques décorations, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) a été écarté du pouvoir, après en avoir largement abusé depuis qu'il a pris les commandes du pays au lendemain de la chute de Moubarak, le 11 février 2011.

**Rumeurs.** L'auteur de cette «révolution de velours» n'est autre que celui qui apparaissait comme le candidat par défaut que les Frères musulmans avaient jeté sans grand espoir dans la bataille présidentielle. Un homme dont on raillait en juin le manque de charisme et d'éloquence quand il faisait campagne pour le deuxième tour face au général Chafiq, candidat de l'armée. Celle-ci avait même réussi entre les deux tours de la présidentielle à dissoudre le Parlement en faisant annuler, par décision de justice, les législatives remportées haut la main par les islamistes.

Pourquoi le CSFA a-t-il lâché la partie après avoir opposé tant de résistance au pouvoir civil et islamique ? Quel marché le président Morsi a-t-il passé avec l'armée pour s'emparer si facilement du pouvoir exécutif après le législatif ? Ces interrogations font bruisser Le Caire de toutes sortes d'explications et de rumeurs, y compris les plus fantaisistes, comme celui d'un complot démasqué visant l'assassinat du nouveau président élu par des services de sécurité militaire, rapporté par le site Al-Masryoun.

Que ce coup de force de Morsi soit le résultat de consultations et d'une coordination avec l'armée ne fait pas de doute pour la plupart des observateurs. «*La facilité avec laquelle Morsi a pu limoger Tantaoui et Anan [le ministre de la Défense et le chef d'état-major, ndlr] ne s'explique que par la bénédiction d'une grande partie du commandement de l'armée qui a sans doute menacé d'un coup de force si les vieux n'acceptaient pas la décision*», écrit l'éditorialiste Fahmy Houeidy dans le quotidien *Al-Shorouq*. L'impatience grandissait parmi les hauts gradés de l'armée qui observaient l'enfoncement du CSFA, dans les jeux de pouvoir pendant que l'Etat se délitait.

Les plans d'une mise à l'écart en douceur étaient en préparation entre les Frères musulmans et la nouvelle génération d'officiers, plus ou moins proches idéologiquement. Puis tout s'est précipité le 5 août, avec l'attaque dans le Sinaï, quand 16 soldats ont été tués par des bandes armées jihadistes. La sécurité nationale en péril a soudé les Egyptiens et poussé l'essentiel de l'armée à se désolidariser du CSFA «*englué dans le marécage des luttes de pouvoir et qui avait abandonné sa principale mission : garantir la sécurité du territoire égyptien*», souligne Fahmy Houeidy.

**Dualité.** Entre la peur des Frères musulmans et celle des militaires, la majorité des Egyptiens a tranché. Fort à la fois de sa légitimité de président élu et du nouveau consensus national contre le CSFA, Morsi a lancé une initiative audacieuse mais pas si aventureuse. En effet, le limogeage du maréchal Tantaoui avait été clairement suggéré lors des visites récentes au Caire de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et du secrétaire à la Défense, Leon Panetta. La dualité du pouvoir en Egypte devenait insoutenable pour les Américains aussi. Il restait donc à négocier une sortie honorable pour les deux principaux dirigeants militaires.

*«Tout le monde avait envie de se débarrasser du CSFA, et Tantaoui lui-même semblait épuisé, confirme Virginie Colombier, chercheuse à l'Institut universitaire européen de Florence et spécialiste de l'Egypte. Des informations contradictoires circulent sur les termes de la concertation entre Morsi et l'armée, mais la clé réside dans l'immunité pénale accordée aux membres du CSFA limogés. Qu'ils n'aient pas de comptes à rendre sur la gestion de la transition, notamment la répression des manifestations de l'hiver dernier et les dizaines de morts sous les chars ou les balles de l'armée est essentiel. Cette sortie la tête haute vers une retraite dorée assure en outre le changement de génération au sein de l'institution militaire.»* Morsi n'a pas, en effet, liquidé le pouvoir militaire : les nouveaux dirigeants nommés appartiennent bien au sérail de l'armée, qui garde son influence et surtout ses richesses économiques.

La reprise en main par le président islamiste, qui concentre désormais tous les pouvoirs législatif et exécutif, inquiète cependant. Les premières mesures de censure de la presse et de la liberté d'expression ont réveillé les craintes que la puissante machine des Frères musulmans, désormais seule à la barre, façonne une démocratie à son image. La place Tahrir pourrait revenir à la case départ, comme en janvier 2011, avec les révolutionnaires non islamistes à nouveau dans la rue.

---

[http://www.lemonde.fr/international/article/2012/10/05/une-constituante-paralysee\\_1770884\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2012/10/05/une-constituante-paralysee_1770884_3210.html)

## **En Egypte, l'Assemblée constituante est paralysée**

LE MONDE GEO ET POLITIQUE | 05.10.2012 à 15h21 • Mis à jour le 09.10.2012 à 10h51  
Par Claire Talon (Le Caire, correspondance)

Seul vestige des premières élections législatives post-révolutionnaires (le Parlement a été dissous le 14 juin), l'Assemblée constituante égyptienne, censée établir la Loi fondamentale qui permettra de relancer la transition, peine à faire aboutir ses travaux, minée par les divisions entre islamistes et libéraux.



Une dizaine de formations libérales, emmenées par Mohamed ElBaradei, ici, entouré de manifestants sur la place Tahrir, au Caire, en novembre 2011, et Hamdin Sabahi, ont décidé de boycotter les travaux de l'Assemblée et de rédiger une Constitution alternative.

Ses 100 membres, choisis par les députés du Parlement à majorité islamiste (avant sa dissolution), se déchirent au point qu'une dizaine de formations libérales, emmenées par Mohamed ElBaradei et Hamdin Sabahi, ont décidé de boycotter ses travaux et de rédiger une Constitution alternative.

Les membres de la Constituante qui restent réussiront-ils malgré tout à soumettre un texte à référendum, comme cela est prévu ? Le destin de l'Assemblée est suspendu à une décision du Conseil d'Etat qui doit statuer, mardi 9 octobre, sur sa dissolution éventuelle. Si une telle décision est prise, ce serait la deuxième Constituante dissoute en quelques mois. La première a été suspendue le 10 avril après avoir été jugée anticonstitutionnelle au motif que des députés ne pouvaient s'élire eux-mêmes dans l'Assemblée.

#### LE STATUT DE L'ASSEMBLÉE RESTE PROBLÉMATIQUE

Malgré l'introduction de 61 personnalités non issues des rangs de l'ancien Parlement sur les 100 nouveaux membres, le statut de l'Assemblée reste problématique – libéraux et forces de gauche accusent toujours les islamistes de la dominer –, d'autant qu'entre-temps, le Parlement qui l'a élue a lui-même été jugé illégal et dissous.

Aucun texte définitif n'est pour l'instant disponible et les projets d'articles qui circulent dans l'Assemblée désertée par les libéraux inquiètent les défenseurs des droits de l'homme. L'autorité suprême chargée de trancher les affaires relatives à la charia doit-elle être civile ou religieuse ? Faut-il, comme le souhaitent les islamistes, interdire le blasphème ? Institutionnaliser la zakat (aumône islamique) ? Garantir les libertés religieuses "si elles ne sont pas en contradiction avec l'ordre public" ? Et l'égalité des sexes "dans la mesure où elle ne contredit pas la charia" ?

Autant de questions qui continuent à déchirer les forces politiques égyptiennes.

Claire Talon (Le Caire, correspondance)

---

<http://www.rnw.nl/espanol/bulletin/enfrentamientos-entre-manifestantes-y-polic%C3%ADa-en-el-cairo>

### **Enfrentamientos entre manifestantes y policía en El Cairo**

Publicado el 20 de noviembre 2012 - 10:10 de la mañana

Decenas de personas resultaron heridas el lunes en unos enfrentamientos entre la policía y los manifestantes que participaban en una concentración organizada en recuerdo de los choques que dejaron 45 muertos hace un año, según una fuente médica.

Al menos diez policías y sesenta manifestantes resultaron heridos en estos enfrentamientos, según esta fuente.

La violencia estalló cuando los manifestantes trataron de derribar una pared de hormigón construida por las fuerzas de seguridad un año antes, para poner fin a los enfrentamientos que les opusieron entonces a los militantes, según unos testigos.

"Hemos tratado de destruir el muro. La policía lanzó gases lacrimógenos y hemos replicado tirando piedras", afirmó un manifestante, Mohamed al Tabei.

Los manifestantes instalaron hospitales de campaña cerca de la plaza Tahrir para tratar a los heridos. Una fuente médica presente en uno de estos hospitales dijo que hubo al menos "un centenar de heridos".

En noviembre de 2011, los enfrentamientos mortíferos entre policía y manifestantes, denunciando la lentitud del ejército a la hora de entregar el poder a los civiles tras la caída del presidente Hosni Mubarak, duraron cinco días en la calle Mohamed Mahmud, cerca de la plaza Tahrir.

El ejército había prometido entonces trasladar el poder a los civiles en junio de 2012, tras la organización de una elección presidencial. El candidato de los Hermanos Musulmanes, Mohamed Morsi, ganó los comicios.

© ANP/AFP

---

[http://spanish.china.org.cn/international/txt/2012-11/20/content\\_27164366.htm](http://spanish.china.org.cn/international/txt/2012-11/20/content_27164366.htm)

## **Nuevos enfrentamientos en El Cairo dejan al menos 36 heridos**

Enfrentamientos entre manifestantes y la policía surgieron esta noche cerca del Ministerio del Interior de Egipto, en el centro de El Cairo, y al menos 36 personas resultaron heridas, informó la agencia oficial de noticias MENA.

06:02:56 2012-11-20 / agencia de xinhua

Enfrentamientos entre manifestantes y la policía surgieron esta noche cerca del Ministerio del Interior de Egipto, en el centro de El Cairo, y al menos 36 personas resultaron heridas, informó la agencia oficial de noticias MENA.

El Ministerio de Salud dijo que 28 de los 36 heridos, incluyendo a ocho policías, fueron trasladados a hospitales cercanos y otros fueron atendidos en el lugar de los hechos, según MENA.

Para conmemorar el primer aniversario de los incidentes de la calle Mohamed Mahmoud, miles de egipcios realizaron hoy con anterioridad una protesta en las calles que se dirigen a la icónica Plaza Tahrir en El Cairo.

Los manifestantes gritaron consignas y lanzaron piedras y botellas a la policía, quienes las lanzaron de regreso a los manifestantes.

En una declaración emitida por el Ministerio del Interior se dijo que los manifestantes quemaron mobiliario de una escuela cercana y que la policía extinguió el incendio antes de que empeorara.

El 19 de noviembre de 2011, varios días antes de la histórica elección parlamentaria, surgieron actos violentos en todo el país.

El incidente más notable fue una manifestación en la calle Mohamed Mahmoud, que lleva a la Plaza Tahrir, donde 41 personas murieron y alrededor de 180 policías, incluyendo a 51 oficiales, resultaron heridos. El incidente es considerado como el peor acto de violencia desde la caída del ex líder Hosni Mubarak y desde que el Consejo Militar Supremo asumió el poder en febrero de 2011. Fin

---

<http://es.reuters.com/article/topNews/idESMAE8AJ05Z20121120?sp=true>

## **Más de 60 heridos en enfrentamientos en Egipto**

martes 20 de noviembre de 2012 22:37 CET

MADRID (Reuters) - Al menos 61 personas han resultado heridas en el centro de El Cairo, algunas con heridas de bala, en enfrentamientos entre policía y manifestantes en el aniversario de la violencia registrada en las calles el año pasado entre activistas y fuerzas de seguridad.

Grupos activistas convocaron la protesta el lunes para presionar al presidente, Mohamed Mursi, para que castigue a los responsables por las muertes y malos tratos registrados durante el gobierno de los generales que asumieron el poder tras el derrocamiento de Hosni Mubarak en un alzamiento en febrero de 2011.

Las escaramuzas, que se extendieron hasta el martes, se produjeron en el mismo lugar que los enfrentamientos del año pasado en los que murieron 42 personas, en protestas contra el consejo militar que gobernó el país antes de que Mursi resultara elegido en junio.

Algunos activistas dijeron que el último brote de violencia comenzó cuando la policía lanzó piedras a los manifestantes el lunes para evitar que tomaran los bloques de cemento que bloquean las calles que llevan al Ministerio del Interior desde el año pasado. Dijeron tener un orden judicial autorizando la retirada de las barreras.

Se ha detenido a 19 personas en los enfrentamientos, en los que los manifestantes fueron repelidos con gases lacrimógenos tras lanzar piedras y cócteles molotov a los policías que protegían el Ministerio.

Algunos manifestantes dijeron que agentes de seguridad les habían tirado piedras desde el tejado de una escuela el martes.

Varios fueron trasladados al hospital con heridas graves por balas y perdigones, según la agencia estatal de noticias MENA.

Gaber Salh, miembro del movimiento juvenil 6 de abril, resultó herido con perdigones en la cabeza, cuello, pecho y brazos y fue ingresado en cuidados intensivos con respirador artificial, según MENA.

"Apoyamos las protestas pacíficas (...) pero bajo ninguna circunstancia puede la gente atacar edificios o a la Policía, porque la Policía protege a nuestros edificios y a nuestros hijos", dijo el primer ministro, Hisham Kandil, en una aparición el martes en la televisión estatal.

La fiscalía pública ha abierto una investigación, dijo MENA, dando las cifras de heridos y detenidos.

Las luchas callejeras del año pasado comenzaron cuando la Policía derribó las tiendas de los manifestantes que habían acampado durante la noche en la plaza Tahrir, corazón de la revuelta contra Mubarak, tras una manifestación contra los generales.

Las protestas, frecuentes en Egipto desde la caída de Mubarak, suelen comenzar de forma pacífica antes de atraer lo que algunos activistas democráticos han descrito como delincuentes juveniles que buscan pelea.

/Por Shaimaa Fayed/

---

<http://www.reuters.com/article/2012/11/20/us-egypt-clashes-idUSBRE8AJ18A20121120>

## More than 60 injured in Egypt clashes



By Shaimaa Fayed

CAIRO | Tue Nov 20, 2012 4:18pm EST

(Reuters) - At least 61 people have been injured in central Cairo, some with bullet wounds, during clashes between police and protesters on the anniversary of lethal street violence between activists and security forces.

Activists called the protest on Monday to put pressure on President Mohamed Mursi to punish those responsible for killings and abuses during the rule of the generals who assumed power after Hosni Mubarak was toppled by an uprising in February 2011.

The skirmishes, which extended into Tuesday, erupted at the scene of clashes last year in which 42 people were killed during protests against the military council that ran the country before Mursi was elected in June.

Some activists said the latest bout of violence began when police forces threw rocks at protesters on Monday to try to stop them from taking down concrete barriers that have blocked off roads to the Interior Ministry since last year. They said they had a court order allowing the barriers to be removed.

Nineteen people have been arrested during the clashes, in which protesters hurling stones and petrol bombs at police guarding the Interior Ministry were repelled with teargas.

Some protesters said security personnel threw stones at them from the top of a school building on Tuesday.

Some of the protesters taken to hospital were severely injured from birdshot and bullets, state news agency MENA said.

A member of the 6th of April youth movement, Gaber Salah, was wounded with birdshot in the head, neck, chest and arms and put on life support in intensive care, MENA said.

In an address on state television on Tuesday, Prime Minister Hisham Kandil said: "We support peaceful protests ... but under all circumstances people cannot attack buildings or police because police protect our buildings and children."

The public prosecutor has ordered an investigation, said MENA, giving the figures for the arrested and injured.

Last year's street battles started when police pulled down the tents of protesters who had camped overnight in Tahrir Square - the heart of the uprising against Mubarak - after a demonstration against the generals.

That prompted thousands of protesters to return to the square and clashes erupted. The violence became known as the "Mohamed Mahmoud events" after the street in which they took place. The street is located off Tahrir Square.

In Monday's protest, stones and empty bottles were hurled by demonstrators and 24 people were injured, including four policemen, by the early hours of Tuesday.

Television footage early on Tuesday showed different groups of people present in the area from the previous evening.

The footage showed children and teenagers, some of them carrying school backpacks, taking part. Some were shown throwing rocks at buildings. One youth was pictured using a fire extinguisher to smash a window.

Protests, which have become frequent in Egypt since Mubarak's overthrow, often begin calmly before attracting what some democracy activists have described as delinquent youths looking for trouble.

(Reporting by Shaimaa Fayed; Editing by Tom Perry and Alison Williams)

---

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/58639/Egypt/0/Tahrir-entrance-blocked-as-Mohamed-Mahmoud-clashes.aspx>

## **Tahrir entrance blocked as Mohamed Mahmoud clashes continue Tuesday night**

Entrance to Tahrir Square from Qasr Al-Eini St. is closed by police after unidentified protesters attempt to break into Shura Council, Qasr Al-Eini Hospital  
Ahrum Online and MENA, Tuesday 20 Nov 2012



Demonstrators march in memory of Mohamed Mahmoud, 19 November 2012 (Photo: Zeinab Mohamed)

Clashes between police forces and protesters, which have erupted intermittently since Monday afternoon, continued into Tuesday evening after protesters regrouped on Qasr Al-Eini Street adjacent to Tahrir Square.

Protesters of unknown affiliations attempted to break into the Shura Council building and the nearby Qasr Al-Eini Hospital, according to state-run news agency MENA. The entrance to the square from Qasr Al-Eini Street has also been closed off.

Gunfire was still being heard intermittently around the flashpoint square, according to MENA. Earlier Tuesday evening, an Ahrum Online reporter saw volunteer doctors attempting to remove birdshot pellets from a protester's body.

Skirmishes broke out Monday afternoon when protesters commemorating the anniversary of last year's Mohamed Mahmoud Street clashes began fighting with Central Security Forces near interior ministry headquarters on Nubar Street.

It remains unclear, however, why the clashes erupted. The interior ministry, which admitted using teargas against protesters, said that fighting began when "lurkers" threw stones and Molotov cocktails at security officers on Qasr Al-Eini Street.

Dozens were injured in the subsequent clashes, including two currently in critical condition.

Eight policemen and 20 soldiers were injured during the clashes on Monday, the interior ministry said.

Human rights activists and lawyers said a number of protesters had been arrested in Tahrir Square early Tuesday morning.

---

<http://allafrica.com/stories/printable/201211211264.html>

*Aswat Masriya (Cairo)*

## **Egypt Arrests 19 in Scuffles That Left 44 Injured**

*20 November 2012*



Photo: Asad Hashim/Al Jazeera

Behind police lines on Cairo's Mohamed Mahmoud Street (file photo).

Egypt was able to arrest 19 "troublemakers" in scuffles that erupted in Cairo on Monday between protesters and security forces, an Interior Ministry statement confirmed on Tuesday.

Thousands of activists rallied yesterday to commemorate the anniversary of last November's "Mohamed Mahmoud" clashes where over 40 people were killed in confrontations with security.

The ministry's media spokesman said that the attacks of the troublemakers injured 29 police officers, adding that security forces were keen to practice utmost self-restraint to avoid casualties.

Forty-four people were injured in confrontations that began on Monday evening and dragged on until the early hours of Tuesday, a medical source said earlier.

The injured, whose wounds ranged from contusions and suffocation to fractures and "birdshot" injuries, were transferred to local hospitals for treatment.

Order has returned to Egypt's Tahrir Square and areas leading to it, reported the Middle East News Agency on Tuesday.

## **Mohamed Mahmoud clashes, 1 year on: Unforgettable quotes**

Ahram Online provides list of memorable quotes – by police, Brotherhood, revolutionaries and military – heard during last year's Mohamed Mahmoud Street clashes  
Hatem Maher , Wednesday 21 Nov 2012



No one died in Mohamed Mahmoud, said former interior minister Mansour El-Eissawy(Photo: Al-Ahram)

The Mohamed Mahmoud clashes were equally controversial off the battlefield, with authorities, Islamists and protesters trading accusations over who was to blame for the deadly confrontation which left over 40 killed. Ahram Online remembers the most famous - and infamous - comments made by various players at the time.

### **Police: Blaming the protesters**

"No one was killed on Mohamed Mahmoud; there were no victims there. If anyone was killed, that would mean police had fired at protesters, but that didn't happen," then-interior minister Mansour El-Eissawy said a few days after over 40 demonstrators were killed in the clashes.

"Those attacking the interior ministry on Mohamed Mahmoud are paid thugs. When interrogated, one of them confessed that each had received LE2,500 to cause trouble," an unnamed government official said at the height of the clashes.

"Bravo, pasha! The bullet hit his eyes," one policeman was heard telling First Lieutenant Mahmoud El-Shennawy, who made headlines after allegedly shooting a protester in the eye. Dubbed "the eye-sniper" by local media, he was referred to a criminal court in April.

### **Islamists: Eye on parliament?**

"We were ready to go to Tahrir if there were any attempts to ruin the parliamentary elections or manipulate the constitution. We would have only added to the number of victims had we engaged in clashes [on Mohamed Mahmoud Street] with police and army forces," said Muslim Brotherhood Supreme Guide Mohamed Badie, incurring the wrath of protesters who believed they had been abandoned by the influential Islamist group.

"We chose the more difficult path. We preferred to be accused by some people of 'betraying the revolution' rather than allow chaos to prevail in the country. If we had only cared about parliamentary polls, we would have taken to the streets to boost our popularity and prompt more people to vote for us – but our only concern was the country's interest," the Muslim Brotherhood declared in a statement at the time.

## **Protesters: The revolution continues**

"To live as a blind man with my head held high is much better than living as a servant with sight," said activist Ahmed Harara, who became a revolutionary icon after losing his left eye in the clashes on Mohamed Mahmoud Street after having lost his right eye during last year's Tahrir Square uprising.

"To the revolution's men and women, the living and the dead, its unsung heroes: The revolution continues as long as you're there; the revolution is intact as long as you are resistant. Never surrender," Malek Mostafa, another activist who lost an eye during the clashes, advised fellow protesters at the battle's front lines.

## **The SCAF: Conceding to key revolutionary demand**

"The Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) has decided to conduct presidential elections before the end of June 2012," said Mohamed Hussein Tantawi, Egypt's de facto ruler at the time, conceding to one of the protesters' key demands.

---

<http://www.20minutes.fr/ledirect/1047514/egypte-studio-al-jazira-incendie-caire>

## **Egypte: Un studio d'Al-Jazira incendié au Caire**

Mis à jour le 21.11.12 à 19h58

Un studio utilisé par la chaîne de télévision Al-Jazira au Caire a été incendié ce mercredi au troisième jour d'affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants commémorant le premier anniversaire d'émeutes qui firent 42 morts en 2011.

La police a annoncé l'interpellation de trois hommes soupçonnés d'avoir participé à l'incendie du studio, qui domine la place Tahrir, épice de la «révolution du Nil» à l'origine de la chute du régime d'Hosni Moubarak. Evoquant ces violences, qui se sont traduites par 118 arrestations et 76 blessés depuis lundi soir d'après les autorités, la télévision d'Etat a parlé de «sabotage organisé».

Le ministère de l'Intérieur a traité de son côté leurs auteurs de «fauteurs de troubles» qui se sont attaqués aux policiers venus enquêter, rapporte l'agence de presse officielle Mena. Avec Reuters

---

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/11/21/97001-20121121FILWWW00420-pres-de-120-arrestations-place-tahrir.php>

## **Près de 120 arrestations place Tahrir**

AFP Publié le 21/11/2012 à 11:41 Réactions (1)

En Egypte, près de 120 personnes ont été arrêtées lors de heurts près de la place Tahrir au Caire qui ont débuté lundi et se sont poursuivis dans la nuit entre manifestants et forces de l'ordre, a annoncé la police. "Cent dix-huit auteurs de troubles qui ont cherché à attaquer les forces de l'ordre et des bâtiments publics ont été arrêtés et des mesures légales seront prises à leur égard", a déclaré une source au ministère de l'Intérieur.

Les accrochages entre plusieurs centaines de manifestants et les forces anti-émeutes ont eu lieu dans plusieurs rues menant à la place Tahrir, à proximité de bâtiments officiels comme le ministère de l'Intérieur et les sièges du gouvernement et du Parlement. Selon des sources médicales, des dizaines de personnes ont été blessées dans ces affrontements depuis lundi. Le mouvement du 6-Avril, une organisation de jeunes très active durant le soulèvement contre le régime de Hosni Moubarak l'an dernier, a déclaré qu'un de ses militants était dans un état critique.

Des heurts sporadiques entre policiers et petits groupes de manifestants ont encore eu lieu ce matin. Les manifestations ont commencé lundi en souvenir de heurts qui avaient fait 45 morts un an plus tôt entre la police et des opposants au pouvoir militaire qui dirigeait le pays.

Les violences ont éclaté lorsque les manifestants ont essayé de détruire un mur en béton construit à l'époque par les forces de sécurité pour bloquer une rue menant à des bâtiments officiels, selon des témoins.

---

<http://allafrica.com/stories/printable/201211210914.html>

*Aswat Masriya (Cairo)*

## **Egypt Arrests 118 in Recent Cairo Scuffles, 99 Injured**

*21 November 2012*

One-hundred and eighteen "troublemakers" were arrested in Cairo's recent clashes where 99 people were injured, the Interior Ministry said on Wednesday.

Legal measures are currently being taken against the defendants who were referred to the general prosecution, a statement by the ministry has confirmed.

A delegation from Egypt's Criminal Investigation Department is currently studying the defendants' incentives and their agitators.

Confrontations between protesters and security forces broke out in Tahrir and streets leading to it on Monday evening on the anniversary of last November's "Mohamed Mahmoud events" where over 40 people were killed.

The confrontations, that dragged on until the early hours of Tuesday, picked up last night, increasing the number of injuries to 99; seven police officers, 37 conscripts and 55 civilians.

Cairo prosecution has so far detained 11 defendants for four days pending investigation, released 13 and handed over nine minors to their families.

It accused the defendants of "gathering", a crime frowned upon under Mubarak's rule, attacking the police and disturbing public order.

---

<http://www.afrik.com/egypte-violente-manifestation-a-tahrir>

## **Egypte : violente manifestation à Tahrir**

mercredi 21 novembre 2012 / par Assanatou Baldé



Près de 120 manifestants ont été interpellés suite à des heurts avec les forces de l'ordre sur l'emblématique place Tahrir, au Caire. Les affrontements qui ont débuté lundi se sont poursuivis mardi soir. Des groupes de protestataires se sont ce mercredi matin à nouveau confrontés à la police.

Tahrir n'est toujours pas au calme ce mercredi matin. Des groupes de manifestants se sont à nouveau confrontés aux forces de l'ordre. Ces accrochages ont débuté lundi lorsque plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés lundi sur l'emblématique place. Leur objectif, commémorer les heurts qui avaient fait 45 morts un an plus tôt lors du soulèvement contre le régime de Hosni Moubarak. Mais le rassemblement a rapidement dégénéré.

Des affrontements ont éclaté lundi entre la police et des protestataires et se sont poursuivis mardi soir. Au moins 120 personnes ont été interpellées. Selon le ministère de l'Intérieur égyptien, « ces fauteurs de troubles ont cherché à attaquer les forces de l'ordre et des bâtiments publics ... Des mesures légales seront prises à leur égard ».

### **Manifestations récurrentes**

Des échauffourées ont également eu lieu entre plusieurs centaines de manifestants et les forces anti-émeutes dans des rues près de la place Tahrir, à proximité de bâtiments officiels comme le ministère de l'Intérieur et les sièges du gouvernement et du Parlement. Des dizaines de personnes seraient grièvement blessées, selon des sources médicales, rapporte *l'AFP*. Le mouvement du 6 février, organisation de jeunes très actifs durant le soulèvement, a affirmé qu'un de ses militants se trouvait dans un état critique.

Plus d'un an après la chute de Hosni Moubarak, le 11 février 2011, l'Égypte est loin d'être apaisée. La place Tahrir est régulièrement prise d'assaut par des manifestants, réclamant plus de réformes. D'autant que l'économie égyptienne est moribonde. Depuis la fin du soulèvement, elle n'a pas retrouvé son souffle. Le tourisme s'est également effondré. Les autorités tentent d'attirer des investisseurs pour relancer la machine économique du pays.

---

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/58847/Egypt/Politics-/The-revolution-shall-remain-peaceful-ElBaradei.aspx>

### **The revolution shall remain peaceful: ElBaradei**

Egypt's reform campaigner Mohamed ElBaradei says 'we will not forget the rights of the martyrs'  
ahram online, Wednesday 21 Nov 2012

Mohamed ElBaradei, Egypt's famous reform campaigner and founder of the Constitution Party, hinted on Wednesday that demonstrators in Mohamed Mahmoud Street in downtown Cairo should maintain the peaceful nature of their protests.

Protesters commemorating last year's clashes in Mohamed Mahmoud, a street leading to the iconic Tahrir square, have engaged in fresh confrontations with police forces that left scores injured.

The clashes, which started on Monday, are still ongoing.

"We will not forget the rights of our martyrs and who gave their lives for this nation and we will not give up the peacefulness of revolution," ElBaradei, a popular figure among the youths who ignited last year's popular uprising, said on Twitter.

Similar clashes last year left more than 40 dead in one of the bloodiest days since autocratic leader Hosni Mubarak was deposed on 11 February, 2011.

---

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/58796/Egypt/Politics-/-injured-at-Cairo-clashes-since-Tuesday-Health-min.aspx>

### **43 injured at Cairo clashes since Tuesday: Health ministry**

No reported deaths at clashes which began on Monday during protest to commemorate last year's Mohamed Mahmoud Street clashes; independent reports puts numbers higher; a protester is reportedly clinically dead

Ahram Online , Wednesday 21 Nov 2012

Forty-three people have been injured since Tuesday at ongoing clashes in downtown Cairo, the health ministry said on Wednesday. There have been no reported deaths, according to the ministry.

The injured have been taken to Mounira Hospital, Hussein University Hospital, Qasr Al-Aini Hospital and Agouza Police Hospital. The injuries include cuts, bruises and pellet wounds.

Clashes erupted on Monday during a demonstration to commemorate last year's Mohamed Mahmoud Street victims and continued through Tuesday night in Mohamed Mahmoud Street and nearby Qasr El-Aini Street, which remained closed to traffic on Wednesday morning. Police and protesters exchanged stones. Police used tear gas and (reportedly) rubber bullets, while protesters threw Molotov cocktails.

Two members of the 6 April Youth Movement were seriously injured in the past 24 hours. One of them, Mohamed Gaber, has been on life support and friends say he is clinically dead.

According to field reports from independent activists in Tahrir Square, actual number of injured protesters could be much higher than what the ministry declared.

---

<http://actualidad.rt.com/actualidad/view/78995-fotos-choques-cairo-dejan-decenas-heridos>

### **Fotos: Choques en El Cairo dejan decenas de heridos**

La policía disparó balas de goma y gases lacrimógenos contra los manifestantes que piden la destitución del gobierno

Publicado: 21 nov 2012 | 6:33 GMT Última actualización: 21 nov 2012 | 10:05 GMT



AFP / Gianluigi Guercia

Al menos 150 manifestantes resultaron heridos a manos de la Policía egipcia en el transcurso de violentos enfrentamientos en El Cairo, informa el Ministerio del Interior del país. No obstante, los activistas estiman que la cifra podría ser mucho más alta.

La policía disparó balas de goma y gases lacrimógenos contra los manifestantes que gritaban: 'Abajo el régimen Morsi'. Al menos 118 personas han sido detenidas, acusadas de haber atacado propiedades públicas importantes .



AFP / Gianluigi Guercia

Los medios de comunicación estatales informan que varios oficiales también han resultado heridos debido a que los manifestantes lanzaron cócteles molotov y piedras en su intento por romper las barricadas de seguridad.



AFP / Gianluigi Guercia

La protesta -que empezó de forma pacífica- también conmemoraba el primer aniversario de los enfrentamientos entre la Policía y manifestantes en la capital, que en esa ocasión dejaron 40 muertos y más de mil heridos.



AFP / Gianluigi Guercia

Se espera que este viernes se desarrollen una serie de protestas en todo el país. Los egipcios exigen la destitución del gobierno, así como una representación más liberal en la Asamblea Constituyente islamista, que fue creada para redactar la nueva constitución del país.

Mohamed Morsi se convirtió en el primer presidente civil electo en junio de este año, en medio de la disparidad creciente entre los islamistas del país y liberales secularistas.

---

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/11/22/egypte-morsi-premier-president-islamiste-aujourd'hui-qualifie-pharaon-213450.asp>

**Egypte : Morsi, premier président islamiste, aujourd'hui qualifié de pharaon**

LE CAIRE (© 2012 AFP) - Mohamed Morsi, qui vient d'étendre considérablement ses pouvoirs, est le premier civil élu à la tête de l'Egypte qu'il gouverne entre promesses d'être "le président de tous les Egyptiens" et critiques l'accusant d'être un "pharaon" islamiste.

Jeudi 22 novembre 2012 | 21:08 UTC



© **Egyptian Presidency/AFP.** Le président égyptien Mohamed Morsi (D) et le nouveau procureur général Talaat Ibrahim Abdallah au Caire, le 22 novembre 2012

Cet ancien cadre de la puissante confrérie des Frères musulmans âgé de 61 ans se veut le champion des idéaux de la révolte qui avait renversé Hosni Moubarak en février 2011, à laquelle son mouvement s'était pourtant initialement rallié timidement.

La barbe courte et la silhouette ronde, il est salué par ses partisans comme un homme pragmatique, aux manières simples, loin de l'attitude distante de son prédécesseur.

Mais ses adversaires voient en lui un apparatchik islamiste madré, poussant méthodiquement ses pions pour étendre la charia (loi islamique) et revenir à un régime autoritaire.

Mohamed ElBaradei, l'une des figures de l'opposition, l'a accusé de vouloir être un "nouveau pharaon", un qualificatif fréquemment employé pour les autocrates qui se sont succédé à la présidence égyptienne, de Nasser à Moubarak.

Ingénieur diplômé d'une université américaine, il avait été surnommé la "roue de secours" car il avait remplacé au pied levé le premier choix de la confrérie, Khaïrat al-Chater, dont la candidature a été invalidée en raison d'une condamnation datant du temps du président Moubarak.

Sur la défensive lors de ses premières apparitions publiques, il n'avait, aux yeux de nombreux experts, pas le profil d'un favori. Mais au fil de la campagne, il a pris de l'assurance et du mordant, bénéficiant en outre de l'immense réseau militant des Frères musulmans.

En août, il a mis au pas l'institution militaire qui avait placé son gouvernement sous tutelle, en envoyant à la retraite le puissant maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées.

"Projet de renaissance"

Depuis des décennies, les Frères musulmans sont très actifs au plan social et caritatif, ainsi que dans les syndicats professionnels. Et la chute du régime Moubarak leur a permis de sortir de la semi-clandestinité politique.

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans et autrefois dirigé par M. Morsi, a raflé près de la moitié des sièges lors des législatives. Le scrutin a toutefois été invalidé mi-juin par la Cour constitutionnelle au motif d'irrégularités dans la loi électorale.

M. Morsi s'est présenté comme le "seul candidat avec un programme islamiste", partisan d'un "projet de renaissance" fondé sur les principes de l'islam.

Il s'est toutefois prononcé pour un Etat "civil" et s'est aussi engagé à respecter tous les engagements internationaux de l'Egypte, parmi lesquels le traité de paix de 1979 avec Israël.

Né dans le gouvernorat de Charqiya, dans le delta du Nil, M. Morsi est diplômé d'ingénierie de l'Université du Caire en 1975 et il a obtenu en 1982 un doctorat de l'Université de Caroline du Sud, aux Etats-Unis. Il est marié et père de cinq enfants.

Militant du Comité de résistance au sionisme, un groupe anti-israélien, il a consacré le plus clair de son activité aux Frères musulmans.

Il a été élu député en 2000 puis réélu en 2005, avant d'être emprisonné pendant sept mois pour avoir participé à une manifestation de soutien à des magistrats réformistes. En 2010, il est devenu porte-parole de la confrérie et membre de son bureau politique.

Il a été à nouveau brièvement emprisonné le 28 janvier 2011, trois jours après le début de la révolte populaire qui a provoqué la chute de M. Moubarak.

---

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/11/23/president-egyptien-publie-nouvelle-declaration-constitutionnelle-213467.asp>

## **Le président égyptien publie une nouvelle "déclaration constitutionnelle"**

LE CAIRE (Xinhua) - Le président égyptien Mohamed Morsi a publié une nouvelle déclaration à valeur constitutionnelle, a annoncé jeudi le porte-parole de la présidence égyptienne Yasser Ali.

Vendredi 23 novembre 2012 | 07:40 UTC

Cette nouvelle déclaration vise à abolir les structures de l'ancien régime, éradiquer la corruption et purger les institutions nationales de ce qui reste des "ruines du régime", dans le but de protéger le peuple et le pays, et d'instaurer la justice sociale, a indiqué M. Ali.

La déclaration appelle aussi à rouvrir des enquêtes et procès pour juger à nouveau les personnes accusées de meurtres de manifestants lors de la révolte de 2011 ou accusées de crimes terroristes commis contre les révolutionnaires sous l'ancien régime, a-t-il ajouté.

Tous les déclarations constitutionnelles, décisions et lois émises par le président depuis son entrée en fonctions le 30 juin 2012 sont définitives et ne sont pas sujettes à appel, a souligné le porte-parole.

La nouvelle déclaration ne conduira pas à la réinstauration de l'Assemblée du peuple, chambre basse du parlement, a aussi confirmé M. Ali à la chaîne de télévision al-Jazeera.

En outre, la nouvelle déclaration accorde, pour l'élaboration du nouveau projet de constitution, un délai maximum de huit mois, au lieu de six, à partir de la date de la formation de l'Assemblée constituante, ce qui signifie donc que la période d'élaboration de la constitution a été prolongée de deux mois jusqu'à février 2013.

Aucun organe judiciaire n'a le droit de dissoudre la Choura (Assemblée consultative, chambre haute du parlement) ou l'Assemblée constituante, a aussi indiqué le porte-parole du président.

Le président a le droit de prendre toute mesure nécessaire pour protéger la révolution de janvier 2011, l'unité nationale ou la sécurité, en conformité avec la loi, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la déclaration constitutionnelle accorde au président le droit de nommer par décret un procureur général choisi parmi les membres de la magistrature, pour un mandat de quatre ans. Ainsi, dans la foulée de l'annonce de sa nouvelle déclaration, le président Morsi a nommé le magistrat Talat Abdallah procureur général du pays pour quatre ans, en remplacement d'Abdel Maguid Mahmoud.

Le 17 juin dernier, le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui a assumé la gouvernance du pays pendant la période de transition suite au renversement du président Hosni Moubarak, a publié une déclaration constitutionnelle pour fixer les pouvoirs et missions des institutions d'Etat et des forces armées jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution.

Toutefois, M. Morsi, président démocratiquement élu, a publié le 12 août une autre déclaration constitutionnelle, et celle publiée par l'armée le 17 juin a été annulée.

---

<http://www.prensa.com/impreso/mundo/choques-en-el-cairo-se-cobran-una-vida/138658>

## **Choques en El Cairo se cobran una vida**

Está navegando en la edición del **Miercoles 21 de Noviembre del 2012.**

Los muros que rodean la Asamblea legislativa resultaron dañados por los disturbios, así como los ventanales de algunos edificios cercanos.

EFE. EL CAIRO, EGIPTO

Un joven murió ayer y decenas resultaron heridos en enfrentamientos con las fuerzas de seguridad en el centro de El Cairo, escenario de disturbios desde el lunes tras unas protestas para conmemorar a los "mártires" del año pasado.

Una fuente de seguridad informó a EFE de que un joven falleció de un disparo en la cabeza y que unos 40 heridos tuvieron que ser hospitalizados.

Los disturbios se desplazaron anoche a la calle Qasr al Aini, donde se encuentran las sedes de las dos cámaras del Parlamento, en las que algunos manifestantes intentaron irrumpir.

En esa calle los manifestantes lanzan piedras y cocteles molotov contra las fuerzas de seguridad, que establecieron barreras para proteger los edificios institucionales.

Según la agencia oficial egipcia Mena, los agentes persiguieron a cientos de personas después de que trataran de entrar en el hospital Qasr al Aini y en los edificios de la cámara alta y baja del Parlamento.

Los muros que rodean el Parlamento han resultado dañados por los disturbios, así como los ventanales de algunos edificios cercanos como el Ministerio de Asuntos Jurídicos y Fiscales.

Varios cientos de manifestantes se concentraron también en la plaza Tahrir, en la que desemboca la calle Qasr al Aini, y comenzaron a cerrar algunos de los accesos a la zona, entre ellos el de la calle donde se sitúa el Museo Egipcio.

Durante los disturbios, las fuerzas de seguridad apostadas en los alrededores del Parlamento detuvieron a al menos tres personas que intentaron irrumpir en la sede, de acuerdo con Mena.

Los choques estallaron el lunes después de una marcha convocada para conmemorar el primer aniversario de los conocidos como “acontecimientos de Mohamed Mahmud”.

En los enfrentamientos entre policías y manifestantes ocurridos el año pasado en la calle Mohamed Mahmud, que conduce al Ministerio del Interior, murieron unas 40 personas.

---

<http://spanish.peopledaily.com.cn/31618/8031819.html>

## **Nuevos enfrentamientos en El Cairo dejan 152 heridos**

Actualizado a las 23/11/2012 - 10:43

Enfrentamientos intermitentes entre la policía y los manifestantes se han registrado desde el lunes cerca de la céntrica Plaza Tahrir de El Cairo y han dejado hasta ahora 152 heridos, se indicó hoy en una declaración dada a conocer por el Ministerio de Salud de Egipto.

Enfrentamientos intermitentes entre la policía y los manifestantes se han registrado desde el lunes cerca de la céntrica Plaza Tahrir de El Cairo y han dejado hasta ahora 152 heridos, se indicó hoy en una declaración dada a conocer por el Ministerio de Salud de Egipto.

Alrededor de 140 ya fueron dados de alta de los hospitales y otros 12 continúan internados.

Por otra parte, las fuerzas de seguridad egipcias del centro de El Cairo han arrestado hasta el momento a 203 manifestantes en los recientes enfrentamientos registrados en el lugar, informó hoy la oficial agencia noticiosa egipcia MENA.

Se han tomado todas las medidas legales y de seguridad en contra de los alborotadores, dijo el Centro de Información sobre Seguridad del Ministerio del Interior citado por MENA.

Para conmemorar el primer aniversario de los incidentes de la calle Mohamed Mahmoud del año pasado, los manifestantes iniciaron el 19 de noviembre una nueva protesta en varias calles que conducen a la Plaza Tahrir y los enfrentamientos se registraron por la intensificación de las tensiones.

Los enfrentamientos en la calle Mohamed Mahmoud continuaban hoy. Los manifestantes gritaron consignas contra la policía a la que lanzaron piedras y botellas. Los policías respondieron lanzándoles de regreso las piedras y las botellas y utilizaron gas lacrimógeno para dispersarlos.

El 19 de noviembre de 2011, varios días antes de las históricas elecciones parlamentarias, se registraron actos de violencia en todo el país.

El incidente más notable fue una manifestación realizada en la calle Mohamed Mahmoud en la que 41 personas murieron y cerca de 180 policías, entre ellos 51 oficiales, resultaron heridos. El incidente es considerado la peor violencia registrada desde la caída del ex presidente Hosni Mubarak y desde que el consejo militar supremo asumió el poder en febrero de 2011.

---

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/11/23/97001-20121123FILWWW00537-egypte-tv-islamistes-incendiees.php>

## **Egypte: TV islamistes incendiées**

AFP Mis à jour le 23/11/2012 à 14:05 | publié le 23/11/2012 à 14:01 Réactions (16)

Des manifestants ont mis le feu aujourd'hui aux sièges du Parti de la liberté et de la Justice, issu des Frères musulmans, dans trois villes d'Egypte, a rapporté la télévision publique au lendemain d'un renforcement considérable des pouvoirs du président islamiste Mohamed Morsi.

Les locaux du PLJ ont été incendiés dans les villes de Suez, Ismaïliya et Port Saïd, selon la chaîne. Un responsable du parti islamiste a en outre indiqué à l'AFP que les locaux du parti avaient été pris d'assaut dans la ville d'Alexandrie, où des accrochages ont éclaté entre manifestants pro et anti-Morsi.

---

[http://www.lepoint.fr/monde/egypte-manifestations-rivales-des-locaux-du-parti-islamiste-incendies-23-11-2012-1532747\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/egypte-manifestations-rivales-des-locaux-du-parti-islamiste-incendies-23-11-2012-1532747_24.php)

## **Egypte: manifestations rivales, des locaux du parti islamiste incendiés**

AFP- Publié le 23/11/2012 à 14:52



Le président a, dans ce contexte, limogé le procureur général, Abdel Meguid Mahmoud, nommé du temps de Moubarak, et l'a remplacé par Talaat Ibrahim Abdallah pour quatre ans.

Des manifestants ont incendié des locaux du parti des Frères musulmans dont est issu le président Mohamed Morsi, vendredi en Egypte où des rassemblements rivaux avaient lieu au lendemain de l'annonce d'un renforcement considérable des pouvoirs du chef de l'Etat.

Selon la télévision publique, des manifestants ont mis le feu aux sièges du Parti de la liberté et de la Justice (PLJ), la branche politique de la confrérie des Frères musulmans, dans les villes d'Ismâïliya et Port-Saïd, dans l'est du pays.

Les locaux du parti ont été aussi pris d'assaut dans la ville d'Alexandrie, où des accrochages ont éclaté entre manifestants des deux camps, a déclaré un responsable du parti islamiste à l'AFP.

Elu en juin premier président civil et islamiste du pays le plus peuplé du monde arabe, M. Morsi s'est arrogé dans une "déclaration constitutionnelle" le droit de "prendre toute décision ou mesure pour protéger la révolution" de 2011.

"Les déclarations constitutionnelles, décisions et lois émises par le président sont définitives et ne sont pas sujettes à appel" tant que ne sera pas achevée la nouvelle Constitution, dont le projet doit être rédigé d'ici à la mi-février, selon cette déclaration.

M. Morsi cumule déjà les pouvoirs exécutif et législatif -la chambre des députés ayant été dissoute en juin-, et entretient des relations tendues avec une grande partie de l'appareil judiciaire. Il avait renforcé son pouvoir en écartant en août le ministre de la Défense de l'ex-régime, Hussein Tantaoui.

"Enfer politique"

L'opposition a parlé de coup d'Etat et appelé à des manifestations à travers le pays.

Après la prière hebdomadaire musulmane, les opposants, en majorité des libéraux et des laïques, étaient regroupés place Tahrir qui fut l'épicentre de la révolte pro-démocratie de janvier-février 2011.

Ils devaient être rejoints par Mohamed ElBaradei, un ancien chef de l'agence nucléaire de l'ONU, et Amr Moussa, un ancien chef de la Ligue arabe. M. ElBaradei a accusé la veille M. Morsi de s'être "proclamé nouveau pharaon".

A quelques kilomètres, les partisans de M. Morsi étaient rassemblés devant le palais présidentiel dans le nord du Caire. Parmi eux, la puissante confrérie des Frères musulmans. "Le peuple soutient les décisions du président", ont-ils scandé.

Pour les détracteurs du président Morsi, ses pouvoirs élargis remettant en cause les acquis de la révolte qui a renversé en 2011 le président autocratique Hosni Moubarak, a valu à M. Morsi d'être qualifié de "pharaon", comme son prédécesseur.

"C'est un coup d'Etat contre la légalité (...) Nous appelons tous les Egyptiens à protester vendredi sur toutes les places d'Egypte", a dit Sameh Achour, chef du syndicat des avocats, jeudi soir au côté de MM. ElBaradei et Moussa. "Morsi conduit le pays vers un enfer politique", selon lui.

Tous trois ont accusé le président de "monopoliser les trois branches du pouvoir", et de chercher à "anéantir l'indépendance du pouvoir judiciaire".

"Morsi, dictateur temporaire"

M. Morsi a notamment demandé "de nouveaux jugements" dans les procès sur les meurtres de centaines de manifestants durant la révolte, ce qui fait planer une menace sur certains hauts responsables militaires ou de la police, et pourrait entraîner un nouveau procès pour M. Moubarak, en détention à perpétuité.

Le président a, dans ce contexte, limogé le procureur général, Abdel Meguid Mahmoud, nommé du temps de Moubarak, et l'a remplacé par Talaat Ibrahim Abdallah pour quatre ans.

M. Morsi a aussi décidé qu'aucune instance judiciaire ne pouvait dissoudre la commission chargée de rédiger la future Constitution. Il ôte ainsi le droit à la Haute cour constitutionnelle d'examiner un appel contre la composition de cette commission constituante, dominée par les islamistes.

Il a même étendu de deux mois le mandat de la commission, qui devait initialement prendre fin mi-décembre. Une fois achevée, la loi fondamentale doit être soumise à un référendum et des élections législatives doivent suivre.

Ces décisions visent à "nettoyer les institutions" et "détruire les infrastructures de l'ancien régime", a expliqué le porte-parole de la présidence, Yasser Ali.

"Morsi, dictateur temporaire", a titré le journal indépendant Al-Masry Al-Youm.

---

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2012/11/23/004-egypte-morsi-manif.shtml>

## **Égypte : une décision du président Morsi fait ressortir les manifestants**

Mise à jour le vendredi 23 novembre 2012 à 17 h 53 HNE  
| Radio-Canada avec Agence France-Presse et Reuters

Le récit de Frédéric Nicoloff

La place Tahrir, qui a servi de champ de bataille pour renverser l'ex-président Hosni Moubarak, est réinvestie par les manifestants qui réclament du président Mohamed Morsi de revenir sur sa décision de s'octroyer de nouveaux pouvoirs.

Des milliers de personnes sont rassemblées vendredi dans cette place emblématique au centre du Caire et entendent y rester.

« Toutes les forces politiques révolutionnaires se sont mises d'accord pour commencer un rassemblement vendredi », a déclaré dans un communiqué le Courant populaire dirigé par Hamdeen Sabbahi, candidat de gauche arrivé troisième à l'élection présidentielle de juin, appelant à une grande manifestation mardi.

Selon les organisateurs du rassemblement, 26 mouvements politiques et associatifs prendront part au rassemblement.

Plus tôt dans la journée, les opposants au président égyptien ont saccagé des bureaux du Parti de la liberté et de la Justice, l'appareil politique de la confrérie des Frères musulmans, dont le siège du parti à Alexandrie.

Les manifestants en colère se sont introduits dans l'immeuble d'Alexandrie avant de jeter le mobilier par les fenêtres sur le trottoir et d'y mettre le feu.

Des violences ont aussi éclaté entre partisans et opposants du président Morsi près de la principale mosquée d'Alexandrie, deuxième ville en importance en Égypte.

La police égyptienne a dispersé la foule en lançant des gaz lacrymogènes.

### **Charm el-Cheikh, Port-Saïd et Ismaïlia**

Les bureaux du Parti de la liberté et de la Justice, issu des Frères musulmans, ont aussi été incendiés lors d'émeutes dans les villes de Port-Saïd et Ismaïlia.

Selon des témoins cités par l'AFP, des partisans des Frères musulmans ont tiré en l'air pour disperser les manifestants à Port-Saïd.

Des centaines de manifestants ont aussi envahi les rues dans la ville balnéaire de Charm el-Cheikh en scandant : « Non à l'autoritarisme ».

Cette flambée de colère dans les rangs de l'opposition égyptienne survient au lendemain de la publication d'un décret du président Morsi qui lui accorde des prérogatives élargies jusqu'à l'élection d'un nouveau Parlement.

Le décret place les décisions du chef de l'État à l'abri de toute contestation légale, tant qu'une nouvelle Assemblée n'est pas élue, ce qui prendra encore des mois.

Renforcé par son succès diplomatique dans l'imposition d'une trêve entre Israël et les Palestiniens de Gaza, Mohamed Morsi, issu du mouvement islamiste des Frères musulmans, a justifié sa décision par sa volonté de « plaire à Dieu et à la nation ».

Heurts à Alexandrie entre partisans et opposants du président Morsi Crédit photo : AFP/STR

### **Des pouvoirs étendus**

Le décret présidentiel promulgué jeudi empêche également toute dissolution, par la justice, de l'Assemblée constituante et du Conseil de la Choura, la chambre haute du Parlement.

En vertu des nouveaux pouvoirs qu'il s'est attribués, le président Morsi a limogé le procureur général d'Égypte, Abdel Maguid Mahmoud, qu'il a présenté comme un vestige de l'époque de l'ancien président Hosni Moubarak. Mohamed Morsi s'est aussi arrogé le pouvoir de nommer son successeur.

Présenté par la présidence égyptienne comme un moyen de « protéger la révolution », le décret neutralise également une quarantaine de recours judiciaires contre la composition de l'Assemblée constituante, sur lesquels la Haute Cour constitutionnelle devait se prononcer.

## Pour « protéger la révolution »

Vendredi, le président Morsi a défendu ce décret en expliquant à ses milliers de partisans réunis devant le palais présidentiel au Caire que l'Égypte demeurait sur la voie « de la liberté et de la démocratie ».



Le président égyptien Mohamed Morsi  
(archives)

« Je suis pour tous les Égyptiens. Je n'agirai jamais en défaveur d'un fils de l'Égypte », a-t-il affirmé devant la foule.

Les mouvements d'opposition égyptiens, qui ne voient pas la chose du même oeil, accusent le président de profiter de sa situation pour renforcer son pouvoir et installer les islamistes à la tête du pays. L'opposition l'a même accusé jeudi de s'élever au rang de « nouveau pharaon ».

Vendredi, Mohamed Morsi a déclaré ne pas craindre l'opposition, affirmant qu'elle doit être « réelle et forte » dans la nouvelle Égypte qu'il tente de construire avec ses concitoyens.

---

<http://www.france24.com/fr/20121123-egypte-alexandrie-port-said-ismailiya-bureaux-freres-musulmans-PLJ-incendies-manifestants-anti-morsi->

Dernière modification : 24/11/2012

## Le président Morsi et l'opposition égyptienne à couteaux tirés

© AFP

*Mohamed Morsi a renforcé par décret son autorité face à l'appareil judiciaire. Les opposants au régime ont dénoncé, vendredi, une dérive dictatoriale. Les partisans du président ont pris sa défense lors de manifestations émaillées de violences.*

Charlotte BOITIAUX (texte)

"Prendre toute décision ou mesure pour protéger la révolution de 2011" : voici la dernière "déclaration constitutionnelle" de Mohamed Morsi, rendue publique jeudi 22 novembre, et qui a provoqué l'ire de l'opposition égyptienne. Il faut dire que sous couvert de vouloir "protéger" les acquis de la Révolution du Nil, le président égyptien a considérablement renforcé ses pouvoirs, en particulier face à l'appareil judiciaire - avec lequel il entretenait des relations tendues. Ce décret, en effet, a non seulement permis le limogeage du puissant procureur général Abdel Meguid Mahmoud - que Morsi avait déjà tenté d'évincer le mois dernier - mais il prévoit surtout l'impossibilité de dissoudre par la justice l'Assemblée constituante et le conseil de la Choura, la Chambre haute du Parlement égyptien, tous deux dominés par les Frères musulmans.

"L'opposition ne m'inquiète pas, au contraire, je veux qu'il y ait une opposition" (Morsi)

Autant de prérogatives qui ont provoqué un tollé dans les rangs de l'opposition, inquiète de la dérive dictatoriale d'un président qui cumule déjà une grande partie des pouvoirs exécutif et législatif. "En clair, le président a maintenant les mains libres pour faire ce qu'il veut. Il est en mesure de faire passer des décisions qui ne pourront plus être remis en cause par la justice", explique Sonia Dridi, la correspondante de FRANCE 24 au Caire.

### **Les locaux des Frères musulmans incendiés**

L'UE appelle Morsi à respecter le processus démocratique  
Salué par la communauté internationale pour son rôle dans la trêve entre Israël et Gaza, le président égyptien a été rappelé à l'ordre vendredi 23 novembre par l'Union européenne.

"Nous avons vu la récente déclaration du président Morsi. Il est de la plus grande importance que le processus démocratique soit mené à son terme en accord avec les engagements pris par les autorités égyptiennes sur la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la protection des libertés élémentaires et l'organisation d'élections législatives démocratiques dès que possible", a indiqué dans un communiqué un porte-parole du chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton.

Dans les rues du pays, les réactions ne se sont pas faites attendre. Vendredi 23 novembre, des manifestants ont mis le feu aux sièges du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans, à Ismaïlia et Port Saïd. Des locaux du PLJ ont aussi été pris d'assaut à Alexandrie, où des accrochages ont éclaté entre manifestants des deux camps, selon un responsable du parti islamiste.

Au Caire, des manifestations anti-Morsi - rassemblant principalement des libéraux et des laïcs - ont eu lieu sur l'emblématique place Tahrir. Quelques kilomètres plus loin, les partisans du président Morsi se sont rassemblés quant à eux devant le palais présidentiel dans le nord de la capitale.

"Il y a comme un air de déjà-vu, explique Sonia Dridi. Et il y a surtout le retour de slogans de la révolution comme 'Dégage' ou encore 'Le peuple veut ta chute'. Il y a des heurts très violents entre manifestants anti-Morsi et la police. Un des camions des forces de l'ordre a été retourné par les manifestants, et il y a des tirs de gaz lacrymogènes. J'ai aussi vu des ambulances arriver", ajoute la correspondante de FRANCE 24.

Dans la soirée de vendredi, "toutes les forces révolutionnaires" présentes ont décidé d'entamer un sit-in sur la place Tahrir. Elles appellent aussi à une manifestation de masse mardi pour obtenir que Morsi revienne sur ses décisions.

### **"Coup d'État" et "enfer politique"**

Selon Sonia Dridi, il ne fait aucun doute que s'adjuger de telles prérogatives alors que l'Égypte sort de trente années de dictature Moubarak ne pouvait qu'effrayer une partie de la population égyptienne. "Derrière ces décisions, les Égyptiens craignent un piétinement de la démocratie", explique-t-elle. Pis, cette annonce d'élargissement des pouvoirs présidentiels

résonne pour l'opposition comme un "coup d'État", signant l'arrivée d'un "nouveau pharaon" à la tête du pays, selon l'expression de la figure de l'opposition Mohamed El-Baradeï.



**Mohamed ElBaradei** @ElBaradei

18 h

Morsi today usurped all state powers & appointed himself Egypt's new pharaoh. A major blow to the revolution that cld have dire consequences

Ouvrir

"Mohamed Morsi a dérobé au peuple et aux institutions l'intégralité de leurs droits et de leurs pouvoirs", ont écrit les opposants dans un communiqué commun. "C'est un coup d'État contre la légalité [...]. Nous appelons tous les Égyptiens à protester sur toutes les places d'Égypte", a également dénoncé Sameh Achour, chef du syndicat des avocats, jeudi soir aux côtés de Mohamed El-Baradeï et Amr Moussa, l'ancien chef de la Ligue arabe. "Morsi conduit le pays vers un enfer politique", a-t-il ajouté.

### **"L'Égypte est sur la voie de la liberté et de la démocratie"**

Du côté de la présidence, on tente de calmer le jeu en répétant que ces décrets sont nécessaires pour garantir la bonne marche de la révolution. Mais face à la violence de la contestation, le président Mohamed Morsi n'a pas eu d'autre choix que de s'exprimer devant les Égyptiens pour faire retomber la tension. "Je suis pour tous les Égyptiens. Je n'agirai jamais en défaveur d'un fils de l'Égypte", a-t-il notamment déclaré devant ses partisans, près du palais présidentiel. "L'Égypte est sur la voie de la liberté et la démocratie", a-t-il ajouté.

Soucieux de ne pas se laisser déstabiliser par les opposants, le chef de l'État a répété ne pas craindre ses détracteurs. "L'opposition en Égypte ne m'inquiète pas, mais elle doit être réelle et forte", a-t-il lancé. Une déclaration dont se méfient ses adversaires qui estiment que Mohamed Morsi tient un double discours, visant sur la forme à rassurer toutes les composantes du pays et sur le fond à mettre en place un régime basé sur les lois du Coran. Auparavant, devant des fidèles d'une mosquée des faubourgs du Caire, le président égyptien avait déclaré avoir pris son décret pour "plaire à Dieu et la nation". "Nous avançons, si Dieu le veut, et personne ne se dresse sur notre chemin", avait affirmé le chef de l'État à l'issue de la prière du vendredi.

---

<http://gulfnews.com/news/region/egypt/egypt-protesters-tear-gassed-as-world-concern-mounts-1.1109416>

### **Egypt protesters tear-gassed as world concern mounts**

Anti-riot police fire tear gas to disperse protesters in Cairo's Tahrir Square

AFP

Published: 14:33 November 24, 2012

**GULF NEWS**



Image Credit: AP

Egyptian protesters opposed to President Mohammad Mursi take cover during clashes with government supporters near Tahrir Square in Cairo on November 23, 2012.

Cairo: Anti-riot police fired tear gas on Saturday to disperse protesters camped out in Cairo's Tahrir Square as Western governments voiced growing concern over Islamist President Mohammad Mursi's assumption of sweeping powers.

A hard core of opposition activists had spent the night in the iconic protest hub - epicentre of the popular uprising that toppled veteran strongman Hosni Mubarak last year - erecting some 30 tents, an *AFP* correspondent reported.

However, when more demonstrators attempted to join them in the morning, police responded with volleys of tear gas forcing them to retreat into surrounding streets.

Opposition-led protests were held in most of Egypt's major cities on Friday, sparking violent clashes in the canal city of Suez and the Mediterranean city of Alexandria, where offices of the Islamist Freedom and Justice Party, which backed Mursi for the presidency, were torched.

The mainly secular liberal activists voiced determination to keep up the momentum of their protests against Mursi's decree on Thursday which placed his decisions beyond judicial scrutiny, vastly adding to his power.

"Egypt is at the start of a new revolution because it was never our intention to replace one dictator with another," activist Mohammad Al Gamal told *AFP*, showing his broken spectacles and hand in a plaster cast than he said were the result of the police action.

Washington, which only Wednesday had voiced fulsome praise for Mursi's role in brokering a truce between Israel and Gaza's Hamas rulers to end eight days of deadly violence, led international criticism of the Islamist president's move.

Members of the Muslim Brotherhood and other groups were also out in strength on Friday in a show of support for the president in his move to prevent the courts dissolving the Islamist-dominated constituent assembly and upper house of parliament as they have already the lower house.

Clashes broke out between the rival supporters in several cities, *AFP* correspondents and state television reported.

In an address to supporters outside the presidential palace, Mursi insisted that Egypt remained on the path to "freedom and democracy", despite his move to undercut the judiciary.

"Political stability, social stability and economic stability are what I want and that is what I am working for," he said.

The president already held both executive and legislative powers and Thursday's decree puts him beyond judicial oversight until a new constitution has been ratified in a referendum.

It also means that the Islamist-dominated panel drawing up the new charter can no longer be touched and gives it a two-month extension - until February next year - to complete its work.

Washington and European governments voiced concern about the concentration of power in Mursi's hands and its implications for the democratic gains of last year's uprising which toppled Mubarak.

"The decisions and declarations announced on November 22 raise concerns for many Egyptians and for the international community," said US State Department spokeswoman Victoria Nuland.

"One of the aspirations of the revolution was to ensure that power would not be overly concentrated in the hands of any one person or institution."

The European Union urged the Egyptian president to respect the democratic process.

"It is of utmost importance that democratic process be completed in accordance with the commitments undertaken by the Egyptian leadership," a spokesman for EU foreign policy chief Catherine Ashton said.

Mursi must ensure the separation of powers, the independence of justice, the protection of fundamental freedoms and the holding of democratic parliamentary elections "as soon as possible", said spokesman Michael Mann.

Hesham Sallam, a political analyst at Georgetown University, said Mursi's decree gave him as much power as Mubarak.

"The decrees effectively render the presidential decisions final and not subject to the review of judicial authorities, which marks a return to Mubarak-style presidency, without even the legal cosmetics that the previous regime used to employ to justify its authoritarian ways," he told *AFP*.

But a spokesman for the Freedom and Justice Party, headed by Mursi before his election, said the president's decree was necessary to cut short the turbulent transition.

"We need stability," said Murad Ali. "That's not going to happen if we go back again to allowing the judges, who have personal reasons, to dissolve the constituent assembly in order to prolong the transitional phase."

## La justice égyptienne dénonce le pouvoir accru du président Morsi

25.11.2012 11:22



La place Tahrir continuait d'être occupée samedi. [Asmaa Waguih - Reuters]

La plus haute autorité judiciaire d'Egypte a dénoncé samedi la décision du président Mohamed Morsi de renforcer ses pouvoirs. Le Club des juges d'Egypte a ensuite appelé à une grève des tribunaux. Les manifestations se poursuivent au Caire.

La plus haute autorité judiciaire d'Egypte a dénoncé samedi le décret accordant de nouveaux droits au président Mohamed Morsi.

Cette "déclaration constitutionnelle" est une "attaque sans précédent" contre l'indépendance des magistrats égyptiens, a déclaré le Conseil suprême de la justice à l'issue d'une réunion d'urgence. L'institution exige le président à retirer de sa déclaration constitutionnelle "tout ce qui touche au judiciaire".

### Grève des tribunaux

A l'issue d'une réunion en urgence au Caire, le Club des juges d'Egypte a appelé à "la suspension du travail dans tous les tribunaux et les administrations du parquet" pour protester contre la décision du président de mettre ses décisions à l'abri de tout recours judiciaire.

Un peu plus tôt dans la journée, les juges d'Alexandrie avaient déjà annoncé une grève ouverte. Le travail des tribunaux dans la deuxième ville d'Egypte et à Beheira est suspendu jusqu'à la fin de la crise. Le Club de juges d'Alexandrie exige "rien de moins que l'annulation" de la déclaration.

Vendredi, l'Union européenne et les Etats-Unis ont aussi appelé le président à respecter le processus démocratique.

Elu en juin, Mohamed Morsi s'est arrogé jeudi, dans une "déclaration constitutionnelle" non sujette à appel, le droit de "prendre toute décision ou mesure pour protéger la révolution" de 2011. Ce président cumule déjà les pouvoirs exécutif et législatif, la chambre des députés ayant été dissoute en juin.

agences/bri

## **Violences au Caire**

Les forces anti-émeutes ont tiré des gaz lacrymogènes samedi place Tahrir au Caire pour disperser des manifestants protestant contre le renforcement des pouvoirs du chef de l'Etat Mohamed Morsi.

De groupes de manifestants continuaient d'occuper la place en fin de matinée, après s'être réfugiés dans des rues adjacentes en raison des tirs de gaz. "L'Egypte entre dans une nouvelle révolution car notre intention n'était pas de remplacer un dictateur par un autre", a expliqué l'un des manifestants, en allusion à la révolte populaire qui avait renversé Hosni Moubarak en février 2011.

La veille, place Tahrir, des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées en criant "Morsi dictateur". Des heurts entre pro- et anti-Morsi ont eu lieu dans tout le pays, faisant au moins 300 blessés. Plusieurs locaux du parti politique des Frères musulmans ont été incendiés.

Aussi bien l'opposition que les Frères musulmans ont appelé à une manifestation de masse mardi.

---

[http://www.lexpressiondz.com/linformation\\_en\\_continue/164349-place-tahrir-les-forces-anti-emeutes-dispersent-une-manifestation-d-039-opposants-a-morsi.html](http://www.lexpressiondz.com/linformation_en_continue/164349-place-tahrir-les-forces-anti-emeutes-dispersent-une-manifestation-d-039-opposants-a-morsi.html)

## **Place Tahrir : les forces anti-émeutes dispersent une manifestation d'opposants à Morsi**

Samedi 24 Novembre 2012 - Lu 310 fois

Les forces anti-émeutes ont dispersé samedi place Tahrir au Caire des manifestants protestant contre le renforcement des pouvoirs du président égyptien Mohamed Morsi, rapportent des médias.

Selon ces sources, une trentaine de tentes étaient installées sur la place, des opposants ayant décidé d'observer depuis vendredi un sit-in pour protester contre les nouvelles prérogatives de M. Morsi.

Un petit nombre de manifestants présents sur la place ont été visés par les tirs de gaz lacrymogènes et fuyaient dans les rues latérales, ont ajouté les mêmes sources.

« Nous ne partirons pas de Tahrir avant un procès équitable des meurtriers des révolutionnaires et avant que Morsi ne revienne sur ses décisions », a dit l'un des manifestants.

La veille, place Tahrir, épice de la révolte de 2011 qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak, des milliers de personnes s'étaient rassemblées à l'appel de personnalités ou de mouvements laïques et libéraux.

Une autre manifestation s'était tenue devant le palais présidentiel proche en soutien au président Morsi qui s'est dit déterminé à « assumer ses pouvoirs renforcés », qui placent notamment ses décisions hors de portée de tout recours en justice.

Le Courant populaire, dirigé par le nationaliste de gauche Hamdeen Sabbahi, troisième de la présidentielle de juin, a annoncé que « toutes les forces révolutionnaires » avaient décidé d'entamer un sit-in place Tahrir et d'appeler à une manifestation de masse mardi pour obtenir que M. Morsi revienne sur ses décisions.

Les manifestations ont été émaillées vendredi de heurts entre jeunes et policiers, alors que des manifestants ont mis le feu à des locaux du Parti de la liberté et de la Justice (PLJ), mouvement politique des Frères musulmans, à Alexandrie (nord), à Port Saïd et à Ismailia (nord-est).

---

<http://www.trust.org/alertnet/multimedia/pictures/detail.dot?mediaNode=68b5102f-578e-454a-a479-29fc0fcf7e06>

### **Pictures A protester returns a tear gas canister to the riot police in Tahrir**



A protester returns a tear gas canister to the riot police in Tahrir, Cairo November 25, 2012. Egyptian President Mohamed Mursi's decree that put his decisions above legal challenge until a new parliament was elected caused fury amongst his opponents on Friday who accused him of being the new Hosni Mubarak and hijacking the revolution. Police fired tear gas in a street leading to Cairo's Tahrir Square, heart of the 2011 anti-Mubarak uprising, where thousands demanded Mursi quit and accused him of launching a "coup". There were violent protests in Alexandria, Port Said and Suez. REUTERS/Mohamed Abd El Ghany (EGYPT - Tags: CIVIL UNREST POLITICS)

Credit: REUTERS

Published date: 11/25/2012

---

<http://www.rtve.es/alacarta/videos/telediario/enfrentamientos-entre-policia-activistas-provocan-mas-500-heridos-tres-dias/1590263/>

### **Enfrentamientos entre policía y activistas provocan más de 500 heridos en tres días**

25 nov 2012

Tercer día de enfrentamientos en El Cairo que han provocado ya 500 heridos. Grupos de activistas mantienen en Tahrir una acampada en protesta por la decisión del Presidente Mursi de blindar sus poderes ante la Justicia, que los jueces han respondido con una huelga. El nobel de la paz Mohamed El Baradei ha advertido del peligro de llegar a una guerra civil. Toda la oposición no musulmana ha denunciado la deriva dictatorial del Presidente. Cristianos y liberales han abandonado la Asamblea Constituyente como protesta.

---

<http://espanol.cri.cn/782/2012/11/25/1s263742.htm>

## **Dejan 227 heridos enfrentamientos en Egipto contra declaración de Morsi**

2012-11-25 15:33:42 XINHUA-CRI

Los enfrentamientos que ocurrieron el viernes en Egipto entre la policía y manifestantes dejaron 227 personas heridas, informó un comunicado del Ministerio de Salud.

Un total de 227 personas resultaron heridas en las protestas en la Plaza Tahrir del centro de El Cairo y otras gobernaturas luego de que se anunció el jueves una nueva declaración constitucional emitida por el presidente Mohamed Morsi, informó la agencia de noticias oficial MENA citando al vocero Mohamed Amr.

Hasta ahora, 182 de ellos ya fueron dados de alta luego de recibir atención médica y 45 siguen en hospitales, indicó el comunicado.

La cantidad de heridos en las gobernaturas de Alejandría y Suez es de 30 y 27, mientras varios de ellos siguen recibiendo atención en hospitales, añadió el comunicado.

Una fuente de seguridad citada por MENA señaló que los heridos entre la policía son 128 y que hasta ahora 250 manifestantes han sido arrestados en los incidentes recientes.

Miles de manifestantes egipcios, encabezados por el Movimiento 6 de Abril, la Coalición Juvenil Revolucionaria y el Movimiento Kefaya, junto con otros grupos liberales, llenaron el viernes la Plaza Tahrir del centro de El Cairo para participar en una congregación llamada de "ira y advertencia" en rechazo a la nueva declaración constitucional emitida por el presidente Morsi.

Mientras tanto, los manifestantes arrasaron otras gobernaturas como Alejandría, Suez e Ismaelia, donde los enfrentamientos surgieron a favor y en contra de las decisiones del presidente.

Por otro lado, hay una gran congregación ante el Palacio presidencial al-Ethadeya, dirigida por los miembros de la Hermandad Musulmana y otros grupos islámicos para expresar su apoyo a las decisiones del presidente.

La Plaza Tahrir está en calma relativa esta mañana y algunas fuerzas y grupos políticos en contra de la declaración constitucional erigieron 20 tiendas de campaña en la plaza para comenzar su protesta, pidiendo la revocación de la nueva declaración, la disolución de la Asamblea Constitucional, mantener el diálogo nacional para establecer un órgano para la redacción de la constitución, destituir al gobierno de Hisham Qandil y reorganizar el Ministerio del Interior.

La nueva declaración constitucional emitida por el presidente Morsi estipuló que todas las leyes, decretos y declaraciones constitucionales proclamadas por el presidente desde que asumió el cargo el 30 de junio son definitivas e inalterables por cualquier otro órgano.

Morsi decidió el jueves destituir al fiscal general Abdel-Maguid Mahmoud y nombró a Talat Ibrahim Abdullah para sucederle en el cargo, lo que ha creado polémica entre las fuerzas políticas y el público. (GLM)

---

[http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas\\_noticias/2012/11/121125\\_ultnot\\_egipto\\_muere\\_seguidor\\_mursi\\_lav.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/ultimas_noticias/2012/11/121125_ultnot_egipto_muere_seguidor_mursi_lav.shtml)

## **Egipto: muere un adolescente en enfrentamientos en El Cairo**

Domingo, 25 de noviembre de 2012

Un joven de 15 años murió este domingo en enfrentamientos entre seguidores y opositores de Mohamed Mursi.

Según el grupo islamista de los Hermanos Musulmanes, el adolescente Fathy Masoud era uno de sus miembros y falleció como consecuencia de un ataque en su sede en la ciudad de Damanhur, en el Delta del Nilo.

La decisión del presidente Mursi de ampliar sus poderes ha provocado fuertes protestas de sus opositores en Egipto.

Por su parte, los Hermanos Musulmanes han convocado marchas de apoyo al presidente.

---

<http://hispanTV.com/detail/2012/11/26/203066/egipcios-participan-en-funeral-de-dos-activistas-politicos>

## **Egipcios participan en funeral de dos activistas políticos**

26/11/2012 19:26



Miles de egipcios han participado este lunes en el funeral de dos activistas políticos que perdieron la vida en separados enfrentamientos entre los opositores y los partidarios de la declaración constitucional del presidente egipcio, Mohamad Mursi.

Unas 2 mil personas se han congregado en la emblemática plaza Tahrir de El Cairo, la capital egipcia, para seguir las exequias de Gaber Salah, de 17 años de edad, que murió, ayer domingo, como consecuencia de las graves heridas sufridas en los altercados de la semana pasada.

Gaber Salah, era miembro del Movimiento 6 de Abril; un grupo de oposición que nació en la

primavera de 2008, contra el Gobierno del derrocado Hosni Mubarak.

Asimismo, cientos de egipcios han acompañado en la ciudad de Damanhur, en el noroeste de El Cairo, el funeral de Islam Fathi Masoud, de 15 años de edad, que perdió la vida, ayer domingo, en un ataque perpetrado contra la sede de la Hermandad Musulmana.

Estos enfrentamientos se suman a varias protestas que se registran en el país árabe desde el pasado jueves (22 de noviembre), cuando Mursi emitió un decreto por el cual se atribuye extensos poderes, amén de proporcionarse inmunidad ante cuestionamientos judiciales.

El domingo, las fuerzas egipcias lanzaron gases lacrimógenos para dispersar a los manifestantes que se echaron a las calles en la capital a fin de expresar su rechazo al nuevo decreto de Mursi, después de que incendiaron el viernes la sede de la Hermandad Musulmana en las ciudades de Suez, Ismailia y Port Said.

Mientras tanto, en medio de las protestas que se llevan a cabo en el país norteafricano, el mandatario egipcio llamó al diálogo democrático y subrayó el carácter temporal de las prerrogativas absolutas que se atribuyó por decreto.

Sin embargo, varias organizaciones no gubernamentales egipcias, como el Consejo Supremo Judicial, han instado a Mursi a anular el mencionado decreto, ya que, a su juicio, es un ataque sin precedentes contra la independencia del sistema judicial y sus decisiones.

sg/nl/nal

---

<http://www.europapress.es/internacional/noticia-miles-personas-participan-funeral-joven-revolucionario-muerto-20121126153721.html>

En la emblemática plaza Tahrir

## **Miles de personas participan en el funeral de un joven revolucionario**

MADRID, 26 Nov. (EUROPA PRESS) -

Unas 2.000 personas han recibido en la emblemática plaza Tahrir de El Cairo el féretro del activista Gaber Salá, de 17 años, miembro del Movimiento Juvenil 6 de Abril fallecido el domingo en enfrentamientos con la Policía.

Salá murió en los disturbios entre policías y manifestantes congregados para recordar el primer aniversario de los enfrentamientos de noviembre de 2011 en la calle Mohamed Mahmud, donde murieron 45 manifestantes a manos de las fuerzas de seguridad durante una protesta contra el Ejército.

"Gaber, nuestro hijo, ha sido asesinado" o "Mursi responsable", en referencia al presidente, Mohamed Mursi, han sido algunos de los cánticos coreados durante el funeral, en el que han estado presentes los familiares del fallecido.

Salá murió en la tarde del domingo en el Hospital Qasr al Aini debido a las heridas de perdigón recibidas en la cabeza, el pecho y su brazo derecho durante las protestas. Durante su

convalecencia pidió que si moría su funeral se celebrara en Tahrir, según informa el diario 'Al Masry al Youm'.

<http://www.bdlive.co.za/world/africa/2012/11/27/opponents-to-president-clash-with-police-in-cairo>

## Opponents to president clash with police in Cairo

by Edmund Blair and Tamim Elyan, novembre 27 2012, 19:35 |



**EVIDENCE:** A protester holds empty tear-gas canisters that were shot by the riot police during a protest at Tahrir Square on Tuesday. Picture: REUTERS



**STREET BATTLE:** An anti-Morsi protester throw a tear-gas canister back during clashes with riot police at Tahrir Square in Cairo on Tuesday. Picture: REUTERS



**CONFLICT:** An anti-Morsi protester flashes V-signs during clashes with riot police at Tahrir Square in Cairo on Tuesday. Picture: REUTERS

**CAIRO** — Opponents of President Mohammed Morsi clashed with Cairo police on Tuesday as thousands of protesters stepped up pressure on the Islamist to scrap a decree they say threatens Egypt with a new era of autocracy.

Police fired tear gas at stone-throwing youths in streets off the capital's Tahrir Square, heart of the uprising that toppled Hosni Mubarak last year. Protesters also turned out in Alexandria, Suez, Minya and cities in the Nile Delta.

A 52-year-old protester died after inhaling tear gas in Cairo, the second death since last week's decree that expanded Mr Morsi's powers and barred court challenges to his decisions.

Tuesday's protest called by leftists, liberals and other groups deepened the worst crisis since the Muslim Brotherhood politician was elected in June, and exposed a divide between the newly empowered Islamists and their opponents.

Some protesters have been camped out since Friday in Tahrir Square, and violence has flared around the country, including in a town north of Cairo where a Muslim Brotherhood youth was killed in clashes on Sunday. Hundreds have been injured.

Mr Morsi's move provoked a rebellion by judges and battered confidence in an economy struggling after two years of turmoil.

Opponents have accused Mr Morsi of behaving like a modern-day pharaoh, a jibe long levelled at Mubarak. The US, a benefactor to Egypt's military, has expressed concern about more turbulence in a country that has a peace treaty with Israel.

Mr Morsi's administration has defended his decree as an effort to speed up reforms and complete a democratic transformation.

Opponents say it shows he has dictatorial instincts.

"The people want to bring down the regime," protesters chanted, echoing slogans used in the anti-Mubarak uprising.

"We don't want a dictatorship again. The Mubarak regime was a dictatorship. We had a revolution to have justice and freedom," said 32-year-old Ahmed Husseini.

The protest was a show of strength by the non-Islamist opposition, whose fractious ranks have been pushed together by the crisis. Well-organised Islamists have consistently beaten more secular-minded parties at the ballot box in elections held since Mubarak was ousted in February, 2011.

### **More powers**

Some scholars from the prestigious al-Azhar mosque and university joined Tuesday's protest, showing that Mr Morsi and his Brotherhood have alienated some more moderate Muslims. Members of Egypt's large Christian minority also joined in.

Mr Morsi formally quit the Brotherhood on taking office, saying he would be a president for all Egyptians, but he is still a member of its Freedom and Justice Party.

The decree issued on Thursday expanded his powers and protected his decisions from judicial review until the election of a new parliament expected in the first half of 2013.

New York-based Human Rights Watch said it gives Mr Morsi more power than the interim military junta from which he took over.

United Nations Secretary-General Ban Ki-moon noted that judges challenged the decree. However, he told Austria's Die Presse newspaper: "I have also noted that Morsi wants to resolve the problem in a dialogue. I will encourage him to continue to do so."

Trying to ease tensions with judges outraged at the step, Mr Morsi has assured Egypt's highest judicial authority that elements of the decree giving his decisions immunity would apply only to matters of "sovereign" importance. Although that should limit it to issues such as a declaration of war, experts said there was room for much broader interpretation.

In another step to avoid more confrontation, the Muslim Brotherhood cancelled plans for a rival mass protest in Cairo on Tuesday to support the decree. Violence has flared in the past when both sides have taken to the streets.

But there has been no retreat on other elements of the decree, including a stipulation that the Islamist-dominated body writing a new constitution be protected from legal challenge.

"We came here to reject dictatorship and tyranny," said 50-year-old Noha Abol Fotouh. "The decree must be cancelled and the constituent assembly should be reformed. All intellectuals have left it and now it is controlled by Islamists."

## **Crisis**

With its popular legitimacy undermined by the withdrawal of most of its non-Islamist members, the assembly faces a series of court cases from plaintiffs who claim it was formed illegally.

The new system of government to be laid out in the constitution is one of the issues at the heart of the crisis.

"The president of the republic must put his delusions to one side and undertake the only step capable of defusing the crisis: cancelling the despotic declaration," liberal commentator and activist Amr Hamzawy wrote in his column in al-Watan newspaper.

Mr Morsi issued the decree on November 22, a day after he won US and international praise for brokering an end to eight days of violence between Israel and Hamas around the Gaza Strip.

White House spokesman Jay Carney said on Monday that Mr Morsi had played "an important role" in the truce. "Separately we've raised concerns about some of the decisions and declarations that were made on November 22," he added.

Mr Morsi's decree was seen as targeting in part a legal establishment still largely unreformed from Mubarak's era, when the Brotherhood was outlawed.

Though both Islamists and their opponents broadly agree that the judiciary needs reform, Mr Morsi's rivals oppose his methods.

Rulings from an array of courts this year have dealt a series of blows to the Brotherhood, leading to the dissolution of the first constitutional assembly and the lower house of parliament elected a year ago. The Brotherhood dominated both.

The judiciary blocked an attempt by Mr Morsi to reconvene the Brotherhood-led parliament after his election victory. It also stood in the way of his attempt to sack the prosecutor-general, another Mubarak holdover, in October.

In his decree, Mr Morsi gave himself the power to sack that prosecutor and appoint a new one. In open defiance of the president, some judges are refusing to acknowledge that step.

One presidential source said Mr Morsi wanted to change the make-up of the Supreme Constitutional Court, the body whose ruling that parliament was void led the house to be dissolved.

Mr Morsi has repeatedly stated the decree will stay only until a new parliament is elected — something that can happen once the constitution is written and passed in a popular referendum.

*Reuters*

---

[http://www.telecinco.es/informativos/internacional/El\\_Cairo-Egipto\\_enfrentamientos-protestas\\_presidente\\_egipcio-Mohamed\\_Mursi\\_0\\_1515675717.html](http://www.telecinco.es/informativos/internacional/El_Cairo-Egipto_enfrentamientos-protestas_presidente_egipcio-Mohamed_Mursi_0_1515675717.html)

## **Los enfrentamientos entre manifestantes y la policía en El Cairo dejan un muerto**

Las protestas en la Plaza **Tahrir** contra el decreto presidencial en el que el mandatario refuerza sus poderes

27.11.12 | 19:11h. INFORMATIVOS TELECINCO/AGENCIAS |

Miles de Detractores del presidente egipcio, **Mohamed Mursi**, se han enfrentado con la Policía este martes para protestar contra el decreto presidencial que refuerza los poderes del mandatario. En los enfrentamientos ha muerto un hombre tras inhalar los gases lacrimógenos lanzados por la policía.



La Policía ha lanzado gases lacrimógenos contra los jóvenes que les lanzaban piedras en las calles aledañas a la plaza **Tahrir**.

Un manifestante de 52 años ha muerto tras inhalar los gases, lo que le convierte en la segunda víctima mortal desde que Mursi anunció la semana pasada el nuevo decreto, que impide que sus decisiones sean contestadas en los tribunales.

La protesta de hoy, convocada por partidos de izquierda, liberales y otros grupos, marca un paso más en la peor crisis a la que se enfrenta el político de los **Hermanos Musulmanes** desde que fue elegido el pasado mes de junio y expone una brecha entre los islamistas, ahora en el poder, y sus rivales.

Algunos manifestantes han acampado desde el viernes en la plaza y se han producido hechos violentos en todo el país, incluida una localidad al norte de El Cairo en la que un joven de los **Hermanos Musulmanes** murió en enfrentamientos el domingo. Además, cientos de personas han resultado heridas.

"**El pueblo quiere derribar al régimen**", han coreado los manifestantes, haciéndose eco de los eslóganes empleados contra el régimen de Hosni Mubarak. "**No queremos una dictadura de nuevo. El régimen de Mubarak fue una dictadura, tuvimos una revolución para tener justicia y libertad**", subraya Ahmed Husseini, un manifestante de 32 años.

"**Hemos venido aquí a rechazar la dictadura y la tiranía**", afirma por su parte Noha Abol Fotouh, de 50 años. "El decreto debe cancelarse y la Asamblea Constituyente debería reformarse, todos los intelectuales la han abandonado y ahora está controlada por los islamistas", lamenta.

El diario 'Al Ahram' ha denunciado que pese al "**gran número**" de personas que hay en **Tahrir** y sus alrededores, la web en inglés de los **Hermanos Musulmanes**, 'Ikhanweb', afirma que las protestas contra el decreto de Mursi carecen de apoyo.

"Apoyamos las protestas pacíficas y una oposición fuerte; la baja participación de manifestantes hoy indica la falta de apoyo entre los egipcios, al contrario que el 25 de enero" de 2011, ha señalado 'Ikhanweb' a través de su cuenta en Twitter, en referencia al día en que comenzaron las protestas contra Mubarak.

---

[http://noticias.lainformacion.com/mundo/un-muerto-en-los-enfrentamientos-entre-manifestantes-y-policias-en-el-cairo\\_BZWc3ZXn8ZR7mJ1MF5Svo3/](http://noticias.lainformacion.com/mundo/un-muerto-en-los-enfrentamientos-entre-manifestantes-y-policias-en-el-cairo_BZWc3ZXn8ZR7mJ1MF5Svo3/)

## **Un muerto en los enfrentamientos entre manifestantes y policías en El Cairo**

### **Protestas en la Plaza Tahrir contra el 'decretazo' del presidente Mursi**

lainformacion.com

martes, 27/11/12 - 16:47

Un joven ha muerto en enfrentamientos con las fuerzas de seguridad en las proximidades de la Plaza Tahrir de el Cairo.

Allí ha tenido lugar una multitudinaria manifestación contra las últimas decisiones del presidente egipcio, Mohamed Mursi.

*[image manquante]*

La plaza Tahrir es el habitual punto de protestas ciudadanas en El Cairo, la capital de Egipto. En esta ocasión, miles de personas han acudido para mostrar su postura contraria al 'decretazo' del presidente Mohamed Mursi. La concentración se ha alargado hasta más allá de la puesta de sol. / Foto: EFE

Una fuente de seguridad informó a Efe de que el joven, de 28 años, sufrió complicaciones respiratorias tras inhalar gases lacrimógenos lanzados por la policía. El manifestante fue trasladado a un hospital cercano para recibir tratamiento médico, pero los facultativos no pudieron hacer nada para salvar su vida.

Los choques entre manifestantes y fuerzas de seguridad, que lanzan piedras y gases lacrimógenos, se desarrollan desde hace días en la plaza Simón Bolívar, próxima a Tahrir.

En esta jornada de protestas se registró un segundo fallecido, un miembro de la izquierdista Corriente Popular Egipcia -liderada por el excandidato presidencial Hamdin Sabahi-, que sufrió un infarto durante la marcha.

Pese a los citados enfrentamientos, el ambiente en Tahrir se mantuvo pacífico aunque reivindicativo, con decenas de miles de personas pidiendo que Mursi rectifique y retire su controvertida acta constitucional.

El pasado jueves Mursi declaró que todas sus decisiones son definitivas e inapelables ante la Justicia hasta la entrada en vigor de una nueva Constitución y que las actuales Cámara alta del Parlamento y Asamblea Constituyente son indisolubles.

Para apoyar estas decisiones, los Hermanos Musulmanes habían convocado para esta jornada otra manifestación cerca de la Universidad de El Cairo, que ayer decidieron cancelar para evitar disturbios con los opositores al presidente. (EFE)

La declaración constitucional de Mursi, que blinda sus decisiones ante la Justicia, ha desencadenado una ola de protestas en el país, que ha incluido asaltos a sedes del Partido Libertad y Justicia (PLJ), brazo político de los Hermanos Musulmanes.

---

<http://www.trust.org/alertnet/multimedia/pictures/detail.dot?mediaInode=121b21e2-e2be-43dd-a074-b3ae9fb6129d>

**Riot police vehicle that was set on fire by protesters is seen during clashes near Tahrir Square in Cairo**



A riot police vehicle that was set on fire by protesters is seen during clashes along a road which leads to the U.S. embassy, near Tahrir Square in Cairo, November 28, 2012. Hundreds of demonstrators were in Cairo's Tahrir Square for a sixth day on Wednesday to demand that President Mohamed Mursi rescind a decree they say gives him dictatorial powers, and two of Egypt's top courts stopped work in protest. REUTERS/Amr Abdallah Dalsh (EGYPT - Tags: POLITICS CIVIL UNREST)

Credit: REUTERS

Published date: 11/28/2012

---

<http://www.diarioprogresista.es/los-enfrentamientos-entre-manifestantes-y-la-policia-en-el-cairo-dejan-19510.htm>

## **Los enfrentamientos entre manifestantes y la policía en El Cairo dejan un muerto**

MIÉRCOLES, 28 DE NOVIEMBRE DE 2012 DIARIO PROGRESISTA

Detractores del presidente egipcio, Mohamed Mursi, se han enfrentado con la Policía este martes mientras miles de manifestantes se han dado cita en la plaza Tahrir de la capital para aumentar su presión contra el decreto presidencial en el que el mandatario refuerza sus poderes.

Los enfrentamientos entre manifestantes y la policía en El Cairo dejan un muerto La Policía ha lanzado gases lacrimógenos contra los jóvenes que les lanzaban piedras en las calles aledañas a la plaza Tahrir. Un manifestante de 52 años ha muerto tras inhalar los gases, lo que le convierte en la segunda víctima mortal desde que Mursi anunció la semana pasada el nuevo decreto, que impide que sus decisiones sean contestadas en los tribunales.

La protesta de hoy, convocada por partidos de izquierda, liberales y otros grupos, marca un paso más en la peor crisis a la que se enfrenta el político de los Hermanos Musulmanes desde que fue elegido el pasado mes de junio y expone una brecha entre los islamistas, ahora en el poder, y sus rivales.

Algunos manifestantes han acampado desde el viernes en la plaza y se han producido hechos violentos en todo el país, incluida una localidad al norte de El Cairo en la que un joven de los Hermanos Musulmanes murió en enfrentamientos el domingo. Además, cientos de personas han resultado heridas.

"El pueblo quiere derribar al régimen", han coreado los manifestantes, haciéndose eco de los eslóganes empleados contra el régimen de Hosni Mubarak. "No queremos una dictadura de nuevo. El régimen de Mubarak fue una dictadura, tuvimos una revolución para tener justicia y libertad", subraya Ahmed Hussein, un manifestante de 32 años.

"Hemos venido aquí a rechazar la dictadura y la tiranía", afirma por su parte Noha Abol Fotouh, de 50 años. "El decreto debe cancelarse y la Asamblea Constituyente debería reformarse, todos los intelectuales la han abandonado y ahora está controlada por los islamistas", lamenta.

El diario 'Al Ahram' ha denunciado que pese al "gran número" de personas que hay en Tahrir y sus alrededores, la web en inglés de los Hermanos Musulmanes, 'Ikhanweb', afirma que las protestas contra el decreto de Mursi carecen de apoyo.

"Apoyamos las protestas pacíficas y una oposición fuerte; la baja participación de manifestantes hoy indica la falta de apoyo entre los egipcios, al contrario que el 25 de enero" de 2011, ha señalado 'Ikhanweb' a través de su cuenta en Twitter, en referencia al día en que comenzaron las protestas contra Mubarak.

---

[http://spanish.china.org.cn/international/txt/2012-11/28/content\\_27245634.htm](http://spanish.china.org.cn/international/txt/2012-11/28/content_27245634.htm)

## **Más de 100 heridos en nuevos enfrentamientos en Egipto**

*Enfrentamientos entre simpatizantes y opositores del presidente de Egipto, Mohamed Morsi, estallaron hoy en la gobernación de Gharbiya, en el delta del Nilo en Egipto, y dejaron al menos 101 heridos, informó el canal oficial Nile TV.*

06:01:14 2012-11-28 / agencia de xinhua

Enfrentamientos entre simpatizantes y opositores del presidente de Egipto, Mohamed Morsi, estallaron hoy en la gobernación de Gharbiya, en el delta del Nilo en Egipto, y dejaron al menos 101 heridos, informó el canal oficial Nile TV.

Los opositores pretendían irrumpir en la oficina del Partido Libertad y Justicia (PLJ) de la Hermandad Musulmana, anteriormente encabezado por Morsi.

Hatim Othman, jefe de la policía de Gharbiya, negó el informe de que un manifestante falleció durante los enfrentamientos en ese lugar.

Al menos tres personas han muerto en los violentos enfrentamientos ocurridos en todo el país, después de que Morsi emitió una declaración constitucional el 22 de noviembre.

La nueva declaración constitucional determina que todas las leyes, decretos y declaraciones constitucionales que hayan sido emitidos por el presidente desde que asumió el cargo el 30 de junio de 2012 son definitivos y ningún organismo puede modificarlos. Tras calificar las decisiones del presidente como "revolucionarias", el vocero presidencial, Yasser Ali, dijo que no hay un organismo judicial con la capacidad de disolver el Consejo Shura (cámara alta) o la Asamblea Constituyente. Fin

---

<http://es.euronews.com/2012/11/28/egipto-se-despierta-con-nuevos-enfrentamientos-entre-policia-y-manifestantes/>

## **Egipto se despierta con nuevos enfrentamientos entre policía y manifestantes**

28/11 10:06 CET

Cientos de personas permanecen acampadas en la simbólica plaza de Tahrir, que este martes fue testigo de las mayores manifestaciones contra el presidente Mohamed Morsi desde que este asumiera el poder en junio.

Su petición es clara y unánime: quieren que Morsi retire su controvertida acta constitucional.

“El paro está aumentando y la gente está cansada. Las personas a las que ellos llaman del antiguo régimen permanecen en la plaza. Es gente civilizada, estudiantes universitarios, doctores, todos gente extraordinaria. Lo que el Gobierno está haciendo es intolerable. La policía nos dispara sin que nosotros hayamos lanzado ni una piedra. Hay testigos. Juro por Dios que nos han disparado sin que nosotros hubiésemos lanzado ninguna piedra”.

También fueron escenario de protestas otras ciudades del país como Alejandría, Suez y Mahala.

La división de la sociedad egipcia se ha hecho aún más evidente desde el anuncio de este acta constitucional, que blinda las decisiones del presidente hasta que entre en vigor una nueva Constitución.

Un joven de 28 años falleció esta madrugada por inhalación de gases lacrimógenos y cerca de 50 personas resultaron heridas en los enfrentamientos.

---

<http://rt.com/news/cairo-protest-morsi-tahrir-762/>

## **'Leave, leave': Anti-Morsi protesters chant as police respond with teargas (PHOTOS)**

Published: 28 November, 2012, 11:21

Edited: 29 November, 2012, 05:16

A protester throws back a tear gas canister during clashes with Egyptian riot Police on Tahrir Square on November 28, 2012 in Cairo. (AFP Photo / Mahmoud Khaled)

Cairo police cracked down on the swelling masses on Tahrir Square with teargas as they protested President Morsi's new powers. Over 200 thousand recently flooded Cairo's center, calling for Morsi to veto decrees vastly expanding his power.

Officers fired on protesters near Omar Makram Mosque on Tahrir Square on Wednesday morning.

Hundreds of thousands of demonstrators chanted “*Leave, leave*” and “*Down with the regime*,” wrote Cairo-based journalist Bel Trew on Twitter.



Demonstrators run away from tear gas during clashes with Egyptian riot Police on Tahrir Square, on November 28, 2012 in Cairo. (AFP Photo / Mahmoud Khaled)

*“A running street battle has been going on in the streets around Tahrir Square between a large group of largely young male protesters and the police,”* reported RT’s Tom Barton from Cairo.

Violence continued throughout the night with protesters pelting police with their own teargas canisters, lighting fires and creating make-shift roadblocks with torn up sections of pavement, he said.

A 200,000-strong rally descended upon Tahrir Square on Tuesday, demanding the country’s Islamist president recall a decree granting him new, sweeping powers. Egypt’s highest judicial body has accused Morsi of mounting an attack on it, a spokesperson has told the press.

One man was killed in the ensuing violence on Tuesday as demonstrators clashed with police. Activists say he died from over-exposure to teargas.

Elsewhere in Egypt protesters stormed President Morsi’s Muslim Brotherhood party headquarters in the second-largest city, Alexandria.

President Mohamed Morsi has attempted to allay rising tensions and comparisons with authoritarian ex-President Hosni Mubarak, who was deposed nearly two years ago by mass uprisings. Morsi has assured that the powers he granted himself over the weekend are temporary and necessary in order to establish a new constitution and parliamentary elections.



A protester throws back a tear gas canister during clashes with Egyptian riot Police on Tahrir Square on November 28, 2012 in Cairo. (AFP Photo / Mahmoud Khaled)

*“The presidency reiterates the temporary nature of these measures, which are not intended to concentrate power,” Morsi said in a statement.*

Mohammed ElBaradei, Egypt’s opposition leader said that Morsi had become the country’s “new pharaoh” and that his new powers were a violation of democratic principles.

Morsi defended his decree, saying that he was acting fully within his rights as President when it was issued. The edict that was passed on Thursday effectively makes Morsi’s decisions immune to judicial review until a new constitution has been laid down.

Morsi has also extended the deadline for Egypt’s new constitution for another two months. The Islamist-dominated constituent assembly is drafting the document at present.

The Muslim Brotherhood and hardline Salafi parties have planned counterdemonstrations across Egypt on Saturday to show their support for Morsi.



Demonstrators run away from tear gas during clashes with Egyptian riot Police on Tahrir Square, on November 28, 2012 in Cairo. (AFP Photo / Mahmoud Khaled)



(Image from twitter user@kikhote)

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/11/29/une-constitution-au-forceps-en-egypte\\_864086](http://www.liberation.fr/monde/2012/11/29/une-constitution-au-forceps-en-egypte_864086)

## **Une Constitution au forceps en Egypte**

29 novembre 2012 à 21:46



Des manifestants anti-Morsi au Caire, le 27 novembre. (Photo Ahmed Jadallah. Reuters)

*Analyse Le Président Morsi impose un vote précipité sur un texte très critiqué parce qu'il renforce l'islamisation du pays et lui confère de trop grands pouvoirs.*

Par **MARWAN CHAHINE** Correspondant au Caire

C'est un nouveau coup de poker du président Mohammed Morsi. Alors que l'Egypte reste plus divisée que jamais autour de la déclaration constitutionnelle, qui lui accorde provisoirement les pleins pouvoirs, il a décidé de jouer son va-tout. Prenant tout le monde de court, il a annoncé, mercredi, que l'Assemblée constituante voterait son texte final le lendemain. Il y a tout juste une semaine, le chef de l'Etat avait accordé deux mois supplémentaires à cette Assemblée pour finir ses travaux.

Voilà bientôt deux ans que l'Egypte s'appuie sur un texte provisoire, plusieurs fois amendé ce qui fragilise la stabilité institutionnelle et conduit à des imbroglios juridiques. Cette nouvelle initiative n'a fait qu'accroître la fracture dans le pays. Pour ses opposants, le Président persévère dans son «*délire autocratique*», continuant de «*trahir sa parole*» et de «*piétiner le droit*».

Du côté de ses partisans, on assure que c'est un moyen d'en finir au plus vite avec la crise institutionnelle et politique, en accélérant le processus de transition. Un référendum devrait être organisé dans les quinze jours. Un laps de temps très court qui oblige les Frères à renoncer à leur projet d'expliquer le texte, article par article, aux Egyptiens. Pour le Président, c'est aussi une façon de retrouver une légitimité populaire et démocratique alors que la contestation fait rage dans tout le pays. Mohammed Morsi semble convaincu que les Egyptiens voteront favorablement, comme il l'a affirmé dans une interview à l'hebdomadaire américain *Time*. D'autant que ce recours à un vote précipité tient de l'ultimatum au peuple égyptien : «*Soit vous votez pour mon texte, soit je garde les pleins pouvoirs*», ceux-ci devant supposément prendre fin après l'adoption de la Constitution.

**Hâte.** C'est dans une ambiance étrange que 85 membres de cette Assemblée constituante, à grande majorité islamiste, ont voté le texte hier. La plupart des libéraux manquaient à l'appel. Mi-novembre, peu avant la déclaration constitutionnelle, ils avaient claqué la porte, estimant ne pas avoir pu faire valoir leurs vues. Les représentants des droits de l'homme, des minorités religieuses ou de la société civile en avaient fait de même. Afin que le quorum nécessaire soit atteint, 11 personnes, des membres remplaçants, ont été ajoutées à la hâte, hier matin. Certains sont très proches des Frères musulmans. Sans surprise, c'est le plus souvent à l'unanimité que les articles ont été votés. Des commentateurs se sont d'ailleurs amusés du fait qu'une des

seules divergences de la journée se soit exprimée autour de... l'heure de la prière, certains membres du comité estimant que le pendule de la constituante était mal réglé.

Le texte, qui était encore en train d'être voté hier soir, comporte 234 articles. Objets de toutes les attentions, l'article 2 reste finalement identique à celui de la Constitution de 1971, stipulant que *«les principes de la charia sont la source principale du droit.»* Les partis salafistes, pour qui l'établissement de loi islamique est une revendication majeure, espéraient pouvoir remplacer *«les principes»* par *«les règles»*, ce qui aurait permis une application plus stricte.

Pour les islamistes, le fait que cet article n'ait pas été modifié est un gage de leur bonne volonté et de leur respect des autres composantes de la société égyptienne. *«Hypocrisie»*, répondent les libéraux, qui n'y voient qu'un coup de communication. Car selon eux, l'islamisation de la Constitution se fait à travers d'autres articles. Ils visent notamment l'article 220, qui confère à l'université Al-Azhar un rôle consultatif, en particulier pour ce qui est de vérifier la conformité des lois avec la charia. Selon la spécialiste de l'Egypte Sophie Pommier, c'est inquiétant car *«les gens appelés à se prononcer ne sont pas élus et n'ont aucune légitimité démocratique. On peut y voir les prémices d'une théocratie»*. Les craintes des libéraux sont en outre attisées par le fait que le prochain recteur de cette université devrait être bien moins modéré que l'actuel. *«Pour l'heure, il n'y a pas d'implication religieuse concrète. Avec cette Constitution, on reste dans le cadre de l'Etat civil. La plupart des juristes qui ont travaillé sur ce texte ne sont pas des oulémas mais des universitaires, pour certains formés dans le système français»* tempère Alexis Blouet, qui prépare une thèse sur la transition constitutionnelle égyptienne. Mais il reconnaît *«qu'il peut y avoir une ambiguïté autour de l'article 220, car les termes employés empruntent au vocabulaire religieux. On y fait référence au "fiqh" notamment [jurisprudence islamique, ndlr]. Et la question pourrait à l'avenir se poser de savoir dans quelle mesure des juges civils sont compétents pour se prononcer dessus»*.

Au-delà de son aspect religieux, le texte voté hier est très critiqué en raison des pouvoirs étendus qu'il accorde au président de la République. Les Frères musulmans font valoir que ceux-ci sont nettement réduits en comparaison de ce qu'ils étaient sous l'ancien régime.

**Insulte.** Autre point litigieux : les pouvoirs conférés à l'armée. Conformément au souhait des militaires, l'examen du budget de la Défense ne sera pas soumis au Parlement, mais à un Conseil national de défense. Pas plus que ne seront interdits les procès de civils dans des tribunaux militaires, comme le demandaient les associations de défense des droits de l'homme. Ces dernières font aussi part de leurs inquiétudes à propos du texte, qu'ils jugent liberticide. Le délit de blasphème est maintenu et l'insulte est désormais prohibée, ce qui pourrait avoir de graves conséquences sur la liberté d'expression, de la presse notamment. De plus, aucun article ne fait plus écho à la protection des femmes, souligne Heba Morayef, de Human Rights Watch. Selon elle, le seul point positif est l'interdiction de la torture par l'article 36. Le mot ne figurait pas dans la précédente Constitution.

Alors que le président égyptien devait s'exprimer hier soir à la télévision, des manifestations sont prévues cet après-midi. Les soutiens du chef de l'Etat défilèrent eux, samedi.

## Egypte : adoption du projet de Constitution soumis à référendum

Le Monde.fr avec AFP | 30.11.2012 à 06h48 • Mis à jour le 30.11.2012 à 16h24



Des membres de la commission constituante égyptienne, à l'Assemblée au Caire, le 29 novembre.

La commission constituante égyptienne a adopté, vendredi 30 novembre dans la matinée, un projet de Constitution pour tourner définitivement la page de l'ère Moubarak. Mais le texte, qui doit être rapidement soumis à référendum, est déjà très critiqué par l'opposition.

Les membres de cette commission, dominée par les islamistes, ont voté les 234 articles qui leur étaient soumis au cours d'une séance-marathon entamée jeudi après-midi, et qui s'est poursuivie toute la nuit, a annoncé le président de la commission, Hossam El-Ghiriani. Le texte, adopté à l'unanimité selon M. Ghiriani, doit désormais être transmis au président Mohamed Morsi, et un référendum doit être organisé dans deux semaines, afin que cette nouvelle loi fondamentale puisse remplacer celle abrogée après la chute de Hosni Moubarak, début 2011.

### NOUVELLES MANIFESTATIONS ANTI-MORSI ATTENDUES VENDREDI

L'adoption en toute hâte de ce projet, qui était enlisé depuis des mois, survient en pleine crise politique sur les pouvoirs présidentiels renforcés que M. Morsi s'est octroyés la semaine dernière. De nouvelles manifestations anti-Morsi sont attendues vendredi, tandis que les partisans du président islamiste ont prévu de manifester samedi. M. Morsi a réaffirmé jeudi soir que ces pouvoirs renforcés n'étaient que "temporaires" et disparaîtraient une fois la nouvelle Constitution adoptée.

Lire : Manifestations en Égypte contre Morsi, qui maintient ses pouvoirs élargis

Le projet de loi fondamentale veut donner à l'Égypte un cadre institutionnel reflétant les aspirations démocratiques et les changements issus de la révolte populaire qui a provoqué la chute de Hosni Moubarak en février 2011. Mais l'opposition libérale et laïque, de même que les Eglises chrétiennes coptes, ont boycotté les travaux de la commission, l'accusant de préparer un texte faisant la part belle aux vues des islamistes dont est issu le président Morsi, et offrant peu de garanties en matière de protection des droits.

LA CHARIA, "SOURCE PRINCIPALE DE LA LÉGISLATION"

"Cette Constitution n'a pas de valeur, pas d'avenir, elle sera à jeter dans les poubelles de l'Histoire", a déclaré à la télévision l'une des figures de l'opposition, Mohamed El-Baradei, ancien chef de l'agence nucléaire de l'ONU. Comme dans l'ancienne Constitution, le projet fait des "principes de la charia" la "source principale de la législation", une formulation assez consensuelle en Egypte, qui ne fait pas des préceptes de la loi islamique la source unique du droit.

Mais d'autres articles faisant référence à la charia sont toutefois très décriés par les Coptes et l'opposition laïque, qui y voient une possibilité de renforcer la place de la loi islamique, en particulier dans ses interprétations les plus rigoristes. La liberté de croyance est protégée, mais le texte ne se réfère qu'à l'islam, au christianisme et au judaïsme, ce qui laisse ouverte la porte à des discriminations contre les adeptes de religions minoritaires comme les bahaïs, selon des défenseurs des droits.

## UNE PROTECTION DES DROITS INÉGALE

Le projet prévoit aussi de limiter la présidence à un mandat de quatre ans renouvelable une fois, alors que M. Moubarak avait dirigé le pays pendant trois décennies. La fonction de vice-président est supprimée, les intérimés étant assurés par le premier ministre pour les empêchements temporaires et par le président de la Chambre des députés en cas de vacance de la présidence. Les anciens cadres dirigeants du parti de M. Moubarak, le Parti national démocrate, en fonction lors de la révolte contre le régime, ne peuvent plus se présenter aux élections présidentielles, législatives et municipales.

Les syndicats ne peuvent être dissous et les journaux ne peuvent être saisis ou suspendus, sauf sur décision de justice. Toutefois, un article très critiqué par les défenseurs des droits permet de traduire des civils devant des tribunaux militaires "en cas de crise de nature à nuire aux forces armées". "Le projet protège certains droits mais en sape d'autres", a estimé l'organisation Human Rights Watch dans un communiqué.

---

<http://fr.euronews.com/2012/11/30/les-opposants-egyptiens-remontes-contre-le-president-morsi-et-la-nouvelle-/>

## **Les opposants égyptiens remontés contre le président Morsi et la nouvelle constitution**

30/11 16:25 CET

En Egypte, journée de mobilisation de l'opposition ce vendredi sur la Place Tahrir au Caire. Les manifestants dénoncent entre autre la manière avec laquelle la nouvelle constitution a été finalisée la nuit dernière. Plus largement, ils accusent le président Morsi de s'être récemment octroyé des pouvoirs élargis. Mohamed Morsi a pourtant déclaré que le décret qui augmente ses pouvoirs sera abrogé dès que la nouvelle constitution entrera en vigueur. Mais cela ne suffit pas pour calmer ses opposants.

“Le président Morsi ne m'a pas convaincu avec ce qu'il a dit concernant le décret et la constitution, lance Mustafa, manifestant. On a l'impression qu'il s'est donné tous les pouvoirs. Et il prétend que ce n'est que pour une durée de deux mois”.

“Hosni Moubarak, quand il était au pouvoir, il n’a jamais divisé la population, assure Mohamed. Là, Morsi, on ne sait pas s’il est le président de l’Égypte ou le président des Frères musulmans”.

---

<http://fr.euronews.com/2012/12/01/la-rue-egyptienne-contre-le-projet-de-constitution/>

## **La rue égyptienne contre le projet de Constitution**

01/12 09:23 CET

Les pro et les anti-Morsi se sont affrontés vendredi soir dans les rues d’Alexandrie en Égypte. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays contre l’adoption d’un projet de Constitution par une commission dominée par les islamistes. Les opposants accusent le texte de porter atteinte à la liberté religieuse et d’expression.

Au Caire, la place Tahrir est redevenue l’épicentre de la contestation depuis le décret présidentiel du 22 novembre, par lequel Mohammed Morsi s’est octroyé des pouvoirs renforcés. Il a expliqué jeudi soir à la télévision que cette situation temporaire cesserait une fois la constitution adoptée.

Cette configuration ne laisse pas beaucoup de choix à ceux qui sont opposés à la fois au décret et au projet de Constitution:

“Notre principale demande est l’annulation de la déclaration constitutionnelle.” affirme une manifestante de la place Tahrir. “Notre deuxième demande est de ne plus être gouvernés par le leader des Frères Musulmans. Notre troisième demande? La fin de leur hégémonie.”

“Nous avons été poussés à choisir le moindre mal.” commente un autre manifestant. “Soit nous acceptons la déclaration constitutionnelle, soit nous votons pour la constitution qu’ils ont rédigé.” explique-t-il.

Le projet de Constitution a été adopté lors d’une séance-marathon de 19 heures. Notamment critiqué pour ignorer les droits des femmes et restreindre la liberté d’expression, le texte doit être remis aujourd’hui au président Morsi avant l’organisation d’un référendum.

---

<http://es.euronews.com/2012/12/01/enfrentamiento-entre-partidarios-y-opositores-de-mursi-en-alejandria/>

## **Enfrentamientos entre partidarios y opositores de Mursi en Alejandría**

01/12 15:31 CET

La polarización de la sociedad egipcia ha estallado en Alejandría con violentos enfrentamientos entre seguidores y detractores del Presidente Mohamed Mursi. La manifestación convocada por los Hermanos Musulmanes en la ciudad portuaria de Alejandría se ha convertido en una batalla campal.

En la noche del viernes se han producido fuertes enfrentamientos en esta ciudad. En los últimos días la violencia en Egipto se ha saldado con la vida de dos personas y ha dejado centenares de heridos.

El nuevo texto de Carta Magna, aprobado ayer por una Asamblea Constituyente dominada por los islamistas está siendo muy criticado por la oposición pues sitúa al presidente por encima del poder judicial.

<http://213.158.162.45/~egyptian/index.php?action=news&id=28197&title=Egyptians%20protest%20after%20draft%20constitution%20raced%20through>

## **Egyptians protest after draft constitution raced through**

**Reuters**

Saturday, December 1, 2012 07:33:23 PM

**CAIRO - Tens of thousands of Egyptians protested against President Mohamed Mursi on Friday after an Islamist-led assembly raced through approval of a new constitution in a bid to end a crisis over the Islamist leader's newly expanded powers.**

An anti-Mursi protester chants anti-government slogans at Tahrir Square in Cairo

"The people want to bring down the regime," they chanted in Tahrir Square, echoing the chants that rang out in the same place less than two years ago and brought down Hosni Mubarak.

Mursi said a decree halting court challenges to his decisions, which sparked eight days of protests and violence by Egyptians calling him a new dictator, was "for an exceptional stage" and aimed to speed up the democratic transition.

"It will end as soon as the people vote on a constitution," he told state television while the constituent assembly was still voting on a draft, which the Islamists say reflects Egypt's new freedoms. "There is no place for dictatorship."

But the opposition cried foul. Liberals, leftists, Christians, more moderate Muslims and others had withdrawn from the assembly, saying their voices were not being heard.

Even in the mosque where Mursi said Friday prayers some opponents chanted "Mursi: void" before sympathisers surrounded him shouting in support, journalists and a security source said.

Tens of thousands gathered across the country, filling Tahrir Square and hitting the streets in Alexandria and other cities, responding to opposition calls for a big turnout. Rival demonstrators clashed after dark in Alexandria and the Nile Delta town of Al-Mahala Al-Kobra, some hurling rocks in anger.

An opposition leaflet distributed on Tahrir urged protesters in Cairo to stay overnight before Saturday's rallies by Islamists; the Muslim Brotherhood and its allies said they would avoid the square during their demonstrations backing Mursi.

The disparate opposition, which has struggled to compete with well-organised Islamists, has been drawn together and reinvigorated by the crisis. Tens of thousands had also protested on Tuesday, showing the breadth of public anger.



## Islamists rally behind Mursi as Egypt's rifts widen

Reuters

Saturday, December 1, 2012 07:09:45 PM

CAIRO - Tens of thousands of Islamists demonstrated in Cairo on Saturday in support of President Mohamed Mursi, who is racing through a constitution to try to defuse opposition fury over his newly expanded powers.

"The people want the implementation of God's law," chanted at least 50,000 flag-waving demonstrators, many of them bussed in from the countryside to pack streets near Cairo University.

Mursi was expected later in the day to set a date for a referendum on the constitution hastily approved by an Islamist-dominated drafting assembly on Friday after a 19-hour session.

"We will certainly present the constitution to the president tonight," Mohamed al-Beltagy, a Muslim Brotherhood leader and a member of the constituent assembly, told Reuters.

Mursi plunged Egypt into a new crisis last week when he gave himself extensive powers and put his decisions beyond judicial challenge, saying this was a temporary measure to speed Egypt's democratic transition until the new constitution is in place.

His assertion of authority in a decree issued on Nov. 22, a day after he won world praise for brokering a Gaza truce between Israel and the Palestinian Islamist Hamas movement, dismayed his opponents and widened divisions among Egypt's 83 million people.

Two people have been killed and hundreds wounded in protests by disparate opposition forces drawn together and re-energised by a decree they see as a dictatorial power grab.

Tens of thousands of Egyptians had protested against Mursi on Friday. "The people want to bring down the regime," they chanted in Cairo's Tahrir Square, echoing the trademark slogan of the revolts against Hosni Mubarak and Arab leaders elsewhere.

Rival demonstrators threw stones after dark in the northern city of Alexandria and a town in the Nile Delta. Similar clashes erupted again briefly in Alexandria on Saturday, state TV said. Mohamed Noshi, 23, a pharmacist from Mansoura, north of Cairo, said he had joined the rally in Cairo to support Mursi and his decree. "Those in Tahrir don't represent everyone. Most people support Mursi and aren't against the decree," he said.

Mohamed Ibrahim, a hardline Salafi Islamist scholar and a member of the constituent assembly, said secular-minded Egyptians had been in a losing battle from the start.

"They will be sure of complete popular defeat today in a mass Egyptian protest that says 'no to the conspiratorial minority, no to destructive directions and yes for stability and sharia (Islamic law)'," he told Reuters.

Mursi has alienated many of the judges who must supervise the referendum. His decree nullified the ability of the courts, many of them staffed by Mubarak-era appointees, to strike down his measures, although says he respects judicial independence.

A source at the presidency said Mursi might rely on the minority of judges who support him to supervise the vote.

LE CAIRE (Sipa-AP) -- La Cour suprême constitutionnelle égyptienne a décidé de reporter sa décision sur la légitimité de l'Assemblée constituante dimanche, pour des "raisons administratives", d'après des responsables.

Cette annonce est une nouvelle marque de l'aggravation de la crise politique entre l'opposition laïque ainsi que le pouvoir judiciaire -majoritairement contre Mohamed Morsi-, et les soutiens islamistes du président égyptien.

Les partisans de M. Morsi avaient commencé à se rassembler autour de la cour suprême dans la nuit de samedi à dimanche, et les juges ne s'y sont pas montrés, craignant pour leur sécurité, selon des responsables. Dimanche, les manifestants pro-Morsi étaient des milliers massés autour du siège de l'instance pour empêcher les juges d'y entrer. Les soutiens islamistes de M. Morsi accusent ces derniers d'être majoritairement fidèles à l'ancien dirigeant égyptien Hosni Moubarak et d'être opposés au président égyptien.

Un défi à Mohamed Morsi

Les islamistes, majoritaires au sein de l'Assemblée constituante égyptienne, ont approuvé à la hâte vendredi un projet de Constitution avant la décision de la Cour suprême constitutionnelle, qui devait initialement se prononcer ce dimanche sur l'éventuelle dissolution de l'assemblée.

En plus d'établir la légitimité ou non de l'Assemblée constituante, la Cour devait également statuer sur la chambre haute du Parlement, où les islamistes sont également majoritaires.

La décision de la Cour, quelle qu'elle soit, risque de défier l'autorité de M. Morsi, qui a récemment renforcé son pouvoir en prenant plusieurs amendements lui permettant ainsi qu'à l'assemblée dominée par les islamistes, d'être exempt de toute surveillance, y compris judiciaire. Elle risque cependant d'être avant tout symbolique puisque les décrets pris par Morsi le protègent de tout revers judiciaire.

D'après l'agence de presse officielle égyptienne MENA, les juges devraient diffuser un communiqué dans la journée de dimanche pour expliquer leur position.

En juin, la Cour suprême constitutionnelle avait déjà dissous l'Assemblée, ainsi que la Chambre basse du Parlement, dominée par les islamistes, déclarant qu'un tiers de ses membres avaient été élus illégalement.

mr/AP-v/sb

---

<http://fr.euronews.com/2012/12/02/egypte-des-manifestants-pro-morsi-mettent-la-pression-sur-les-juges>

## **Egypte: des manifestants pro-Morsi mettent la pression sur les juges**

02/12 13:05 CET

En Egypte, des centaines de partisans du président Morsi se sont rassemblés ce dimanche devant la Haute cour constitutionnelle. Face à cette situation, les juges qui devaient se réunir là, ont décidé de reporter leur audience. Or, cette audience était consacrée à l'examen de la

légalité de la commission qui a rédigé la constitution. Sujet emminement sensible, alors que cette commission vient de finir ses travaux.

C'est donc un nouvel épisode dans le bras-de-fer entre le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire.

Et les partisans du président Morsi ont un avis bien tranché. "Le message qu'on veut faire passer aux juges est le suivant, lance Mustafa: restez dans votre coin, mais ne vous mêlez pas de politique". "Si je suis là, ajoute Mohamed, c'est pour mettre la pression sur les juges de cette cour. Ils ont été nommés par Moubarak. Et ce qu'ils cherchent, aujourd'hui, c'est à faire couler l'Égypte".

Samedi, des centaines de milliers de partisans de Mohamed Morsi se sont rassemblés au Caire. Ils ont crié haut et fort leur soutien au président.

Le chef de l'Etat a annoncé dans la soirée que le référendum sur la constitution aura lieu le 15 décembre.

---

[http://www.huffingtonpost.fr/2012/12/04/egypte-le-palais-du-president-mohamed-morsi-manifestants\\_n\\_2238571.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/12/04/egypte-le-palais-du-president-mohamed-morsi-manifestants_n_2238571.html)

## **Égypte: le palais du Président Mohamed Morsi encerclé par des dizaines de milliers de manifestants. PHOTOS.**

**LeHuffPost/AFP** | Publication: 04/12/2012 20:57 CET Mis à jour: 05/12/2012 13:32 CET



ÉGYPTE - Des dizaines de milliers d'opposants au chef de l'Etat égyptien Mohamed Morsi ont encerclé mardi 4 décembre au soir le palais présidentiel au Caire pour exiger qu'il retire un décret par lequel il a considérablement élargi ses pouvoirs et qui a divisé le pays. Les manifestants, dont de nombreux membres de l'opposition laïque et de gauche, ont pu s'approcher du palais situé à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, après avoir coupé les barbelés installés à quelques centaines de mètres de là. La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogène pour tenter de les disperser, sans succès, et a battu en retraite.

Le président Morsi ne se trouvait pas dans le palais, a indiqué à l'AFP une source à la présidence. Un responsable de la sécurité a affirmé que "le président de la république a quitté le palais d'Ittihadiya à l'heure prévue après la fin des rendez-vous officiels". L'Égypte vit une

profonde crise politique depuis le décret du 22 novembre, par lequel Mohamed Morsi, premier président islamiste du pays, a notamment mis ses décisions et la commission chargée de rédiger la future Constitution à l'abri de tout recours en justice.

Le projet de loi fondamentale, adopté en toute hâte par cette instance dominée par les islamistes, est accusé de ne pas protéger certains droits fondamentaux, dont la liberté d'expression, et d'ouvrir la porte à une application plus stricte de la loi islamique. Opposants et partisans de M. Morsi ont manifesté en masse après le décret, et l'annonce par le président de la tenue d'un référendum sur le projet de Constitution le 15 décembre a creusé le fossé entre les deux camps.

*(suite de l'article après le diaporama)*

---

[http://www.huffingtonpost.fr/2012/12/04/egypte-le-palais-du-president-mohamed-morsi-manifestants\\_n\\_2238571.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/12/04/egypte-le-palais-du-president-mohamed-morsi-manifestants_n_2238571.html)

## Égypte: le palais du Président Mohamed Morsi encerclé



AFP

### Slogans phares de la révolte anti-Moubarak

Quelques personnes ont tenté d'escalader les murs du palais. Les manifestants entourent désormais le bâtiment sur trois côtés. Les protestataires, dont certains cognaient sur des lampadaires, ont crié les slogans phares de la révolte qui a renversé Hosni Moubarak début 2011, "Dégage!" et "Le peuple veut la chute du régime".

"L'Égypte est un pays où toutes les religions devraient vivre ensemble. J'aime la loi de Dieu et la charia (loi islamique) mais je voterai contre la Constitution parce qu'elle a divisé les gens", a dit à l'AFP Bassam Ali Mohammed, qui enseigne la loi islamique. "Nous allons boycotter le scrutin. La nouvelle Constitution est comme l'ancienne, avec des changements mineurs. Elle ne garantit pas les droits des chrétiens", a estimé Mona Chokri, une manifestante de confession chrétienne.

Les Etats-Unis ont exhorté l'opposition à "manifester pacifiquement". "Il y a beaucoup de tensions actuellement au Caire. Nous pressons simplement les manifestants d'exprimer leurs opinions de manière pacifique", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, Mark Toner.

### Dérive autoritaire

Des milliers de personnes continuaient d'affluer vers le palais pour exiger le retrait du décret du président Morsi et l'annulation du référendum. Des opposants au président ont aussi manifesté à Alexandrie (nord) et dans les villes de Sohag et Minya (centre). A Minya, des manifestants ont déchiré une photo du président devant les locaux du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation de Mohamed Morsi, provoquant des heurts avec ses partisans selon des témoins. La police a fait usage de gaz lacrymogène et trois personnes ont été blessées, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité.

Des milliers de personnes manifestent également sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire. Le pouvoir judiciaire, à qui le président a interdit de contester ses décisions, est aussi divisé. Le Conseil supérieur de la justice a décidé de déléguer des magistrats pour superviser le référendum malgré l'appel au boycott de plusieurs juges, ouvrant la voie à la tenue du scrutin. Les élections doivent en effet être placées sous supervision judiciaire en Égypte. Mais le Club des juges, un syndicat professionnel en faveur du boycott, a campé sur sa position. "Nous ne pardonnerons pas" aux juges qui superviseront le vote, a lancé son président, Ahmed al-Zind.

Mohamed Morsi assure que son décret est "temporaire" et qu'il vise à accélérer les réformes démocratiques. L'opposition l'accuse de dérive autoritaire. Pour protester, plusieurs quotidiens indépendants et d'opposition ont décidé de ne pas paraître mardi.

---

<http://www.humanite.fr/monde/egypte-les-partisans-de-morsi-chassent-les-opposants-du-palais-presidentiel-510325?x>

Le 5 Décembre 2012

## **Egypte : les partisans de Morsi chassent les opposants du palais présidentiel**

**Une contre-manifestation de soutien au président rassemblée à l'appel des islamistes a chassé ce mercredi après-midi les opposants qui occupaient les alentours du palais présidentiel. Dans le même temps, le vice-président annonce à la presse l'ouverture potentielle d'un dialogue sur des amendements à apporter au projet de constitution tant contestée.**

Un accord pourrait intervenir sur des amendements à la constitution, a déclaré mercredi le vice-président égyptien Mahmoud Mekky, de sa propre initiative, au cours d'une conférence de presse, en appelant à l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition avant le référendum du 15 décembre. Il confirme par là que le gouvernement n'a aucune intention de repousser le vote. "Il doit y avoir un consensus. Il existe une véritable volonté politique de surmonter la période actuelle et de répondre aux exigences de l'opinion publique".

"(Nous) pourrions nous mettre d'accord à partir de maintenant sur des amendements dans un document écrit avant le référendum", a ajouté Mahmoud Mekky en soulignant bien qu'il s'agissait de ses propres propositions, et non d'une démarche officielle dictée par le président. Rien n'assure donc que les propositions d'amendements écrits par l'opposition seront prises en compte.

Une manière de donner du grain à moudre à la presse, alors que dans le même temps des milliers de militants islamistes, rassemblés à l'appel des Frères musulmans, ont chassé les opposants qui campaient depuis mardi soir devant le palais présidentiel au Caire. Des heurts ont eu lieu, coups et jets de pierres. Les partisans du président ont pourchassé les opposants,

les forçant à prendre la fuite des alentours du palais présidentiel. Ils ont ensuite détruit les tentes que les opposants avaient dressées dans le but d'occuper le lieu. Les pro-Morsi, qui scandaient "Le peuple veut nettoyer la place" et "Morsi est légitime", ont fermement pris place devant les murs du palais.

---

[http://www.huffingtonpost.fr/2012/12/04/egypte-le-palais-du-president-mohamed-morsi-manifestants\\_n\\_2238571.html](http://www.huffingtonpost.fr/2012/12/04/egypte-le-palais-du-president-mohamed-morsi-manifestants_n_2238571.html)

## **VIDÉOS. PHOTOS. Égypte: cinq morts dans les affrontements entre pro et anti-Morsi, l'armée égyptienne déploie des chars devant la présidence**

**Le HuffPost/AFP** | Publication: 05/12/2012 16:35 CET Mis à jour: 06/12/2012 08:44 CET

INTERNATIONAL - L'armée égyptienne a déployé plusieurs chars devant le palais présidentiel au Caire jeudi 6 décembre, après des heurts nocturnes entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi qui ont fait au moins cinq morts.

Au moins trois chars lourds et trois blindés légers ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis, où des centaines de partisans du président étaient présents en début de matinée. De nombreux islamistes venus à l'appel des Frères musulmans la veille ont passé la nuit devant la présidence, dormant dans des tentes ou enroulés dans des couvertures. Jeudi matin, ils scandaient des slogans en faveur du chef de l'Etat et conversaient avec équipages des chars et leurs officiers.

### **Au moins cinq manifestants tués dans la nuit**

La veille au soir, ce partisans du président égyptien Mohamed Morsi ont chassé les opposants qui campaient devant le palais présidentiel au Caire. Une "opération" en fin d'après-midi qui s'est déroulée non sans affrontements, violents, entre les deux camps, qui se sont jetés des cocktails molotov et des pierres, alors que des voitures étaient incendiées et des tirs entendus.

Cinq manifestants ont été tués dans la nuit, quatre par balle et l'un après avoir été atteint près du coeur par une décharge de chevrotine. Les Frères musulmans, dont est issu le président, ont également fait état des décès, indiquant avoir également perdu cinq de leurs partisans. Le ministère de la Santé a indiqué que près de 450 personnes avaient été blessées, et cinquante personnes ont été arrêtées, selon le ministère de l'Intérieur. La police anti-émeutes était pourtant intervenue en début de soirée pour tenter de séparer les opposants.

Des protestations ont aussi eu lieu en province. Des opposants à Mohamed Morsi ont ainsi incendié des locaux des Frères musulmans à Ismailiya et Suez (nord-est). Il s'agit des pires violences depuis l'élection du premier président islamiste d'Egypte qui a divisé le pays en renforçant ses pouvoirs.

**Regardez les images des affrontements :**

**Le référendum maintenu**

"Le régime perd de sa légitimité jour après jour", a déclaré mercredi l'opposant Mohamed ElBaradei au nom d'une coalition de l'opposition, en faisant porter à Mohamed Morsi l'"entière responsabilité" de ces violents affrontements.

Au même moment, le vice-président égyptien Mahmoud Mekki annonçait devant les journalistes au palais présidentiel que l'organisation d'un référendum contesté sur un projet de Constitution serait maintenue. Le référendum "se tiendra à la date prévue" du 15 décembre, a-t-il dit en invitant l'opposition à mettre par écrit ses critiques contre certains articles du projet pour qu'elles soient examinées. Mais il a souligné que cette dernière initiative était "une idée personnelle et non une initiative officielle".

Mardi soir, des dizaines de milliers d'opposants avaient assiégé la présidence, ce qui ne s'était jamais produit même pendant la révolte qui avait entraîné la chute du régime de Hosni Moubarak en février 2011. Des centaines d'entre eux avaient campé durant la nuit devant le palais. (*voir le 2e portfolio plus bas*)

Le projet de Constitution est accusé par l'opposition majoritairement laïque et libérale de ne pas protéger certains droits fondamentaux, dont la liberté d'expression, et d'ouvrir la porte à une application plus stricte de la loi islamique. Les adversaires de Mohamed Morsi rejettent le décret du 22 novembre, qui a élargi ses pouvoirs et les a placés au dessus de tout recours judiciaire, provoquant la fronde d'une grande partie de la magistrature.

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/12/05/egypte-le-cadre-qui-se-met-en-place-est-vraiment-inquietant\\_865322](http://www.liberation.fr/monde/2012/12/05/egypte-le-cadre-qui-se-met-en-place-est-vraiment-inquietant_865322)

## **Egypte : «Le cadre qui se met en place est vraiment inquiétant»**

5 décembre 2012 à 17:41



Devant le palais présidentiel au Caire, ce mercredi. (Photo Mohamed Abd El Ghany. Reuters)  
*Interview Contesté dans la rue, Mohamed Morsi, qui s'est arrogé les pleins pouvoirs, soumet au vote le 15 décembre le projet critiqué de Constitution. L'analyse de Sophie Pommier, spécialiste de l'Egypte.*

Recueilli par **Cordélia Bonal**

«*Morsi dégage*». Ils étaient des dizaines de milliers à encercler mardi soir le palais présidentiel au Caire, ulcérés par le coup de force du président, Mohamed Morsi, issu des rangs des Frères musulmans. Ils contestent, d'abord, le décret-surprise du 22 novembre, par lequel le président a considérablement élargi ses pouvoirs, ensuite l'organisation d'un référendum prévu le 15 décembre sur le projet de Constitution passé en force, accusé par l'opposition d'ouvrir la voie à un renforcement de l'islamisation du pays. Les manifestants ont été chassés ce mercredi matin par les pro-Morsi. Au même moment, le gouvernement a annoncé que le référendum serait maintenu. Il a toutes les chances de passer, selon Sophie Pommier, spécialiste de l'Egypte qui enseigne à Sciences-Po Paris et dirige le cabinet de conseil sur le monde arabe Méroé.

### **Mohamed Morsi, qui a gagné un certain crédit alors que peu misaient sur lui au départ, risque-t-il de voir son image se retourner dans l'opinion ? Est-il allé trop loin ?**

Il avait déjà perdu une partie de son crédit auprès de la population avant le décret du 22 novembre. D'un côté, Mohamed Morsi s'est forgé une image plutôt positive par son action en politique étrangère : son intervention dans le conflit à Gaza mais aussi son rééquilibrage par rapport aux Etats-Unis, son déplacement à Téhéran, la réconciliation avec l'Algérie, sa visite en Chine... En revanche, il n'a pas répondu aux attentes socio-économiques. Il a également commis une maladresse en se livrant à un exercice d'autosatisfaction lors de son discours des cent jours le 6 octobre. Les gens ont eu le sentiment d'être pris pour des imbéciles.

Est-il allé trop loin ? Morsi est un très bon tacticien. Il a profité du crédit que lui a apporté son rôle de médiateur dans la crise à Gaza et joué sur les divisions internes au corps judiciaire pour enclencher sa manœuvre. Il a forcément pesé le pour et le contre et a dû estimer que cela passerait. En tant que président confronté à une situation de blocage politique, et de blocage économique, il devenait impératif pour lui d'agir. Fallait-il le faire de cette manière ? C'est beaucoup plus critiquable. Cela crée un précédent inquiétant pour l'Etat de droit.

### **Le référendum sur le projet de Constitution prévu le 15 décembre a-t-il de bonnes chances de passer ?**

Je le crois. Les Egyptiens en ont assez de cette situation où tout le monde passe son temps à ergoter sur tout sans que rien n'avance. Nombre d'entre eux devraient voter pour le texte sans même en avoir lu les 234 articles. Les Frères musulmans peuvent contrôler le vote. Le référendum approuvé, Morsi pourra se prévaloir de la légitimité du vote populaire. Cela achèvera de discréditer les libéraux qui, plombés par des querelles d'égo et de leadership, n'ont pas su s'unir et se montrer à la hauteur.

L'enjeu, pour Morsi, est de tenir jusqu'au référendum. Il est difficile de mesurer la portée des manifestations de ces dernières heures. Visiblement, les manifestants ne sont pas tous les mêmes que ceux de la révolution contre Hosni Moubarak. Des personnes *a priori* plutôt pro-Morsi ont été très choquées par le décret du 22 novembre. Mais à l'échelle des 84 millions d'habitants du pays, quelques centaines de milliers de manifestants sous les fenêtres de Morsi et à Tahrir ne pèsent pas si lourd, il faut faire attention à cela. Toute la question est de savoir si la mobilisation va s'amplifier et surtout si les choses vont dégénérer sur le terrain. Morsi mise sur l'usure. Mais il doit craindre comme la peste des affrontements violents. S'il y a mort d'homme, l'opinion pourra se retourner contre lui. Mais elle pourrait aussi faire porter la responsabilité des troubles aux révolutionnaires.

## Si la Constitution est adoptée, dans quel type de système basculera l’Egypte ? <sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub>

Ce qui est certain, c’est qu’elle glissera vers quelque chose de beaucoup plus religieux et conservateur. Un système axé sur la morale, les valeurs traditionnelles, la famille, un confessionnalisme accru. Le texte soumis au vote a sans aucun doute été passé sur le dos des libéraux par une alliance avec les salafistes. Ceux-ci ont obtenu ce qu’ils voulaient. Au-delà de l’article 2 qui continue à faire de la charia la «principale source de législation», le danger du texte vient du fait que beaucoup d’articles sont très flous, donc ouverts à toutes les interprétations. Cela est d’autant plus inquiétant que l’interprétation de la charia sera laissée à l’appréciation de l’université Al Azhar, une institution religieuse qui n’est pas élue. Auparavant, c’était la Cour constitutionnelle qui statuait sur la question, de manière assez libérale.<sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub> Le texte supprime par ailleurs tout contre-pouvoir. Il n’y a plus de vice-président.

Dans le même temps, une série de projets de loi a été déposée ces dernières semaines par le ministère de l’Intérieur dans le but de museler la mobilisation. Un projet concerne ainsi le droit à manifester, un autre le droit de grève. Une autre mesure s’attaque à la liberté syndicale, qui était l’un des gros enjeux de l’après-révolution. On assiste à une main-mise pour reprendre le contrôle de ces organisations. La conjonction de tout cela est, au minimum, troublante.

## Quel est au fond le but de cette concentration des pouvoirs pour Morsi ? <sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub>

On peut penser que Mohamed Morsi, qui a toujours été sur la ligne dure au sein des Frères musulmans malgré une main tendue aux libéraux lors de son arrivée aux affaires, a pour projet un renforcement de l’islamisation de la société. On peut aussi faire l’hypothèse que Morsi a estimé qu’on ne pouvait plus tergiverser indéfiniment et qu’à un moment donné il fallait taper du poing sur la table pour sortir du blocage et s’attaquer à la relance économique. Mais la manière de faire, le cadre qui est en train de se mettre en place, sont vraiment inquiétants.

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/12/05/l-egypte-dechiree-entre-tahrir-et-les-freres-musulmans\\_865409](http://www.liberation.fr/monde/2012/12/05/l-egypte-dechiree-entre-tahrir-et-les-freres-musulmans_865409)

## L’Egypte déchirée entre Tahrir et les Frères musulmans

*5 décembre 2012 à 21:06*



Pro et anti Mohamed Morsi près du Palais présidentiel au Caire ce mercredi. (Photo Mohamed Abd El Ghany .Reuters)

*Reportage Les islamistes ont chassé hier les manifestants des abords du palais présidentiel.*

Par **MARWAN CHAHINE** Correspondant au Caire

Devant le palais présidentiel égyptien, les supporters de Mohamed Morsi ont répondu, hier, aux révolutionnaires qui avaient, la veille et par dizaines de milliers, encerclé le bâtiment. En milieu d'après-midi, ce sont des milliers de militants islamistes qui ont débarqué pour redonner une légitimité populaire au raïs acculé, et tenter d'effacer l'affront de mardi. Les centaines de révolutionnaires restés sur place ont vite été contraints de reculer face à la pression des pro-Morsi, qui ont mis à sac leur petit campement. Entre les deux groupes, une chaîne humaine a été formée, ce qui n'a pas empêché des heurts violents à renfort de cocktails Molotov, en fin d'après-midi. Des coups de feu ont été entendus. Beaucoup craignaient que les choses ne dégénèrent durant la soirée. Les pro-Morsi ont repeint en beige les murs sur lesquels les opposants avaient écrit la veille tout le mal qu'ils pensent du régime. Comme un symbole de deux Egypte qui n'arrivent plus à dialoguer et se nient sans s'écouter.

**Rumeurs.** La manifestation d'hier marque clairement une escalade dans le conflit qui divise les Egyptiens autour de la Constitution soumise à référendum le 15 décembre. Pour la première fois depuis quinze jours, les deux camps se font face. En province, des affrontements entre pro et anti-Morsi ont déjà eu lieu à plusieurs reprises, et des locaux des Frères musulmans ont été incendiés à Alexandrie ou Mansoura.

Mardi soir, le palais présidentiel a été le théâtre d'un spectacle sans précédent : des policiers ont ouvert la voie aux manifestants venus réclamer la démission de Mohamed Morsi. Lequel a quitté en toute hâte son palais, dans un cortège de six voitures blindées, sous une pluie de cailloux. La présidence a assuré que le chef de l'Etat n'avait pas fui et s'était contenté de rentrer chez lui après sa journée de travail. Ce dernier est d'ailleurs retourné dans le palais, hier matin. Le fait que les forces de l'ordre aient retiré les barrières de sécurité et levé le camp est néanmoins assez surprenant. Le communiqué présidentiel assure que c'est Morsi qui a ordonné aux policiers de quitter les lieux, mais plusieurs manifestants affirment que c'est de leur propre initiative que les forces de l'ordre sont parties. Un officier a notamment déclaré à la foule : *«J'espère que vous vous souviendrez de notre geste, le jour où nous serons jugés.»* Certains policiers sont restés sur place et se sont joints aux opposants. Un camion blindé, conduit par un homme en uniforme, a même été vu en train de servir de tribune à des protestataires perchés sur son toit.

Faut-il en déduire qu'après la magistrature - de nombreux juges sont déjà en grève -, la police lâche le Président ? Il semble un peu tôt pour conclure, mais plusieurs signes sont aussi concordants que troublants. Alors que la présidence a fustigé l'attitude violente des manifestants de mardi, la police a, dans son communiqué officiel, salué le pacifisme des révolutionnaires. Plusieurs rumeurs, non vérifiées mais insistantes, font également état d'un précédent à Alexandrie, où des forces de sécurité auraient refusé de s'en prendre aux protestataires.

Cette hypothèse d'une désobéissance de policiers est d'autant plus crédible quand on sait que, sous Moubarak, ces derniers étaient en première ligne dans la répression des islamistes, des Frères musulmans en particulier. Mohamed Morsi semble d'ailleurs avoir fait le choix d'une alliance avec l'administration rivale, l'armée, comme le laisse penser le texte constitutionnel qui maintient les privilèges des militaires, dont le secret autour du budget de la défense. Ce sont des soldats qui ont protégé le siège des Frères, dans le quartier du Mokattam, la semaine passée.

D'autres analystes estiment en revanche qu'il pourrait s'agir d'un subtil stratagème de Morsi pour contenir la colère et éviter de passer pour celui qui tire sur son peuple.

**Crispation.** Quoi qu'il en soit, ce sont les islamistes eux-mêmes qui assurent désormais leur sécurité. A Port-Saïd, la semaine dernière, des salafistes avec des armes à feu sont venus chasser les anti-Morsi emmenés par les ultras de foot. Et si ce type de confrontations directes venait à se généraliser, comme cela semble en prendre la direction avec les événements d'hier au Caire, il est à craindre que cela ne dégénère en guerre civile.

Le fait d'envoyer ses affidés plutôt que la police témoigne aussi d'une crispation dans le camp Morsi, à la base comme au sommet. Plusieurs sources proches de la confrérie disaient le Président sur le point de reculer et d'annuler les articles les plus controversées de sa déclaration constitutionnelle. Il n'en a rien été. Morsi semble, au contraire, ne pas vouloir céder à la pression de la rue, convaincu de sa légitimité et du soutien populaire.

Hier, un porte-parole des Frères musulmans a dénoncé *«la tentative d'une minorité d'imposer sa volonté à la majorité»*. Du côté des salafistes, alliés au Président, le ton est encore plus violent et, depuis une semaine, plusieurs appels au meurtre de manifestants ou de responsables politiques libéraux ont été lancés par des membres de la Jamaa Islamiya ou du parti Asala.

---

<http://213.158.162.45/~egyptian/index.php?action=news&id=28212&title=People%20-%20A%20different%20Tahrir>

## **People - A different Tahrir**

**By A'laa Koddous Allah - The Egyptian Gazette**

Wednesday, December 5, 2012 02:48:00 PM

**CAIRO - It was the first time for Nermeen Nashaat to visit Tahrir Square. She'd never been there before, not even during last year's revolution.**

SYMBOL OF UNITY: Hamdeen Sabahy (C), who ran as independent Nasserist candidate in the presidential elections, giving a speech in the landmark Tahrir Square on Friday.

She asked her mother to go with her to Tahrir, so they could soak up the atmosphere; they were too afraid to go there during the January 25th Revolution.

She was able to experience for herself the same atmosphere; protesters were holding up banners, vendors were displaying their goods and ambulances were standing by in case of any emergency.

"I've come here to protest with the other demonstrators against the presidential decree," said Nermeen, a 17-year-old schoolgirl. "I wanted to see the demonstrations live, instead of just watching them on the TV."

The protests were the biggest and most violent since Morsi became President. Almost two years after the revolution, the protesters were back again in Tahrir and many other squares around the country, to express their opposition to a presidential decree that grants Morsi's decisions immunity and gives him total constitutional power.

"This constitutional decree is not acceptable; if it cannot be negotiated, it must be cancelled," said Magda Mohamed, Nermeen's mother.



Magda, who was worried about the insecurity during the revolution, said that she went to Tahrir this time because she thinks there could be a second revolution if Morsi refuses to cancel the decree.

"We [everyone in Tahrir] are against this decree," she nervously told the *Egyptian Mail*.

Tahrir Square has been known, since the revolution, as its epicentre, the symbol of the opposition to the regime's decisions and the regime itself.

Today, there is Tahrir and Nahda Square in the vicinity of Cairo University, the latter being the gathering point for Morsi's supporters.

On January 25, 2011, protesters from different socioeconomic and religious backgrounds demanded the overthrow of the old regime and the ousting of then president Hosni Mubarak.

Most of the Egyptians were united, agreeing on the same demands. There were no divisions; they all went to Tahrir to achieve the same goal.

"During the revolution, everyone was patriotic. We never gave up until our demands were met and we overthrew the old regime," said Wafaa Hosni, a school secretary.

"Tahrir Square was the symbol of unity; it united all the political currents, the revolutionaries and the Muslim Brothers," she added with tears in her eyes, remembering the good days.

Unfortunately, there is now a big division between Egyptians who support the constitutional decree and those who oppose it.

Wafaa protested in Tahrir Square early last year, demanding Mubarak's ousting. She has now been protesting in Tahrir since November 23, 2012 demanding the cancellation of the constitutional decree.

"I'm really sad to see the Egyptians divided like this after being so united," Wafaa said. "Tahrir has become a symbol for just a few categories of society, but not all of them, unlike in 2011," she added sadly.

Last week, thousands of opponents of the Islamist President clashed with his supporters in many cities around the country and torched several Muslim Brotherhood branch offices. They say that their problem is with the Brotherhood, not only Morsi.

His opponents argue that the decree will make Morsi a dictator, Egypt's Pharaoh, because he has given himself the right to take any decision without any authority being able to oppose him " not even the judiciary.

Meanwhile, Morsi's supporters say that he respects the judiciary and is working hard to improve his country at this crucial time.

Muslim Brothers told the protesters in Tahrir that more people support the decree than oppose it.

"It seems that the nation is divided not just for and against the constitutional decree, but also for and against the Muslim Brotherhood. The divided opinions over the Brotherhood have come to the fore in the past few weeks.

"I feel that it has become a war between two sides, with each side trying to prove it has more supporters than the other. They are also trying to create a geographical division " Tahrir for the opposition, Cairo University for the Muslim Brothers and their supporters," Wafaa added sadly.

The Muslim Brothers were planning to protest last Saturday in Tahrir, but, after calls from several political currents not to protest in the same place as their opponents, they changed their minds and protested outside Cairo University, in Moustafa Mahmoud Square in el-Mohandiseen and in several other squares around the country.

Morsi told Egyptian State TV on Thursday that his declaration is needed by the country in this transitional phase. He said that there is no harm in people opposing the decree, adding that in fact this is positive, as long as the country's institutions are not harmed.

Morsi stressed that he is happy that the Egyptians have reached the stage when they can

express their opinions freely.

"When I saw his interview on TV, I decided to protest in Tahrir, demanding the cancellation of the decree, because I don't think Morsi is a democratic president who really listens to the nation.

"He is adamant about this decision, which means that he is a dictator," said Heba Ahmed, a teacher.

Heba, who participated in the January Revolution, added that, for the first time, protesters in Tahrir Square feel that the nation is not united on one demand.

"Tahrir Square was the place where the Egyptians gathered to achieve their demands, but now those who gather there are opposed to another group," she added sadly.

I also hope that Tahrir will always be the place for people to oppose the regime, if and when they deem it right to do so."

---

<http://www.wsws.org/fr/articles/2012/dec2012/mani-d07.shtml>

## **Egypte: Manifestations de masse contre Morsi et affrontements avec la police au Caire**

Par Chris Marsden

7 décembre 2012 - (Article original paru le 5 décembre 2012)

Les protestations de mardi 4 décembre contre les pouvoirs dictatoriaux assumés par le président égyptien Mohamed Morsi ainsi que contre les efforts qu'il a entrepris pour faire adopter à toute vitesse une nouvelle constitution ont abouti à une marche massive sur le palais présidentiel.

Les manifestants ont passé outre les barrières de fils de fer barbelés devant le palais présidentiel et la police a répliqué en tirant des gaz lacrymogènes. Morsi a quitté le palais au milieu des affrontements entre manifestants et des centaines de policiers.

La marche est partie de plusieurs mosquées et a convergé vers le palais d'Itihadiya à Héliopolis. « La liberté ou la mort, » scandaient les manifestants. D'autres scandaient, « Mohamed Morsi ! Illégitime ! Frères musulmans ! Illégitimes ! » D'autres encore hurlaient, « A bas les fils de chiens. Nous sommes le pouvoir et nous sommes le peuple, » et « Le peuple veut la chute du régime. »

Un grand nombre de participants s'est aussi rassemblé sur la Place Tahrir et une importante manifestation a eu lieu dans la deuxième ville d'Egypte à Alexandrie.

Les protestations précédentes avaient mobilisé le 27 et le 30 novembre plus de 200.000 personnes sur la Place Tahrir. De plus, des milliers de travailleurs de la société de filatures et de tissage Misr Spinning and Weaving Company située dans la ville de Mahalla al-Kubra ont protesté ensemble la semaine passée avec les gens du quartier dans une manifestation qui a compté quelque 5.000 personnes et qui s'est terminée en bataille rangée avec des partisans des Frères musulmans.

Les Frères ont réagi par une mobilisation nationale le 1<sup>er</sup> décembre, suivie le 2 décembre par le siège de la Cour suprême constitutionnelle. Cet organisme, dominé par des loyalistes de l'ère Moubarak, était censé proclamer illégitime l'assemblée constitutionnelle qui avait adopté

le projet de charte pro-islamiste et dissoudre le conseil de la Choura, chambre haute du parlement. Les juges ont réagi en se mettant en grève.

Par le décret du 22 novembre, Morsi a placé ses décisions en dehors de toute supervision judiciaire et interdit à tout organisme judiciaire de dissoudre l'organisme dominé par les Islamistes et qui avait élaboré et approuvé la nouvelle constitution.

Lundi, des dissensions se sont faites jour au sein de la magistrature lorsque des juges de haut rang du Conseil supérieur de la magistrature ont dit vouloir exercer un contrôle judiciaire sur le référendum. Ceci allait à l'encontre des appels au boycott lancés par un millier de juges, membres du Club des Juges d'Égypte, qui s'étaient déclarés dimanche en faveur d'un boycott du référendum. Al Zind, du Club des Juges, a répondu aux affirmations selon lesquelles la déclaration du Conseil suprême de la magistrature était la preuve de l'acceptation de la décision de Morsi, en soulignant le fait que 90 pour cent des juges avaient refusé d'y prendre part « mais il y a aussi des juges chez les Frères musulmans. »

Les médias égyptiens et du monde ont aussi fait état d'une réunion de la commission électorale dimanche, également conduite par de hauts magistrats, comme étant une percée significative pour Morsi. Cependant, Yousseri Abdel-Karim, ancien porte-parole de la commission électorale a dit qu'il fallait que la réunion se tienne pour des raisons juridiques et que cela ne signifiait pas que les juges superviseront le référendum. « Les juges ne reculent pas et nous ne craignons rien, et nous ne changerons pas notre point de vue, » a-t-il dit.

Des protestations ont aussi été organisées et qui impliquaient le refus d'au moins 12 grands journaux indépendants et quatre chaînes de télévision de publier ou d'assurer des transmissions mardi et/ou aujourd'hui. L'article 48 du projet de constitution garantit la liberté de la presse, mais ajoute la restriction qu'« il pourrait y avoir une exception en temps de guerre ou de mobilisation nationale. »

La manifestation s'est aussi propagée aux médias contrôlés par l'État et le personnel de l'édition Internet d'*al-Ahram* a défilé lundi sur le syndicat des journalistes dans le centre du Caire. Dimanche, la présentatrice de la télévision publique, Hala Fahmy, portait un linceul blanc en animant une émission sur les affaires courantes, elle fut interdite d'antenne. Elle a dit aux spectateurs, « Nous devons dire la vérité, quel qu'en soit le prix. »

Malgré l'ampleur de l'opposition populaire, Morsi a été enhardi par des calculs selon lesquels ses adversaires libéraux et séculiers ne veulent pas risquer une escalade du conflit qui pourrait échapper à leur contrôle et menacer les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie égyptienne. L'éruption d'un mouvement insurrectionnel de la classe ouvrière du type de celui qui avait provoqué la chute d'Hosni Moubarak en 2011 est une abomination pour les deux camps du terrible conflit de factions qui a éclaté au sein des cercles dirigeants.

Dans un papier rédigé pour le *Financial Times*, Mohamed El-Baradei, coordinateur du Front de salut national de l'opposition insiste pour que Morsi révoque son décret, abandonne le projet de référendum et accepte qu'une assemblée constituante plus représentative élabore une constitution démocratique. Mais, El-Baradei a ajouté un avertissement : « S'ils [les Frères musulmans] persistent, ils risquent une éruption de violence et un chaos qui détruiront le tissu de la société égyptienne. »

Le Front de salut national a été créé par El-Baradei aux côtés du dirigeant du parti nassérien La Dignité (Al Karama) et candidat présidentiel Hamdeen Sabbahi et de l'ancien inconditionnel du régime Moubarak, Amr Moussa.

Emad Gad, dirigeant du Parti social-démocrate, a parlé de projets pour une « coalition permanente » des groupes d'opposition, mais a ajouté, « J'ai peur d'une confrontation. Je ne veux pas employer le terme de guerre civile. »

La déclaration officielle de l'opposition lors des défilés d'hier souligne que son objectif se borne à envoyer « un message au président Mohammed Morsi pour qu'il veuille écouter l'opposition nationale qui tient à atteindre les objectifs de la révolution. »

Les Islamistes se fondent finalement sur le soutien tacite des Etats-Unis et des autres puissances impérialistes qui considèrent les Frères comme un allié régional vital en Tunisie, en Libye, en Syrie et ailleurs, ainsi qu'en Egypte où ils comptent préserver leurs investissements substantiels à l'encontre de toute menace venue d'en bas. A cette fin, ils veulent tous que la constitution de Morsi, avec ses mesures de sauvegarde du régime militaire et autorisant la répression, soit adoptée, quelles que soient leurs préoccupations de pure forme concernant la loi de la charia, les droits de la femme, la séparation des pouvoirs et autres.

Alors même que la Cour suprême était encerclée de manifestants dimanche, le premier ministre Hisham Qandeel a annoncé que sa politique visait à améliorer « le milieu des affaires au cours de la période à venir et à respecter tous les accords internationaux conclus dans tous les domaines... et donc de faire de l'Egypte une destination idéale pour les investissements étrangers directs. »

Il s'est adressé par vidéo à la Chambre de commerce nationale des Etats-arabes unis, en insistant pour dire que le commerce avec les Etats-Unis « sera prochainement crucial pour tous les pays du monde. » Il s'est réjoui que les échanges commerciaux entre l'Egypte et les Etats-Unis aient atteint 8,2 milliards de dollars en 2011 et que les investissements américains en Egypte se soient élevés à 14,5 milliards de dollars.

La bourse du Caire s'est inscrite en hausse à la nouvelle que le référendum aurait lieu en dépit de ce que Mohamed Radwan, de la maison de courtage Pharos Securities, décrit comme « tout le tapage et toutes les manifestations qui pourraient se produire jusque-là. »

Quant à l'organe de la bourgeoisie politiquement libérale britannique, le *Guardian*, il a demandé que les partis d'opposition agissent conformément aux exigences essentielles pour que l'Egypte recouvre une stabilité politique de façon à ce que les troubles sociaux puissent être apaisés et les profits rétablis.

Il a appelé les adversaires « séculiers, libéraux et chrétiens » de Morsi à reconnaître que malgré toutes ses fautes, le projet de constitution est « une synthèse » qui ne méritait pas des « débrayages et des mois de paralysie. » Le commentaire poursuit en disant : « Les deux camps ont oublié ce qui s'est passé il y a 22 mois lorsque les Egyptiens ont mis de côté leurs identités sectaires en arrivant sur la Place Tahrir et en brandissant au lieu de cela le drapeau national. Au nom de ce drapeau, ceux qui prétendent être des démocrates doivent redécouvrir l'art du compromis oublié de longue date. »

Le compromis n'est pas ce qui motive les centaines de milliers de travailleurs qui sont descendus dans les rues du Caire hier. Et il motive moins encore Morsi et ses partisans. Ce qui est requis de toute urgence c'est une direction politique socialiste qui articule les intérêts indépendants des travailleurs et des jeunes plutôt que ceux des factions rivales de la classe capitaliste, qui toutes cherchent à exploiter les travailleurs en dissimulant leurs propres objectifs derrière un discours démocratique et nationaliste.

<http://www.lessentiel.lu/fr/news/monde/story/Apres-une-nuit-d-emeutes-place-aux-chars-29923090>

06 décembre 2012 10:17; Act: 06.12.2012 10:53

## Après une nuit d'émeutes, place aux chars

**Des chars de l'armée égyptienne se sont positionnés jeudi devant la résidence présidentielle, après des heurts violents qui ont fait cinq morts durant la nuit.**



06.12 Le président Mohamed Morsi a fait une intervention télévisée jeudi soir pour inviter l'opposition au dialogue. «Ces événements douloureux se sont produits en raison de différends politiques qui devraient être résolus par le dialogue», a-t-il déclaré.

Photo: Keystone

L'armée égyptienne a déployé plusieurs chars devant le palais présidentiel au Caire après des heurts nocturnes entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi qui ont fait au moins cinq morts.

Au moins trois chars lourds et trois blindés légers ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis, où des centaines de partisans du président étaient présents en début de matinée

Malgré l'intervention des forces de l'ordre, les émeutiers s'affrontaient toujours à coups de pierres et de cocktails Molotov au petit matin, dans les rues proches de la présidence dans le quartier cosu d'Héliopolis, en banlieue du Caire, et des coups de feu se faisaient régulièrement entendre.

### **Les pires violences depuis l'élection de Morsi**

Quatre des manifestants ont été tués par balle et un autre après avoir été atteint près du cœur par une décharge de chevrotine, a annoncé l'agence officielle Mena. Les Frères musulmans, dont est issu le président, ont également fait état de cinq décès, indiquant sur leur site internet avoir perdu cinq de leurs partisans.

Il s'agit des pires violences en Égypte depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président islamiste du pays, conpue par l'opposition pour s'être octroyé par décret des pouvoirs exceptionnels le 22 novembre.

Sur leur compte officiel sur Twitter, les Frères musulmans ont qualifié les manifestants anti-Morsi de «voyous armés appartenant à l'opposition et de restes du régime Moubarak», provoquant la fureur des opposants dont certains les ont accusés de «fascisme» et parlaient de «milices» islamistes.

*(L'essentiel Online / ats/AFP)*

---

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2012/12/06/003-egypte-affrontements-armee-caire-pro-anti-morsi.shtml>

## **Égypte : le président Morsi appelle l'opposition au dialogue**

Mise à jour le jeudi 6 décembre 2012 à 21 h 04 HNE

Attendu depuis plusieurs jours, le président Mohamed Morsi a décidé jeudi de s'adresser à la population au moment où le pays traverse une importante crise politique.

Après un exposé de la situation, le président égyptien a invité les opposants, le corps de la justice ainsi que les « symboles » du pays à une réunion de dialogue samedi 8 décembre à 12 h 30 pour trouver une issue à la crise.

Mais le président n'a ni annulé le décret constitutionnel qui lui donne de larges pouvoirs, ni reporté la date du référendum sur le projet de la constitution comme demandé par l'opposition.

Il a néanmoins indiqué qu'il ne tenait pas à l'article lui donnant tous les pouvoirs, tout en rappelant que le décret sera abrogé après le référendum sur la constitution.

Le chef de l'État s'est engagé à former une nouvelle instance chargée de rédiger la future constitution en cas de rejet du projet actuel, lors du référendum.

M. Morsi a également donné les grandes lignes de la rencontre du 8 décembre : il sera question de la loi électorale ainsi que du calendrier électoral.

Les Égyptiens devront élire leurs députés une seconde fois après que le précédent Parlement, majoritairement islamiste, eut été dissous par la justice voilà quelques mois.

### **Nouvel appel à manifester**

L'opposition regroupée au sein du Front de salut national a lancé un nouvel appel à manifester vendredi et a fait savoir qu'il examinait la proposition du chef de l'État.

Mais le « Mouvement du 6 avril », qui rassemble de jeunes révolutionnaires à l'origine du soulèvement de 2011 contre Hosni Moubarak, a rejeté l'offre et a fait savoir qu'il manifesterait vendredi contre le président.

### **Bilan des violences**

Le président égyptien a aussi donné le bilan des affrontements depuis plusieurs jours entre ses opposants et ses partisans.

Il a affirmé que six personnes ont trouvé la mort et plus de 700 autres ont été blessées, dont une partie par balle.

Le président a indiqué que 80 personnes ont été arrêtées en possession d'armes à feu et a assuré que la justice donnera tous les détails sur l'identité de ces personnes, dont certaines ont été payées pour provoquer des violences, selon lui.

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/12/07/morsi-s-entete-le-caire-s-emballe\\_866078](http://www.liberation.fr/monde/2012/12/07/morsi-s-entete-le-caire-s-emballe_866078)

## **Morsi s'entête, Le Caire s'emballe**

***7 décembre 2012 à 22:26***



Manifestations au Caire, le 7 décembre 2012. (Photo Mohamed Abd El Ghany. Reuters)

***Récit Des milliers de manifestants ont défilé vendredi contre le projet de Constitution du Président, qui garde le soutien des islamistes.***

Par **MARWAN CHAHINE** Correspondant au Caire

Le discours de Mohamed Morsi, jeudi soir, n'a pas apaisé les esprits, bien au contraire. Vendredi après-midi, c'est par milliers que ses opposants se sont dirigés vers le palais présidentiel. Une nouvelle fois, les gardes se sont retirés, laissant les manifestants encercler le bâtiment. Des rassemblements similaires ont eu lieu dans toute l'Égypte à l'appel de l'opposition, qui a baptisé «carton rouge» cette journée de mobilisation.

De leur côté, les partisans du Président se sont rassemblés devant la mosquée Al-Azhar avant de se rendre par milliers dans la ville du 6 Octobre, en périphérie du Caire, devant la Cité des médias. Ces derniers sont accusés par les islamistes d'être la cause de la crise en Égypte. Les supporters du Président ont publiquement assuré ne pas vouloir aller devant le palais, afin d'éviter des débordements. Mais, en début de soirée, Misr 25, la chaîne privée des Frères musulmans, a diffusé un bandeau indiquant que les partisans de Morsi étaient en train de se réunir devant une mosquée, à proximité de la résidence présidentielle. Un appel à peine masqué qui laissait craindre de nouveaux affrontements violents dans la nuit.

**Dérive.** Cela fait plus de deux semaines que l'Égypte se déchire autour de la déclaration constitutionnelle de Morsi, qui lui confère les pleins pouvoirs jusqu'à l'adoption d'une Constitution. Un texte, voté en catimini, sera soumis le 15 décembre à référendum. Outre le procédé, qui s'apparente selon eux à une dérive dictatoriale, les détracteurs de Mohamed Morsi dénoncent le contenu de cette Constitution. Et notamment le rôle consultatif dévolu aux oulémas d'Al-Azhar (*lire page 4*), chargés de se prononcer sur la conformité des lois avec la charia. Les associations de droits de l'homme considèrent également que le texte maintient les privilèges de l'armée, dont le budget reste secret.

Dans son allocution télévisée de jeudi, Mohamed Morsi n'a pas lâché de lest sur sa déclaration du 22 novembre. Seule petite ouverture, le raïs a jugé que si l'article 6 (celui lui donnant les pleins pouvoirs) posait problème, il était prêt à en discuter, samedi à 12 h 30, avec l'opposition. Celle-ci demandait l'annulation du décret présidentiel comme préalable à la reprise du dialogue et a donc, sans surprise, décliné la proposition. Le Front du salut national, présidé par le Prix Nobel de la paix Mohamed El-Baradei, a estimé que Morsi, avait désormais «perdu toute légitimité».

La proposition de dialogue de la part du Président sonne d'autant plus faux que jeudi, le site du parti des Frères musulmans diffusait une information selon laquelle tous les leaders de l'opposition, ainsi que des juges critiques du pouvoir, étaient visés par une plainte pour espionnage et tentative de renverser le régime avec la complicité de l'ennemi israélien. Le nouveau procureur général, Talaat Abdallah, nommé par Mohamed Morsi, aurait, selon le site, transféré cette plainte à la Cour suprême. Les poursuites à l'encontre d'adversaires politiques étaient une pratique courante sous Moubarak.

«**Main tendue**». Dans son discours, le Président n'a assumé aucune responsabilité dans les violences de mercredi, qui ont fait au moins cinq morts et des centaines de blessés, estimant qu'elles étaient le fait de bandes rémunérées. Une version radicalement différente de celle des contestataires et de la plupart des médias, qui rapportent que les affrontements ont commencé après que les militants islamistes ont brutalement mis à sac le campement installé par les libéraux. Caché derrière la figure d'un président de tous les Egyptiens, Morsi a fait comme si ses partisans n'avaient aucun lien avec la confrérie des Frères musulmans, à laquelle il appartient. Alors même que tout laisse à penser que la manifestation islamiste de mercredi n'avait rien de spontané, certains bus venus de province portant ostensiblement l'autocollant de la confrérie.

*«Morsi est comme Moubarak, il nie la réalité mais, en plus, il se cache derrière Dieu», s'agaçait jeudi soir Hala, une révolutionnaire. «Il est malin, il s'est adressé aux Egyptiens qui le soutiennent et à ceux qui ne sont pas engagés politiquement. Comme ça, il pourra dire que c'est l'opposition qui a refusé la main tendue», jugeait pour sa part Wael. Le chef d'Etat a fait le choix du bras de fer car il est convaincu qu'il est soutenu par une majorité d'Egyptiens. «Je pense qu'il a été surpris par l'ampleur de la contestation. Toute la question est de savoir comment va réagir la majorité silencieuse, qui aspire avant tout à la stabilité. Va-t-elle tenir le Président pour responsable du désordre qui secoue le pays ? Ou estimer, à l'inverse, qu'il faut voter oui à la Constitution pour revenir à l'ordre ?» analyse la spécialiste de l'Egypte Sophie Pommier, qui se demande «quelle va être l'attitude de l'armée si la situation continue d'empirer».*

*Lucidité ou tactique, vendredi soir, le vice-président, Mahmoud Mekki, annonçait que Morsi «pourrait accepter de reporter le référendum» sur le projet de Constitution, s'il a l'assurance que cela ne rendra pas le texte caduc.*

---

<http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article6600>

jeudi 6 décembre 2012 par La Rédaction © AfriSCOOP avec Agences

## **Egypte : au moins 5 morts dans des affrontements au Caire**



Au moins 5 morts dans des affrontements au Caire (DR).

**(AfriSCOOP) — Au moins cinq personnes sont mortes et plus de 350 autres ont été blessées dans les violents affrontements qui se poursuivent devant le palais présidentiel au Caire, a rapporté jeudi la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera, citée par l'Agence Xinhua.**

La situation dans le quartier abritant la résidence de Mohamed Morsi reste tendue. Les partisans et détracteurs de la Déclaration constitutionnelle adoptée par M.Morsi se sont lancés des pierres toute la nuit de mercredi à jeudi, sans que les policiers présents sur place n'interviennent. Certains manifestants sont armés de bâtons et de poings américains.

Mercredi soir, les islamistes soutenant le président se sont rassemblés sur la place devant le palais présidentiel et ont dispersé le camp organisé par les représentants des organisations laïques. D'autres médias ont fait état d'un bilan de quatre morts suite à cette flambée de violences, qui est la plus grave qu'ait connue le pays depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président islamiste à gouverner l'Égypte.

Dans le même temps, des attaques contre les bureaux du mouvement Frères musulmans ont été signalées dans plusieurs régions du pays. Ainsi, les locaux de l'organisation islamiste ont été incendiés dans les villes de Suez et Ismaïlia.

Ce jeudi matin, au moins trois chars et deux véhicules blindés ont été dépêchés près de l'entrée du palais présidentiel, où des centaines de partisans du président étaient toujours présents en matinée.

Un bras de fer s'est engagé entre le président islamiste Morsi et l'opposition après un décret le 22 novembre, par lequel le chef de l'État a élargi ses pouvoirs. L'Assemblée constituante a approuvé vendredi dernier le projet de constitution et l'a soumis au président Mahmoud Morsi qui a annoncé samedi l'organisation d'un référendum sur le projet le 15 décembre. Les opposants au président Morsi l'accusent de mettre en péril les acquis de la révolution et lui demande de retirer le décret. (*Avec Agences*).

## Egypte: trois morts dans les affrontements au Caire

Jeu 06 Decembre 2012

RIA Novosti - Trois personnes sont mortes et plus de 300 autres ont été blessées dans les affrontements qui se poursuivent devant le palais présidentiel au Caire, a annoncé mercredi le ministère égyptien de la Santé.

La situation dans le quartier abritant la résidence de Mohamed Morsi reste tendue. Les partisans et détracteurs de la Déclaration constitutionnelle adoptée par M.Morsi continuent de se lancer des pierres, sans que les policiers présents sur place n'interviennent. Certains manifestants sont armés de bâtons et de poings américains. Selon le chef de l'administration présidentielle, le dirigeant égyptien envisage de faire un discours à la nation jeudi.

Mercredi soir, les islamistes soutenant le président se sont rassemblés sur la place devant le palais présidentiel et ont dispersé le camp organisé par les représentants des organisations laïques.



Dans le même temps, des attaques contre les bureaux du mouvement Frères musulmans ont été signalées dans plusieurs régions du pays. Ainsi, les locaux de l'organisation islamiste ont été incendiés dans les villes de Suez et Ismaïlia.

La Déclaration constitutionnelle dévoilée par le président égyptien fin novembre confère au chef d'Etat le droit de "prendre toute décision ou mesure pour protéger la révolution". La Déclaration est censée remplacer la loi fondamentale du pays jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution.

---

<http://www.humanite.fr/monde/egypte-les-chars-se-deploient-apres-une-nuit-daffrontement-510406>

le 6 Décembre 2012

### Egypte: les chars se déploient après une nuit d'affrontement

*L'armée égyptienne a déployé ce jeudi matin des chars devant du palais présidentiel après des affrontements nocturnes entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi qui ont fait cinq morts et des centaines de blessés. Le point sur la situation en Egypte.*

- **Morsi garde le silence**

Le président égyptien ne s'est pas exprimé depuis les violences. Les Frères musulmans, le mouvement dont il est issu, ont indiqué sur Twitter qu'il s'adresserait à la nation jeudi pour "discuter des initiatives pour résoudre la crise", mais une source à la présidence a dit que son intervention n'était pas encore confirmée.

- **Chars devant le palais présidentiel**

Aux premières heures du matin, au moins trois chars et trois véhicules blindés ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis. Des centaines de partisans du président y étaient toujours présents, de nombreux islamistes ayant passé la nuit devant la présidence, dormant dans des tentes ou enroulés dans des couvertures.

Le calme prévalait aux abords immédiats du palais, où les manifestants scandaient des slogans en faveur du chef de l'Etat et conversaient avec les équipages des chars et leurs officiers.

- **L'Egypte toujours dans l'impasse politique**

L'Égypte traverse une grave crise politique depuis un décret du 22 novembre par lequel Mohamed Morsi, le premier président islamiste d'Égypte, a étendu ses prérogatives et les a placées au-dessus de tout contrôle judiciaire, une situation qui s'apparente à des pleins pouvoirs de fait. L'opposition, qui dénonce une dérive autoritaire du pouvoir, proteste aussi contre la tenue le 15 décembre d'un référendum sur un projet de Constitution, accusé d'offrir peu de garanties pour les libertés d'expression et de religion et d'ouvrir la voie à une application plus étendue de la loi islamique.

La commission dominée par les islamistes qui a adopté en toute hâte ce projet avait été aussi mise à l'abri de tout recours en justice. Le président Morsi affirme que ses pouvoirs élargis sont "temporaires" et destinés à accélérer une transition tumultueuse.

À la suite d'appels à manifester mercredi de l'opposition et des Frères musulmans devant le palais présidentiel, la situation a dégénéré avec des heurts entre les deux camps malgré une intervention des forces anti-émeutes.

- **Affrontements sanglants dans la nuit**

À la suite d'appels à manifester mercredi de l'opposition et des Frères musulmans devant le palais présidentiel, la situation a dégénéré avec des heurts entre les deux camps malgré une intervention des forces anti-émeutes. Les heurts entre camps rivaux ont éclaté mercredi soir aux abords du palais. Durant toute la nuit, des batailles à coups de bâtons, de cocktails molotov et de jets de pierres ont eu lieu avec de brèves périodes d'accalmie, et des coups de feu se sont faits régulièrement entendre.

Cinq manifestants ont été tués près du palais, quatre par balle et l'un après avoir été atteint près du cœur par une décharge de chevrotine, selon l'agence officielle Mena. Le ministère de la Santé a fait état de 450 blessés. Cinquante personnes ont été arrêtées, selon le ministère de l'Intérieur.

Des opposants à Mohamed Morsi ont incendié des locaux des Frères musulmans à Ismaïliya et Suez (nord-est). Sur son compte Twitter, la confrérie des Frères musulmans a qualifié les anti-Morsi de "voyous armés appartenant à l'opposition" et de "restes du régime Moubarak", provoquant la fureur des opposants dont certains l'ont accusée de "fascisme".

"Mohamed Morsi. Vous êtes le responsable", a accusé la page Facebook "Nous sommes tous Khaled Saïd", qui avait contribué à lancer la révolte ayant renversé Hosni Moubarak en février 2011. "Nous sommes ici pour la liberté, ils sont là pour la violence", a dit un anti-Morsi, Ali Gamal, devant le palais dans la nuit. "C'est une guerre civile qui va nous brûler tous", a déploré Ahmed Fahmy.

---

<http://www.lapresse.ca/international/dossiers/legypte-apres-moubarak/201212/06/01-4601262-larmee-egyptienne-securise-le-palais-presidentiel.php>

**Publié le 06 décembre 2012 à 06h41 | Mis à jour le 06 décembre 2012 à 10h38**

## **L'armée égyptienne sécurise le palais présidentiel**

**Christophe de ROQUEFEUIL**

Agence France-Presse

Le Caire, Égypte

L'armée égyptienne a établi jeudi un périmètre de sécurité autour du palais présidentiel pour maintenir les manifestants à distance, après une nuit d'affrontements meurtriers entre partisans et opposants au président Mohamed Morsi, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les soldats ont mis en place des barricades de barbelés à environ 150 m du palais, après avoir ordonné aux manifestants rivaux de quitter les lieux.

Les partisans du président sont partis, mais quelques centaines de militants de l'opposition se sont rassemblés sur une place à environ 300 m du palais.

L'armée, qui a déployé des chars aux abords de la présidence, avait sommé les manifestants d'évacuer les lieux avant 15 h locales (8h, heure de Montréal).

Cinq manifestants ont été tués et 644 autres blessés dans la nuit de mercredi à jeudi, selon les autorités, dans des affrontements entre partisans et opposants de Morsi près du palais présidentiel, dans le nord du Caire.

Des batailles à coups de bâtons, de cocktails Molotov et de jets de pierre ont eu lieu avec de brèves périodes d'accalmie, et des coups de feu se sont faits régulièrement entendre.

La garde républicaine, une unité de l'armée chargée de protéger la présidence, «a souligné la nécessité d'évacuer les abords du palais présidentiel d'ici 15 h, heure locale, et décidé d'interdire les rassemblements aux alentours» du complexe, selon un communiqué publié par la présidence.

L'armée égyptienne a déployé jeudi des chars devant le palais présidentiel à la suite d'affrontements meurtriers entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi qui a divisé le pays en s'octroyant des pouvoirs exceptionnels.

M. Morsi doit s'adresser à la nation dans la journée à la suite des pires violences depuis son élection en juin, dans lesquelles au moins cinq manifestants ont été tués et des centaines blessés, a indiqué l'un de ses conseillers.

Dans son intervention télévisée, il souhaite tendre la main à l'opposition et appeler au dialogue, a-t-il précisé. «Plusieurs idées sont sur la table».

Durant la nuit, des batailles à coups de bâtons, de cocktails molotov et de jets de pierres ont eu lieu entre camp rivaux aux abords du palais, avec de brèves périodes d'accalmie, et des coups de feu ont été entendus.

Aux premières heures du matin, des chars et véhicules blindés de la garde républicaine, une unité de l'armée chargée de protéger la présidence, ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis.

Le général Mohammed Zaki, chef de la garde républicaine, a néanmoins souligné que l'armée ne recourrait pas à la force contre les manifestants. «Les forces armées, et la garde républicaine, ne seront pas un outil de répression contre les manifestants», a-t-il dit selon l'agence officielle Mena.

Scandaient des slogans en faveur de M. Morsi, des centaines de manifestants étaient toujours présents près du palais, de nombreux islamistes ayant dormi sur place dans des tentes ou enroulés dans des couvertures. Certains conversaient avec les équipages des chars.

### **La bourse accuse le coup**

Alors que le calme semblait régner aux abords immédiats du palais, les environs et les rues avoisinantes étaient encore jonchés de pierres et de bris de verre, avec de nombreuses voitures aux vitres cassées.

Après des appels à manifester mercredi devant la présidence, la situation a dégénéré entre les deux camps rivaux malgré une intervention des forces anti-émeutes.

Quatre manifestants ont été tués par balle et un par une décharge de chevrotine, selon Mena. Les autorités ont fait état de 644 blessés et de 50 arrestations.

Des opposants à M. Morsi ont également incendié des locaux des Frères musulmans à Ismaïliya et Suez.

La bourse du Caire a quant à elle accusé le coup, son indice de référence EGX-30 perdant 4,7% en milieu de journée.

L'Égypte traverse une grave crise depuis un décret du 22 novembre par lequel M. Morsi, premier président islamiste d'Égypte, a étendu ses prérogatives et les a placées au dessus de tout contrôle judiciaire, une situation qui s'apparente à des pleins pouvoirs de fait.

L'opposition, qui dénonce une dérive autoritaire du pouvoir, proteste aussi contre la tenue le 15 décembre d'un référendum sur un projet de Constitution, accusé d'offrir peu de garanties pour les libertés d'expression et de religion et d'ouvrir la voie à une application plus étendue de la loi islamique.

M. Morsi affirme que ses pouvoirs élargis sont «temporaires» et destinés à accélérer une transition tumultueuse.

### **«Voyous»**

Les Frères musulmans ont qualifié les anti-Morsi de «voyous armés» et de «restes du régime Moubarak», les opposants répliquant en les accusant de «fascisme».

«Mohamed Morsi. Vous êtes le responsable», a accusé la page Facebook «Nous sommes tous Khaled Saïd», qui avait contribué à lancer la révolte ayant renversé Hosni Moubarak en février 2011.

«Nous sommes ici pour la liberté, ils sont là pour la violence», a dit un anti-Morsi, Ali Gamal dans la nuit. «C'est une guerre civile qui va nous brûler tous», a déploré Ahmed Fahmy.

L'opposition conditionne tout dialogue au retrait du décret de M. Morsi et à l'annulation du référendum.

Mohamed ElBaradei, chef de la coalition de l'opposition, a fait porter mercredi à M. Morsi «l'entière responsabilité» des violences. «Le régime perd de sa légitimité jour après jour», selon lui.

Après la démission de quatre conseillers du président face à l'escalade, le président de la télévision d'Etat a aussi annoncé qu'il quittait ses fonctions selon le journal al-Masry al-Youm.

À l'étranger, l'Europe a appelé à la retenue et les États-Unis au dialogue.

---

<http://www.melty.fr/egypte-5-morts-et-450-blesses-dans-des-affrontements-hier-a144047.html>

## **Egypte : 5 morts et 450 blessés dans des affrontements hier**

par (Melissakrazem) le 6/12/2012 15:31 | Dans l'actualité Infos

Depuis les grandes manifestations de 2011, jamais la place Tahrir n'avait connu une telle affluence. Des affrontements entre opposants au gouvernement en place et l'armée ont secoué l'Égypte cette nuit, causant la mort de 5 personnes.

Dans la nuit de mercredi à samedi, la place Tahrir, haut lieu de la contestation anti-Moubarak, a été le théâtre d'affrontements qui ont causé la mort de cinq manifestants. En cause, l'élargissement des pouvoirs que s'est octroyé le président Mohamed Morsi, démocratiquement élu en juin dernier ainsi que sa réforme de la constitution égyptienne. De nombreuses voix s'élèvent depuis plusieurs mois et exigent une annulation du décret présidentiel ainsi qu'une révision de la Constitution. Sous l'effet combiné de la colère des égyptiens et de l'émergence d'une force d'opposition avec à sa tête Mohamed El Baradei, la grogne a fini par gagner la rue. Mardi, des émeutiers hostiles au pouvoir en place marchaient sur le palais présidentiel d'Héliopolis en scandant "À bas la dictature" ou bien "dégage". Morsi, pourfendeur de l'armée égyptienne en juin dernier a donc à présent bien besoin d'elle.

Cette nuit, les émeutiers cairotés ont affronté une armée déployée tout autour du palais présidentiel. Durant les échauds fourrés, des jets de pierres et de cocktails molotov ont ponctué des échanges de coups de feu. 50 personnes ont été interpellées, 450 autres blessées et cinq émeutiers ont perdu la vie dans les affrontements. Un drame qui traduit bien la confusion qui règne sur le territoire égyptien depuis quelques mois. Le politologue Gamal Sultan livrait récemment au Figaro son analyse de la situation. "Si les opposants de toute tendance sont capables de s'unir pour faire front contre Morsi, ils manquent cruellement de plate-forme d'action. Leurs idées sont confuses. Il y a ceux qui disent qu'il faut boycotter le référendum, d'autres qui disent qu'il faut voter non. Pendant ce temps, les Frères musulmans affichent un discours uniforme qui plaît aux classes populaires", affirme le chercheur. L'élargissement de ses pouvoirs voulu par Mohamed Morsi après son élection en Égypte rencontre une opposition massive auprès d'un peuple égyptien échaudé par l'expérience de la présidence d'Osni Moubarak. Une grogne à laquelle s'ajoute l'inquiétude des plus laïques de leurs concitoyens qui voient du plus mauvais œil la présence des frères musulmans dans les plus hautes sphères de l'État. Une confusion qui prend chaque jour plus d'ampleur, puisque le mouvement semble s'être propagé ces dernières heures aux villes de province. Que pensez-vous de la situation en Égypte ?

## Le président égyptien invite l'opposition à un dialogue samedi

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 06.12.2012 à 06h39 • Mis à jour le 07.12.2012 à 09h44

*Le président égyptien, Mohamed Morsi, a invité l'opposition à un dialogue, samedi 8 décembre, au palais présidentiel, dans un discours à la télévision, jeudi 6 décembre, après des affrontements meurtriers entre ses partisans et ses détracteurs. Les discussions devraient porter sur l'élaboration d'une loi électorale et sur une feuille de route à suivre après l'adoption ou non de la nouvelle Constitution.*

Dans un discours au ton offensif, le chef de l'Etat a assuré que ce référendum sur le projet de Constitution qui divise le pays se tiendrait comme prévu le 15 décembre et qu'après le scrutin, le peuple devrait "suivre sa volonté". "Nous respectons la liberté d'expression pacifique, mais nous ne laisserons jamais personne participer à des meurtres et à des actes de sabotage", a déclaré M. Morsi, alors que le pays traverse la crise politique la plus profonde depuis son élection, en juin.

Dénonçant une dérive dictatoriale, l'opposition réclame le retrait d'un décret du 22 novembre par lequel le président a considérablement élargi ses pouvoirs, ainsi que l'abandon du référendum sur un projet de Constitution accusé d'offrir peu de garanties pour les libertés d'expression et de religion. L'institution égyptienne d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, a demandé jeudi au président Mohamed Morsi de suspendre les pouvoirs exceptionnels qu'il s'est accordés.

Jeudi soir, Mohamed Morsi s'est dit prêt à renoncer à l'article 6 du décret, qui permet au président de "prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger le pays et les objectifs de la révolution". Il n'a cependant rien dit sur l'article mettant ses décisions à l'abri de tout recours en justice.



Peu après son intervention, des manifestants ont mis le feu au siège des Frères musulmans dans la capitale ainsi que dans une permanence de la confrérie dans une banlieue du sud, a annoncé, jeudi 6 décembre au soir, le porte-parole du mouvement dont est issu le président Mohamed Morsi. Plus tôt dans la journée, la garde républicaine avait demandé aux manifestants des deux camps d'évacuer les abords du palais présidentiel.

Des batailles à coups de bâton, de cocktail Molotov et par jets de pierre ont eu lieu pendant la nuit précédente, avec de brèves périodes d'accalmie, autour du bâtiment, et des coups de feu se sont fait régulièrement entendre. Ulcérés par l'incapacité de la police à ramener le calme, des riverains ont dressé des barricades, comme au plus fort de la "révolution du Nil" qui mit fin au règne d'Hosni Moubarak.

L'opposition conditionne tout dialogue au retrait du décret et à l'annulation du référendum. Mohamed ElBaradei, l'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique et chef de la coalition de l'opposition, a fait porter mercredi à Mohamed Morsi "*l'entière responsabilité*" des violences, assurant que le régime perdait "*de sa légitimité jour après jour*".

---

<http://www.europapress.es/internacional/noticia-egipto-menos-154-manifestantes-detenidos-mayoria-opositores-enfrentamientos-miercoles-cairo-20121207124617.html>

## **Al menos 154 manifestantes detenidos, en su mayoría opositores, por enfrentamientos del miércoles en El Cairo**

MADRID, 7 Dic. (EUROPA PRESS) -

Un total de 154 manifestantes han sido detenidos hasta ahora en relación con los violentos enfrentamientos que se produjeron el miércoles por la noche entre partidarios y detractores del presidente egipcio, **Mohamed Mursi**, frente al palacio presidencial en El Cairo, según informa este viernes el diario 'Al Masry al Youm'.

Según el diario, al menos 49 de los detenidos fueron llevados a la comisaría de Policía de Heliópolis por miembros de los **Hermanos Musulmanes**. Los primeros datos de la investigación apuntan a que solo cinco de los detenidos son miembros del grupo islamista, mientras que el resto serían partidarios de la oposición, según el rotativo.

El jueves, el fiscal general, Talaat Ibrahim Abdalá, dio instrucciones a los fiscales generales del este de El Cairo de visitar la zona de los enfrentamientos y examinar el lugar de los hechos. Los investigadores de la Fiscalía ya han realizado su propio examen.

Además, otro equipo de investigadores han visitado a los heridos en los enfrentamientos para preguntarles por lo ocurrido y conocer su historial médico.

Por otra parte, el fiscal general ordenó que se realizaran autopsias a las cinco víctimas mortales --algunos medios hablan de siete-- de los enfrentamientos. Los exámenes médicos han determinado que fallecieron por heridas de bala así como por heridas de arma blanca.

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/12/07/les-etats-unis-prudents-face-au-piege-egyptien\\_866072](http://www.liberation.fr/monde/2012/12/07/les-etats-unis-prudents-face-au-piege-egyptien_866072)

## **Les Etats-Unis prudents face au piège égyptien**

**7 décembre 2012 à 22:26**

*Après avoir encensé Mohamed Morsi, Washington doit faire machine arrière.*

Par LORRAINE MILLOT Washington, de notre correspondante

Mohamed Morsi est *«précis comme un ingénieur», «si peu idéologue»* et il *«tient sa parole»*... Ces éloges, entendus à la Maison Blanche, datent de moins de trois semaines : à la faveur de la crise de Gaza, après six conversations téléphoniques - un nombre très exceptionnel - entre Barack Obama et Mohamed Morsi, le président américain et ses conseillers avaient expliqué au *New York Times* comment une *«connexion»* personnelle avait pu s'établir entre les deux hommes et aider à mettre fin aux tirs entre Gaza et Israël.

Après avoir déjà pris de vitesse les ouvertures d'Obama au «monde musulman» lors de la révolution de 2011, l'Égypte est ainsi une nouvelle fois en train de prendre l'administration américaine à contre-pied : à peine Obama s'était-il résigné à développer une relation de confiance avec le premier président «islamiste» égyptien qu'il le voit dériver vers un nouvel autoritarisme et être contesté dans la rue.

Après avoir chanté les louanges de Mohamed Morsi, en qui elle voyait donc surtout un nouveau garant de la paix avec Israël, la Maison Blanche a dû revenir cette semaine à une position qui se veut *«neutre»* dans la crise égyptienne actuelle, appelant à un *«dialogue sans préconditions»* et condamnant toute violence. Dans ses commentaires publics, la Maison Blanche est d'autant plus prudente qu'elle craint toujours de réveiller l'anti-américanisme, notamment chez les Frères musulmans.

**«Ticket».** Les plus critiques à Washington se demandent aussi si Obama n'a pas poussé l'Égyptien à la faute en lui donnant le sentiment - en partie erroné - qu'après ses bons services à Gaza il aurait le soutien américain, quoiqu'il fasse. *«Si Mohamed Morsi a pensé pouvoir faire comme Hosni Moubarak, c'est-à-dire s'acheter un ticket occidental qui couvre ses abus dans ses affaires domestiques, il s'est assurément trompé, décrypte Wayne White, ex-spécialiste du renseignement au Département d'Etat, aujourd'hui analyste au Middle East Institute. Morsi n'a peut-être pas bien réalisé que les Américains n'ont certainement pas la même confiance en lui qu'ils avaient en Moubarak.»*

Le professeur William Quandt, ancien conseiller à la Maison Blanche, où il a notamment participé aux négociations qui ont mené à l'accord de paix de Camp David en 1979, imagine un scénario encore plus diabolique : *«Il est possible que nous assistions aujourd'hui à un jeu compliqué où l'armée égyptienne pousse Mohamed Morsi à l'échec, dans l'espoir d'un retour de bâton aux élections qui s'ensuivraient.»*

**Relais.** Comme le rappelle William Quandt, aujourd'hui professeur à l'université de Virginie, l'armée reste aussi le principal relais d'influence américaine au Caire : *«D'une façon générale, les Américains n'ont pas le sentiment d'avoir beaucoup d'influence sur les événements qui se déroulent en Égypte. Mais, quand le secrétaire américain à la Défense appelle son homologue égyptien, cela compte, et c'est aussi une relation que les deux parties veulent conserver. Les militaires égyptiens savent bien qu'ils reçoivent leurs équipements des Etats-Unis.»*

Jusqu'à ce vendredi, les dirigeants américains, qui disposent de leurs sources au sein de l'appareil militaire égyptien, indiquaient ne pas percevoir de *«craquements»* dans le soutien de l'armée au président Mohamed Morsi. Mais cette alliance n'est que *«récente»* et de *«raison»*, rappelle-t-on à Washington. *«Les militaires observent de très près ce qui se déroule, et ils se méfient aussi de Morsi, souligne l'analyste Wayne White. S'ils voient l'opposition anti-Morsi prendre de l'ampleur, ils peuvent aussi le faire tomber, comme ils ont fait tomber Hosni Moubarak.»*

## La bataille d'Al-Azhar

7 décembre 2012 à 22:46



Prière des supporters de Morsi, vendredi, à la mosquée Al-Azhar avant les funérailles de deux militants pro-régime tués mercredi. (Photo Amr Dalsh. Reuters)

*Modérés et Frères musulmans se disputent la direction de l'institution religieuse qui devra interpréter la charia dans la nouvelle Constitution.*

Par **BERNADETTE SAUVAGET** envoyée spéciale au Caire

Le petit bureau, celui des conversions - «*Embracing islam office*», lit-on sur la porte - est juste à l'entrée de l'immeuble. Ce matin-là, une jeune femme blonde occidentale, en jean et sans voile, s'y engouffre rapidement. La silhouette a quelque chose de surprenant, ne ressemblant guère aux pieuses converties, voilées de pied en cap. «*Elle souhaite sans doute épouser un jeune homme musulman*», explique Jean-Jacques Pérennès, directeur de l'Institut dominicain d'études orientales (Ideo) du Caire, en visite ce matin-là au siège du grand imamat d'Al-Azhar.

Même si l'Égypte traverse de graves troubles politiques, la vie semble ici suivre son cours. A l'extérieur, un groupe de femmes demande des secours matériels, tendant des papiers à des gardes impassibles. Les bureaux du grand imam Ahmed al-Tayeb et de ses conseillers sont au deuxième étage. Ces derniers jours, Al-Tayeb a appelé au calme et au dialogue, tenté aussi une médiation afin de rassembler autour de la table les acteurs de la vie politique égyptienne.

**Sorbonne.** «*Le grand imam essaie de se positionner en garant de l'unité égyptienne*», analyse Georges Fahmi, chercheur, spécialiste des institutions religieuses en Égypte. Pour sauver sa tête, probablement. De l'avis des spécialistes, le grand imam est désormais sur un siège éjectable au moment où les Frères musulmans étendent leur pouvoir en Égypte.

En fait, la bataille pour Al-Azhar a d'ores et déjà commencé. Soumise au vote le 15 décembre, la nouvelle Constitution donne un rôle crucial à la plus prestigieuse institution de l'islam sunnite dans l'interprétation de la charia. «*Al-Tayeb est un conservateur. Mais,*

*dans le contexte égyptien actuel, il apparaît, de fait, comme un modéré», estime Mona Sabry, professeure à Al-Azhar. Nommé grand imam en 2010 par Hosni Moubarak, Al-Tayeb, ancien recteur d'Al-Azhar et lancé dans une rénovation intellectuelle de l'institution, a dû faire face, ces dernières années, à l'opposition des milieux islamistes, essayant, à plusieurs reprises, la contestation des étudiants Frères musulmans.*

Issu d'une famille de soufis de la Haute-Egypte (ce qui déplaît fortement aux salafistes) et lui-même soufi, il a étudié la philosophie à la Sorbonne, ce qui ne correspond guère au processus d'islamisation actuelle. *«Aujourd'hui, les cheikhs vont se former en Arabie Saoudite, ce qui aboutit, de fait, à une islamisation d'Al-Azhar», souligne Jean-Jacques Pérennès.*

Infiltrée par les Frères musulmans - le doyen de la faculté de théologie, Abdel Raman al-Bar, appartient à la confrérie - et les salafistes, Al-Azhar n'est pas pour autant monolithique, ni définitivement acquise à la nouvelle cause. Ainsi, sur la place Tahrir, des cheikhs d'Al-Azhar viennent régulièrement apporter leur soutien aux anti-Morsi.

**Fusible.** Nommé à vie, Al-Tayeb pourrait, malgré tout, faire les frais de l'article 232 de la nouvelle Constitution, qui stipule que les responsables de l'ancienne formation au pouvoir, le Parti national démocratique (PND), sont bannis de tout rôle politique pendant dix ans. Le grand imam siègeait, en effet, au comité central du PND. *«Lors du vote de la nouvelle Constitution, les représentants d'Al-Azhar ont menacé de se retirer de la constituante à cause de cet article, explique Georges Fahmi. Pour calmer le jeu, un Frère musulman a déclaré à la télévision que cet article ne concernait pas le grand imam.»*

Malgré tout, Al-Tayeb, trop ouvert pour les islamistes, est menacé. Dans son entourage, un premier fusible pourrait rapidement sauter : Mahmoud al-Azab, l'un de ses proches conseillers, trop occidentalisé, lui aussi, au goût de la mouvance islamiste. Ce spécialiste de langues sémitiques a enseigné à Paris, à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), avant d'être appelé à ses côtés par Ahmed al-Tayeb pour développer les relations avec les autres confessions religieuses et les non-croyants.

Qui pourrait devenir le grand imam d'Al-Azhar si Al-Tayeb était démis de sa charge ? Cette décision sera soumise à la confrérie des Frères musulmans même si la nouvelle Constitution prévoit que le prochain grand imam sera élu, sans que les modalités ne soient spécifiées. Il est seulement précisé qu'il devra être choisi parmi les oulémas de l'institution.

Le vieux cheikh Youssef al-Qaradaw, 86 ans, pourrait avoir ses chances. Ce prédicateur, l'un des plus connus du monde arabo-musulman, est intervenu en France à plusieurs reprises lors du rassemblement islamique annuel du Bourget, avant d'être interdit pour cause d'antisémitisme par le gouvernement français au printemps 2012. Officiellement, il ne fait plus partie de la confrérie, mais il en reste proche. Et il est l'un des théologiens influents de la nébuleuse «frériste» internationale.

**«Pape».** D'origine égyptienne, formé à Al-Azhar et réfugié au Qatar depuis de très nombreuses années, où il se fait connaître par ses interventions «musclées» sur Al-Jezira, Youssef al-Qaradawi, également proche du Hamas, a opéré récemment un retour remarqué en Egypte. Le 16 novembre, invité par le ministère des Affaires religieuses, il a prêché - et c'était une première - lors de la grande prière du vendredi à la mosquée d'Al-Azhar, provoquant la contestation des imams du camp de l'opposition aux Frères musulmans, mais, surtout, une grande ferveur populaire parmi plusieurs milliers de fidèles. Il y a quelques jours, il a

ouvertement apporté son soutien à la nouvelle Constitution. Récemment, Al-Qaradawi a intégré le Conseil des oulémas d'Al-Azhar, ce qui pourrait signer une marche en avant vers le pouvoir. «*C'est comme s'il avait intégré le collège des cardinaux avant d'être élu pape*», estime le dominicain Jean-Jacques Pérennès.

D'autres, en revanche, estiment que le cheikh a peu de chances, notamment à cause de son grand âge. «*Il n'a plus suffisamment de réseaux au sein de la confrérie en Egypte, et son accession à la tête d'Al-Azhar mécontenterait aussi l'Arabie Saoudite à cause de sa proximité avec le Qatar*», analyse Moaaz el-Zoughby chercheur en sciences politiques. Mais ces arguments pèsent-ils face à la très grande popularité internationale dont jouit toujours le vieux cheikh ? Pour Georges Fahmi, Al-Tayeb n'aurait pas non plus dit son dernier mot, les Frères musulmans étant obligés, à un moment ou à un autre, de transiger pour sortir de la crise.

---

<http://www.abc.es/agencias/noticia.asp?noticia=1310553>

## **Cientos de opositores irrumpen en la sede del Consejo Local de Alejandría** 07-12-2012 / 22:50 h EFE

Cientos de manifestantes contrarios al presidente egipcio, Mohamed Mursi, irrumpieron hoy en la sede del Consejo Local (ayuntamiento) de Alejandría, junto a la costa mediterránea, informó la agencia de noticias estatal Mena.

Los manifestantes ocasionaron importantes daños materiales en el edificio, donde anunciaron su "derecho" a controlarlo.

Los opositores entraron en el inmueble gubernamental tras enfrentamientos con desconocidos que intentaron impedir su irrupción en el edificio.

Las divisiones en Egipto se han acentuado tras la emisión el pasado 22 de noviembre de un acta constitucional por parte del presidente egipcio, Mohamed Mursi, que blindó sus poderes ante la Justicia y la convocatoria reciente de un referéndum sobre la nueva Carta Magna.

En los últimos días, se han registrado choques entre detractores y partidarios del presidente y protestas en distintos puntos del país.

Durante el día de hoy, al menos 53 personas resultaron heridas en enfrentamientos en las provincias de El Cairo, Alejandría, Beheira, Sharqiya y Kafr Sheij.

---

<http://www.elmundo.es/elmundo/2012/12/07/internacional/1354910405.html>

**EGIPTO** | 12 heridos frente a la casa del presidente

## **Oposición y simpatizantes de Mursi continúan sus protestas en Egipto**



Protección del Palacio presidencial de El Cairo durante la manifestación. | Efe

Agencias | El Cairo

Actualizado **sábado 08/12/2012 00:30 horas**

Al menos doce personas resultaron heridas este viernes en choques entre manifestantes y las fuerzas de seguridad **frente a la vivienda de la familia del presidente egipcio**, Mohamed Mursi, en la provincia de Al Sharquiya, en el delta del Nilo.

El jefe de la Autoridad de Asuntos Sanitarios de la provincia, doctor Ibrahim Handoui, citado por la agencia de noticias Mena, explicó que los choques tuvieron lugar **en Al Zaqaziq, capital de Al Sharquiya**.

La situación en Egipto no mejora, siguen las protestas de uno y otro bando y la cuerda se tensa, pese a que el vicepresidente egipcio, Mahmud Meki, ha dicho que Mohamed Mursi está dispuesto a aceptar, con condiciones, **un aplazamiento del referéndum sobre la Constitución**, previsto para el próximo día 15.

En declaraciones a las ediciones digitales de los diarios 'Al Ahram' y 'Al Masry al Youm', Meki dijo que "el presidente está dispuesto a aceptar el retraso del referéndum **con la condición de que blinde este aplazamiento de (posibles) recursos ante la Justicia**".

El referéndum estaba previsto para el próximo 15 de diciembre. De momento, el plebiscito en las embajadas de todo el mundo que debía comenzar mañana sábado ya ha sido pospuesto. **Unos 250 diplomáticos habían comunicado su negativa a supervisar la consulta**.

Pero no parece ser suficiente. Las protestas se extienden por todo el país. Cientos de manifestantes contrarios al presidente egipcio, Mohamed Mursi, irrumpieron en la sede del Consejo Local (ayuntamiento) de Alejandría, junto a la costa mediterránea, según ha informado la agencia de noticias estatal Mena.

Los manifestantes ocasionaron **importantes daños materiales en el edificio, donde anunciaron su "derecho" a controlarlo**. Los opositores entraron en el inmueble gubernamental tras enfrentamientos con desconocidos que intentaron impedir su irrupción en el edificio.

## **En apoyo a Mursi**

Miles de islamistas han salido a la calle hoy en apoyo al presidente egipcio, Mohamed Mursi, en un barrio del noreste de El Cairo, **no muy lejos del Palacio Presidencial**, donde decenas de miles de opositores se congregaron para rechazar las últimas decisiones del mandatario.

Los partidarios de Mursi se reunieron frente a la mezquita de Rabaa al Adawiya, situada en el acomodado barrio de Madinat Nasr, donde **corearon consignas de respaldo al decreto del presidente** del pasado día 22 por el que blindó todos sus poderes ante la Justicia.

La agencia destaca que los manifestantes pro Mursi no tienen intención de marchar hacia el Palacio Presidencial.

El portavoz de los Hermanos Musulmanes Mahmud Gozlan pidió en declaraciones a Mena "**contención**" a sus seguidores en Rabaa al Adauya y les solicitó que no se dirijan al Palacio Presidencial para evitar choques con los opositores.

Sin embargo, afirmó que los islamistas "**tienen derecho de adoptar los medios que crean convenientes** para defender la legitimidad si es atacada".

Horas antes, de la mezquita de Rabaa al Adauya había salido una de las marchas opositoras en dirección al complejo de la Presidencia egipcia.

## **Aumento de la tensión**

Las divisiones en Egipto se han acentuado tras la emisión el pasado 22 de noviembre de un acta constitucional por parte del presidente egipcio, Mohamed Mursi, que **blindó sus poderes ante la Justicia** y la convocatoria reciente de un referéndum sobre la nueva Carta Magna.

En los últimos días, se han registrado choques entre detractores y partidarios del presidente y protestas en distintos puntos del país.

Durante este viernes, **al menos 53 personas resultaron heridas** en enfrentamientos en las provincias de El Cairo, Alejandría, Beheira, Sharqiya y Kafr Sheij.

---

<http://www.larazon.es/noticia/5909-al-menos-doce-heridos-en-enfrentamientos-frente-a-la-casa-familiar-de-mursi>

## **Al menos doce heridos en enfrentamientos frente a la casa familiar de Mursi**

Al menos doce personas resultaron heridas hoy en choques entre manifestantes y las fuerzas de seguridad frente a la vivienda de la familia del presidente egipcio, Mohamed Mursi, en la provincia de Al Sharquiya, en el delta del Nilo

7 Diciembre 12 - El Cairo, - Efe

El jefe de la Autoridad de Asuntos Sanitarios de la provincia, doctor Ibrahim Handoui, citado por la agencia de noticias Mena, explicó que los choques tuvieron lugar en Al Zaqaq, capital de Al Sharquiya.

Ayer, jueves, los agentes de orden detuvieron a varias personas durante una manifestación opositora también frente a la vivienda de la familia del mandatario. Los manifestantes protestaban por los sangrientos enfrentamientos del miércoles pasado entre partidarios y opositores a Mursi en los alrededores del Palacio Presidencial en El Cairo, que causaron seis muertos y centenares de heridos.

La tensión entre las distintas fuerzas egipcias ha aumentado desde que Mursi blindó sus poderes ante la Justicia, el pasado 22 de noviembre, y convocó recientemente un referéndum sobre la nueva Constitución para el próximo día 15.

## En Egypte, l'armée appelle pouvoir et opposition au dialogue

8 décembre 2012 à 15:29 (Mis à jour: 18:52)



Manifestation hostile au président égyptien Morsi vendredi au Caire. (Photo Mohamed Abd El Ghany. Reuters)

L'influente armée égyptienne a affirmé samedi que le dialogue constituait le seul moyen pour résoudre la grave crise entre le président islamiste Mohamed Morsi et l'opposition, mettant en garde contre un «désastre».

Il s'agit de la première prise de position de l'armée depuis le début de la crise, déclenchée le 22 novembre par un décret octroyant à M. Morsi des prérogatives s'apparentant à des pleins pouvoirs.

«Le dialogue est la meilleure et la seule voie qui permet d'arriver à un compromis et de représenter au mieux les intérêts de la nation et de ses citoyens», a fait valoir le porte-parole de l'armée dans un communiqué.

Dans la foulée, l'armée prévient que, faute de dialogue, l'Egypte emprunterait «un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre». «Nous ne saurions le permettre», ajoute le texte.

L'armée appelle aussi au «respect de la légalité et des règles démocratiques sur lesquelles nous nous sommes tous entendus».

En revanche, le communiqué ne fait pas mention d'informations du quotidien gouvernemental Al-Ahram qui assurait samedi que le cabinet de M. Morsi avait approuvé un projet de loi donnant pouvoir à l'armée d'arrêter des civils en cas de troubles à l'ordre public.

Un appel au dialogue a aussi été lancé par Mohammed Badie, guide suprême des Frères musulmans dont le président Morsi est issu, lors d'une conférence de presse. Mais il a insisté sur la nécessité de respecter la «légitimité» des décisions du chef de l'Etat.

Les manifestations, qui ont pris un tour violent dans la nuit de mercredi à jeudi avec sept morts et plusieurs centaines de blessés dans des heurts entre pro et anti-Morsi, se succèdent depuis deux semaines dans le pays.

## Possible report du référendum

Outre l'annulation du décret, l'opposition demande le report d'un référendum programmé pour le 15 décembre sur un projet de Constitution controversé, le temps qu'un texte consensuel soit rédigé. Elle accuse la mouture actuelle d'ouvrir la voie à une islamisation accrue de la législation et de manquer de garanties pour les libertés, notamment d'expression et de religion.

Jeudi soir, dans un discours à la nation, le président Morsi s'était montré ferme sur le maintien de son décret et de la tenue du référendum. Il avait cependant appelé au dialogue l'opposition qui avait rejeté cette offre.

Le vice-président Mahmoud Mekki a toutefois laissé entrevoir vendredi un geste en direction des opposants, en affirmant que M. Morsi «pourrait accepter de reporter le référendum». Il a cependant demandé que l'opposition ne se serve pas de ce report, contestable au vu du calendrier légal, pour saisir la justice contre M. Morsi.

Le vote des Egyptiens de l'étranger, qui devait débiter samedi, a quant à lui été reporté à mercredi prochain.

Samedi, une centaine de manifestants étaient toujours à proximité du palais, dans le quartier d'Héliopolis, surveillés sans tensions par les soldats qui bloquent l'accès au site à l'aide de barbelés et de blindés.

La veille au soir, plus de 10.000 opposants s'étaient massés devant la présidence. Nombre d'entre eux étaient parvenus à franchir les barbelés pour s'approcher sans incident des murs du complexe présidentiel, sans toutefois y pénétrer.

Le parquet général a quant à lui indiqué à l'AFP que 133 personnes arrêtées au cours des affrontements de mercredi à jeudi avaient été remises en liberté. Certaines avaient été interpellées et remises à la police par des Frères musulmans.

Depuis Addis Abeba, l'Union africaine (UA), dont fait partie l'Egypte, a elle aussi appelé au «dialogue» entre pouvoir et opposition et «à travailler en vue d'un processus consensuel d'élaboration d'une Constitution».

(AFP)

---

<http://ecodiario.economista.es/africa/noticias/4456038/12/12/partidarios-y-detractores-de-mursi-asaltan-el-ayuntamiento-de-alejandria-.html>

## Partidarios y detractores de Mursi asaltan el Ayuntamiento de Alejandría

Europa Press | 8/12/2012 - 9:07



### ***Protestas en la plaza de Tahrir.***

Partidarios y detractores del presidente egipcio, Mohamed Mursi, se han enfrentado la madrugada de este sábado en la ciudad de Alejandría, en el norte del país, y han irrumpido en el Ayuntamiento de la localidad.

Las dos partes se han lanzado piedras y, en el transcurso de los disturbios, se han podido escuchar disparos, según ha informado el periódico egipcio *Al Masry al Youm*.

**Algunos de los manifestantes que han entrado en la sede del gobierno local habían asistido antes a una protesta contra la represión de la sentada del pasado miércoles frente al palacio presidencial en El Cairo.**

A casi un centenar de kilómetros de la capital, en la ciudad de Tanta, una turba contraria al presidente Mursi ha incendiado la sede local del Partido Libertad y Justicia (FJP), la formación política de los Hermanos Musulmanes.

---

<http://www.algerie-focus.com/blog/2012/12/09/en-direct-egypte-5-morts-et-pres-de-450-personnes-dans-des-affrontements-entre-opposants-et-partisans-de-mohamed-morsi/>

## **EN DIRECT. Egypte : Morsi renonce au décret qui renforce son pouvoir**

Par Abdou Semmar | décembre 9, 2012 8:33



*Les violences entre partisans et opposants à Mohamed Morsi ensanglantent l’Egypte ces dernières heures. La crise politique dans le pays s’aggrave depuis que l’opposition accuse le nouveau Chef de l’Etat, issu des Frères Musulmans, une mouvance islamiste, de s’être*

*engagé sur la voie d'un régime dictatorial après un décret pris le 22 novembre, par lequel il s'est arrogé des pouvoirs exceptionnels et mis ses décisions ainsi que la commission chargée de rédiger la future Constitution à l'abri de tout recours en justice.*

Les opposants égyptiens protestent également contre le projet de loi fondamentale devant être soumis à référendum le 15 décembre, adopté en toute hâte par cette commission dominée, à leurs yeux, par les islamistes et qui saperait les libertés fondamentales tout en ouvrant la voie à une application plus stricte de la loi islamique. Depuis chaque jour qui passe en Egypte apporte son lot de violences et d'instabilité. En direct, les dernières informations.

### **Dimanche 9 décembre**

**08 H 20 :** Le président Mohamed Morsi, a décidé d'abandonner le décret qui a mis le feu aux poudres en Egypte. Ce décret qui avait déclenché la colère des opposants visait à étendre les pouvoirs du président égyptien. Finalement après des semaines de manifestation, le président a décidé d'annuler cette décision. En revanche, il maintient le référendum prévu le 15 décembre, concernant le projet de Constitution.

### **Samedi 8 décembre**

**15 H 45 :** Treize partis islamistes égyptiens, dont celui des Frères musulmans, ont rejeté samedi le report du référendum sur le projet de Constitution qui divise le pays, réclamé par l'opposition au président islamiste Mohamed Morsi. Les partis islamistes « insistent pour que le référendum sur la Constitution ait lieu à la date prévue, sans modification ni report », a expliqué le numéro 2 des Frères musulmans, Khairat Al-Chater.

**14 H 00 :** L'armée chargée de maintenir la sécurité appelle à régler le conflit par la voie du dialogue. Elle a cependant précisé qu'elle ne tolérerait aucun débordement, ou violence. « Le dialogue est la meilleure et la seule voie » pour résoudre la crise. Faute de dialogue « nous emprunterions un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre. Nous ne saurions le permettre », souligne le porte-parole des forces armées Le Caire s'est apaisé, et les abords du palais présidentiel étaient calmes ce matin.

**11 H 00 :** Le président égyptien Mohamed Morsi va prochainement autoriser l'armée à assister la police dans le maintien de l'ordre en Egypte, rapporte samedi le quotidien Al Ahram. Selon ce journal, le gouvernement a approuvé une mesure par laquelle les forces armées contribueront désormais à « maintenir la sécurité et à protéger les institutions vitales de l'Etat » et seront dotées du pouvoir d'arrêter des individus. Il ne précise pas la date d'entrée en vigueur de cette mesure.

Vendredi 7 décembre :

**17 H 30:** Pour cette journée intitulée « Vendredi du carton rouge », des milliers de personnes se sont rassemblées devant le palais d'Ittihadiya à Héliopolis, en banlieue du Caire, devenu l'épicentre des tensions ces derniers jours et désormais protégé par l'armée. « Ni décret, ni Constitution, tout le régime doit dégager », scandaient certains manifestants, en allusion au décret par lequel le président islamiste s'est attribué le 22 novembre des pouvoirs exceptionnels et au référendum prévu le 15 décembre sur un projet de Constitution qui divise le pays.

**14 H 00** : Des manifestants hostiles à Mohamed Morsi se sont rassemblés au Caire pour marcher sur le palais présidentiel, épicerie des tensions ces derniers jours et désormais protégé par l'armée.

**13 H 30** : Le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, qui appelle à la fin des violences au Caire, « la révolution en Egypte est en danger ».

13 H 00 : Navi Pillay, la Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme, se dit « très alarmée » face aux violences en Egypte et souligne un certain nombre de « problèmes majeurs » avec le projet de constitution qui sera soumis à référendum.

12 H 00 : Le Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition, vient d'annoncer qu'il refusait de participer au dialogue proposé hier soir par le président Mohamed Morsi. Ce groupe, présidé par Mohamed El Baradei et qui comprend plusieurs partis de l'opposition de gauche et libérale, affirme que le chef de l'Etat a ignoré ses demandes.

22 H 30: Le président égyptien Mohamed Morsi a prononcé une allocution télévisée jeudi soir au cours de laquelle il a invité l'opposition à un dialogue le 8 décembre. « J'appelle tous les partis politiques à un dialogue le samedi 8 décembre au palais présidentiel », a déclaré le président, précisant que les discussions devraient porter sur l'élaboration d'une loi électorale et sur une feuille de route à suivre après le référendum sur le projet de Constitution qui divise le pays. L'opposition dénonce, de son côté, une dérive dictatoriale de l'homme fort d'Égypte et réclame le retrait d'un décret du 22 novembre qui élargit ses pouvoirs.

**21 H 00** : Selon Tahani al-Guébali, vice-présidente de la Haute Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction d'Egypte, Mohamed Morsi « impose sa dictature ». « Dès son élection en juin, Mohamed Morsi a déclaré la guerre au pouvoir judiciaire. Il a d'abord tenté de rétablir le parlement, dissous par un verdict de la Haute Cour. Il a ensuite placé ses hommes tout en cherchant à se débarrasser du procureur général, qu'il vient de limoger pour de bon. En fait, il saisit toutes les occasions d'éliminer les obstacles à la conquête du pouvoir par les Frères musulmans », dénonce-t-elle dans les colonnes du quotidien suisse Le Temps.

**19 H 00** : une manifestation anti-Morsi arrive près du palais présidentiel. D'après un reporter d'Al-Jazira, une des trois marches prévues cet après-midi est en train d'arriver près de la Garde républicaine qui a formé un cordon de sécurité autour du palais. Les manifestants tirent des feux d'artifices dans le ciel.

**18 H 00**: Mohamed El Baradei, chef de la coalition de l'opposition égyptienne, a fait porter jeudi à M. Morsi « l'entière responsabilité » des violences. « Le régime perd de sa légitimité jour après jour ». D'autre part, après la démission de quatre conseillers du président face à l'escalade, le président de la télévision d'Etat a aussi annoncé qu'il quittait ses fonctions selon le journal al-Masry al-Youm.

**17 H 30**: « Mohamed Morsi. Vous êtes le responsable », a accusé la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd », qui avait contribué à lancer la révolte ayant renversé Hosni Mubarak en février 2011.

**16 H 15** : L'armée égyptienne a sommé les manifestants d'évacuer jeudi les abords de la présidence où elle a déployé des chars après des heurts meurtriers entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi. L'armée a donné une heure aux occupants pour

quitter le périmètre entourant le palais présidentiel à la suite des combats de rue acharnés dans la nuit de mercredi à jeudi. Ces combats ont fait cinq morts et plus de 600 blessés dans ce qui s'avère la pire éruption de violence entre les deux parties depuis l'élection en Égypte du leader islamiste.

**1 4 H 00** : L'institution égyptienne d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite en Égypte, a demandé pour sa part à Mohamed Morsi de suspendre les pouvoirs exceptionnels qu'il s'est accordés. Mohamed Morsi « doit suspendre le dernier décret et cesser de l'utiliser », a déclaré l'institution théologique dans un communiqué, en référence à la décision du chef de l'État à l'origine d'une grave crise politique et d'affrontements meurtriers dans le pays.

**13 H 45** : Les dirigeants des Frères Musulmans appellent au calme et mettent en garde contre le danger des divisions. Dans un communiqué, Mohamed Badie, numéro un des Frères musulmans, la première formation politique en Égypte, a appelé à l'union, estimant que « les divisions servent les ennemis de la nation ».

**12 H 30** : L'armée égyptienne est intervenue jeudi au Caire pour tenter de ramener le calme entre partisans et adversaires du président égyptien, Mohamed Morsi, après des affrontements autour du palais présidentiel qui ont fait cinq morts. Au moins cinq chars et neuf véhicules blindés de transport de troupes ainsi que des éléments de la Garde républicaine ont pris position aux abords du palais d'Héliopolis pour, selon le chef de la Garde, séparer sans violence les protagonistes. « Les forces armées, au premier rang desquelles la Garde républicaine, ne seront pas un instrument de répression des manifestants », a rassuré un général égyptien. Les soldats et officiers sur place ont exhorté les deux camps à mettre fin à leur confrontation.

**11 H 05** : Un proche du président égyptien a confirmé que Mohamed Morsi allait s'adresser à la nation à la suite des violences de ces derniers jours. Lors de son intervention télévisée, il devrait tendre la main à l'opposition et appeler au dialogue.

**10 H 30** : Quatre conseillers du président Mohamed Morsi ont démissionné. Le dernier en date est Mohammed Esmat Seif Eddawla qui a quitté ses fonctions en signe de protestation. Sa décision est similaire à celle de trois autres conseillers mercredi. L'un d'entre eux avait choisi de partir au [cours](#) d'une interview avec la chaîne de télévision Al Jazeera, qualifiant de « momifiée » la culture politique égyptienne.

**10 H 00** : « Mais on est tous égyptiens ! », lancent de nombreux égyptiens qui ne supportent plus de voir leur pays s'enfoncer dans cette spirale de violence.

**9 H 30** : Le ministère de la Santé égyptien a fait état de 450 blessés parmi les manifestants lors des affrontements qui ont opposé dans la nuit du mercredi à jeudi les partisans des Frères Musulmans à leurs adversaires.

**9 H 05** : L'armée égyptienne a déployé jeudi des chars devant le palais présidentiel après des affrontements meurtriers de la nuit. Au petit matin, les environs du palais et les rues avoisinantes étaient encore jonchés de pierres et de bris de verre, avec de nombreuses voitures aux vitres cassées lors des affrontements.

---

[http://www.telecinco.es/informativos/internacional/enfrentamientos-residencia-Mohamed\\_Morsi-diez\\_detenidos-protestas\\_Egipto\\_0\\_1521975121.html](http://www.telecinco.es/informativos/internacional/enfrentamientos-residencia-Mohamed_Morsi-diez_detenidos-protestas_Egipto_0_1521975121.html)

## Los enfrentamientos frente a la residencia de Morsi se saldan con diez detenidos

Las fuerzas de seguridad han respondido con gases lacrimógenos, lanzamiento de piedras y cócteles molotov

09.12.12 | 14:12h. EUROPA PRESS |

Los enfrentamientos registrados este sábado frente a la residencia del presidente de Egipto, Mohamed Morsi, se han saldado hasta el momento con diez detenidos y dos soldados heridos de levedad, después de que las fuerzas de seguridad respondieran con el uso de gases lacrimógenos al lanzamiento de piedras y cócteles molotov.



Las calles circundantes a la vivienda del mandatario, ubicada en el barrio caiota de **Sharquiya**, se han convertido en escenario de diversos enfrentamientos, según ha informado el diario egipcio 'Al Masry al Youm'.

La zona ha estado blindada por una fuerte presencia de las fuerzas de seguridad desde principios de esta semana a causa de las primeras escaramuzas en los alrededores, en el marco de las **protestas contra el decreto presidencial** anunciado a finales de noviembre por el presidente egipcio.

Durante los enfrentamientos de este sábado, **los responsables del hospital Al Gamaa**, ubicado cerca de la residencia de **Morsi**, han enviado varios mensajes a altos mandos de las fuerzas de seguridad para solicitar que detuvieran el uso de gases lacrimógenos después de que varios botes de este material antidisturbios cayeran en el centro hospitalario.

---

<http://www.algerie-focus.com/blog/2012/12/09/en-direct-egypte-5-morts-et-pres-de-450-personnes-dans-des-affrontements-entre-opposants-et-partisans-de-mohamed-morsi/>

## EN DIRECT. Egipte : Les Anti-Morsi s'opposent au référendum et prévoient de manifester mardi

Par Abdou Semmar | décembre 9, 2012 8:33

Suivre : caire, egypte, Frères musulmans, Mohamed Morsi

Les violences entre partisans et opposants à Mohamed Morsi ensanglantent l'Égypte ces dernières heures. La crise politique dans le pays s'aggrave depuis que l'opposition accuse le nouveau Chef de l'État, issu des Frères Musulmans, une mouvance islamiste, de s'être engagé sur la voie d'un régime dictatorial après un décret pris le 22 novembre, par lequel il s'est arrogé des pouvoirs exceptionnels et mis ses décisions ainsi que la commission chargée de rédiger la future Constitution à l'abri de tout recours en justice.

Les opposants égyptiens protestent également contre le projet de loi fondamentale devant être soumis à référendum le 15 décembre, adopté en toute hâte par cette commission dominée, à leurs yeux, par les islamistes et qui saperait les libertés fondamentales tout en ouvrant la voie à une application plus stricte de la loi islamique. Depuis chaque jour qui passe en Égypte apporte son lot de violences et d'instabilité. En direct, les dernières informations.

Lundi 10 décembre

9 H 00 : Le retrait du décret par Mohamed Morsi n'a pas pour autant calmé ses opposants. Après une réunion tenue dimanche après-midi, ils se sont encore opposés au référendum, prévu le 15 décembre, concernant le projet de constitution. Les islamistes égyptiens et l'opposition de gauche et libérale ont donc appelé à manifester mardi 11 novembre. Les islamistes soutiennent le référendum alors que l'opposition le dénonce.

Dimanche 9 décembre

14 H 55 : L'annonce de Mohamed Morsi, a fait réagir l'opposition, qui devait se réunir en milieu d'après-midi. La principale coalition de l'opposition, le Front du salut national (FSN) a annoncé qu'il déterminerait sa position vis-à-vis de Mohamed Morsi, qui a annoncé le retrait du décret qui avait suscité l'indignation. En revanche, l'un des membres du FSN a déjà annoncé qu'il rejetait la main-tendue du président, l'a qualifiant de «manoeuvre politique».

08 H 20 : Le président Mohamed Morsi, a décidé d'abandonner le décret qui a mis le feu aux poudres en Égypte. Ce décret qui avait déclenché la colère des opposants visait à étendre les pouvoirs du président égyptien. Finalement après des semaines de manifestation, le président a décidé d'annuler cette décision. En revanche, il maintient le référendum prévu le 15 décembre, concernant le projet de Constitution.

Samedi 8 décembre

15 H 45 : Treize partis islamistes égyptiens, dont celui des Frères musulmans, ont rejeté samedi le report du référendum sur le projet de Constitution qui divise le pays, réclamé par l'opposition au président islamiste Mohamed Morsi. Les partis islamistes « insistent pour que le référendum sur la Constitution ait lieu à la date prévue, sans modification ni report », a expliqué le numéro 2 des Frères musulmans, Khairat Al-Chater.

14 H 00 : L'armée chargée de maintenir la sécurité appelle à régler le conflit par la voie du dialogue. Elle a cependant précisé qu'elle ne tolérerait aucun débordement, ou violence. « Le dialogue est la meilleure et la seule voie » pour résoudre la crise. Faute de dialogue « nous emprunterions un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre. Nous ne saurions le permettre », souligne le porte-parole des forces armées. Le Caire s'est apaisé, et les abords du palais présidentiel étaient calmes ce matin.

11 H 00 : Le président égyptien Mohamed Morsi va prochainement autoriser l'armée à assister la police dans le maintien de l'ordre en Egypte, rapporte samedi le quotidien Al Ahram. Selon ce journal, le gouvernement a approuvé une mesure par laquelle les forces armées contribueront désormais à «maintenir la sécurité et à protéger les institutions vitales de l'Etat» et seront dotées du pouvoir d'arrêter des individus. Il ne précise pas la date d'entrée en vigueur de cette mesure.

Vendredi 7 décembre :

17 H 30: Pour cette journée intitulée « Vendredi du carton rouge », des milliers de personnes se sont rassemblées devant le palais d'Ittihadiya à Héliopolis, en banlieue du Caire, devenu l'épicentre des tensions ces derniers jours et désormais protégé par l'armée. »Ni décret, ni Constitution, tout le régime doit dégager », scandaient certains manifestants, en allusion au décret par lequel le président islamiste s'est attribué le 22 novembre des pouvoirs exceptionnels et au référendum prévu le 15 décembre sur un projet de Constitution qui divise le pays.

14 H 00 : Des manifestants hostiles à Mohamed Morsi se sont rassemblés au Caire pour marcher sur le palais présidentiel, épicentre des tensions ces derniers jours et désormais protégé par l'armée.

13 H 30 : Le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, qui appelle à la fin des violences au Caire, « la révolution en Egypte est en danger ».

13 H 00 : Navi Pillay, la Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme, se dit « très alarmée » face aux violences en Egypte et souligne un certain nombre de « problèmes majeurs » avec le projet de constitution qui sera soumis à référendum.

12 H 00 : Le Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition, vient d'annoncer qu'il refusait de participer au dialogue proposé hier soir par le président Mohamed Morsi. Ce groupe, présidé par Mohamed El Baradei et qui comprend plusieurs partis de l'opposition de gauche et libérale, affirme que le chef de l'Etat a ignoré ses demandes.

22 H 30: Le président égyptien Mohamed Morsi a prononcé une allocution télévisée jeudi soir au cours de laquelle il a invité l'opposition à un dialogue le 8 décembre. »J'appelle tous les partis politiques à un dialogue le samedi 8 décembre au palais présidentiel », a déclaré le président, précisant que les discussions devraient porter sur l'élaboration d'une loi électorale et sur une feuille de route à suivre après le référendum sur le projet de Constitution qui divise le pays. L'opposition dénonce, de son côté, une dérive dictatoriale de l'homme fort d'Égypte et réclame le retrait d'un décret du 22 novembre qui élargit ses pouvoirs.

21 H 00 : Selon Tahani al-Guébali, vice-présidente de la Haute Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction d'Egypte, Mohamed Morsi « impose sa dictature ». « Dès son élection en juin, Mohamed Morsi a déclaré la guerre au pouvoir judiciaire. Il a d'abord tenté de rétablir le parlement, dissous par un verdict de la Haute Cour. Il a ensuite placé ses hommes tout en cherchant à se débarrasser du procureur général, qu'il vient de limoger pour de bon. En fait, il saisit toutes les occasions d'éliminer les obstacles à la conquête du pouvoir par les Frères musulmans », dénonce-t-elle dans les colonnes du quotidien suisse Le Temps.

19 H 00 : une manifestation anti-Morsi arrive près du palais présidentiel. D'après un reporter d'Al-Jazira, une des trois marches prévues cet après-midi est en train d'arriver près de la Garde républicaine qui a formé un cordon de sécurité autour du palais. Les manifestants tirent des feux d'artifices dans le ciel.

18 H 00: Mohamed El Baradei, chef de la coalition de l'opposition égyptienne, a fait porter jeudi à M. Morsi « l'entière responsabilité » des violences. « Le régime perd de sa légitimité jour après jour ». D'autre part, après la démission de quatre conseillers du président face à l'escalade, le président de la télévision d'Etat a aussi annoncé qu'il quittait ses fonctions selon le journal al-Masry al-Youm.

17 H 30: »Mohamed Morsi. Vous êtes le responsable », a accusé la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd », qui avait contribué à lancer la révolte ayant renversé Hosni Moubarak en février 2011.

16 H 15 : L'armée égyptienne a sommé les manifestants d'évacuer jeudi les abords de la présidence où elle a déployé des chars après des heurts meurtriers entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi. L'armée a donné une heure aux occupants pour quitter le périmètre entourant le palais présidentiel à la suite des combats de rue acharnés dans la nuit de mercredi à jeudi. Ces combats ont fait cinq morts et plus de 600 blessés dans ce qui s'avère la pire éruption de violence entre les deux parties depuis l'élection en Égypte du leader islamiste.

14 H 00 : L'institution égyptienne d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite en Egypte, a demandé pour sa part à Mohamed Morsi de suspendre les pouvoirs exceptionnels qu'il s'est accordés. Mohamed Morsi « doit suspendre le dernier décret et cesser de l'utiliser », a déclaré l'institution théologique dans un communiqué, en référence à la décision du chef de l'État à l'origine d'une grave crise politique et d'affrontements meurtriers dans le pays.

13 H 45 : Les dirigeants des Frères Musulmans appellent au calme et mettent en garde contre le danger des divisions. Dans un communiqué, Mohamed Badie, numéro un des Frères musulmans, la première formation politique en Egypte, a appelé à l'union, estimant que « les divisions servent les ennemis de la nation ».

12 H 30 : L'armée égyptienne est intervenue jeudi au Caire pour tenter de ramener le calme entre partisans et adversaires du président égyptien, Mohamed Morsi, après des affrontements autour du palais présidentiel qui ont fait cinq morts. Au moins cinq chars et neuf véhicules blindés de transport de troupes ainsi que des éléments de la Garde républicaine ont pris position aux abords du palais d'Héliopolis pour, selon le chef de la Garde, séparer sans violence les protagonistes. »Les forces armées, au premier rang desquelles la Garde républicaine, ne seront pas un instrument de répression des manifestants », a rassuré un général égyptien. Les soldats et officiers sur place ont exhorté les deux camps à mettre fin à leur confrontation.

11 H 05 : Un proche du président égyptien a confirmé que Mohamed Morsi allait s'adresser à la nation à la suite des violences de ces derniers jours. Lors de son intervention télévisée, il devrait tendre la main à l'opposition et appeler au dialogue.

10 H 30 : Quatre conseillers du président Mohamed Morsi ont démissionné. Le dernier en date est Mohammed Esmat Seif Eddawla qui a quitté ses fonctions en signe de protestation. Sa décision est similaire à celle de trois autres conseillers mercredi. L'un d'entre eux avait choisi

de partir au cours d'une interview avec la chaîne de télévision Al Jazeera, qualifiant de « momifiée » la culture politique égyptienne.

10 H 00 : « Mais on est tous égyptiens ! », lancent de nombreux égyptiens qui ne supportent plus de voir leur pays s'enfoncer dans cette spirale de violence.

9 H 30 : Le ministère de la Santé égyptien a fait état de 450 blessés parmi les manifestants lors des affrontements qui ont opposé dans la nuit du mercredi à jeudi les partisans des Frères Musulmans à leurs adversaires.

9 H 05 : L'armée égyptienne a déployé jeudi des chars devant le palais présidentiel après des affrontements meurtriers de la nuit. Au petit matin, les environs du palais et les rues avoisinantes étaient encore jonchés de pierres et de bris de verre, avec de nombreuses voitures aux vitres cassées lors des affrontements.

---

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/12/20121210235329634676.html>

### **Rival rallies held in Egypt over constitution**

Thousands gather in protest and support over president's decision to proceed with Saturday's vote on draft constitution.

Last Modified: 11 Dec 2012 23:30

Thousands of pro-government and opposition protesters have held rival rallies in Cairo for and against a controversial constitutional referendum proposed by Egyptian President Mohamed Morsi.

Leftists, liberals and other opposition groups called for Tuesday's marches to the presidential palace to protest against the hastily arranged referendum planned for Saturday.

#### **EGYPT TURMOIL**

Nov 22: Morsi grants himself sweeping new powers, triggering days of protests.

Nov 24: Judges call for nationwide strike in courts and prosecution offices to protest the decree.

Nov 29: The constituent assembly adopts a draft constitution. The opposition says it was rushed through without proper consultation.

Dec 1: Morsi says referendum on the draft will be held on December 15.

Dec 5: Seven people are killed and hundreds wounded as opponents and supporters of Morsi clash.

Dec 9: Morsi rescinds his controversial decree

Al Jazeera's Sherine Tadros, reporting from the anti-Morsi rally, said that the crowds in front of the presidential palace had "thinned out significantly" around midnight as people returned home.

Some of the protesters had managed to breach the concrete barriers intended to keep them away from the presidential palace.

"The situation is still pretty calm - it's actually quite a festive atmosphere," said Tadros.

The debate among the crowd seemed to be whether to vote "no" on the referendum or to boycott the vote entirely.

The centre-right Islamists who dominated the body that drew up the constitution, urged their followers to turn out "in millions" in a show of support for the president and his referendum.

Al Jazeera's Hoda Abdel-Hamid, reporting from the pro-Morsi rally in the Nasr City neighbourhood, said speaker after speaker has been taking the stage, calling for the constitution to go through.

"Here, people do support President Morsi. Here, people do say that they are behind the constitution," said Abdel-Hamid.

"For them, the constitution brings stability to the country and economic recovery. And a lot of people here will tell you that their lives have been at a standstill since the revolution back in 2011."

Critics of the draft constitution say it disregards the rights of women and ignores personal freedoms.

The opposition, stubbornly calling for the referendum to be delayed, was still trying to decide late on Monday whether to boycott the vote or rally Egyptians to vote "no" to the draft.

Egypt's political crisis began on November 22 when Morsi issued a decree expanding his powers, granting himself immunity from judicial oversight or challenge. The decree, which he later withdrew, sparked mass demonstrations.

### **Military empowered**

The elite Republican Guard has yet to use force to keep protesters away from the palace, now ringed with tanks, barbed wire and concrete barricades, but a decree issued by Morsi late on Sunday gives the armed forces the power to arrest civilians during the referendum and until the announcement of the results.

The head of the Egyptian military called for a "national dialogue" to be held on Wednesday in an attempt to resolve the constitutional crisis, a military source said.

Defence Minister Abdel Fattah al-Sisi is calling for all sections of the people to convene a national dialogue at the Olympic Village tomorrow," the military source told Reuters.

The Egyptian president insists on holding the referendum on schedule, despite concerns over who will monitor the vote. Several groups of judges have said they will not oversee the referendum, as is customary for judges in Egypt.

Meanwhile, Egypt's judges on Tuesday said that most will of them will not oversee vote on disputed constitution, although Tadros reported that "there are enough judges now to monitor the referendum".

Judges of the nation's administrative courts announced on Monday they were conditionally lifting their boycott of the vote, but they said their supervision of the process was conditional on bringing an end to the siege of the Supreme Constitutional Court by Morsi's supporters.

Also on Tuesday, a vital \$4.8bn International Monetary Fund loan to Egypt has delayed until next month, intensifying the political crisis gripping the country.

### **'Political polarisation'**

Leftist politician Hamdeen Sabahy, one of the most prominent members of the National Salvation Front opposition coalition, said Morsi was driving a wedge between Egyptians and destroying prospects for consensus.

"The road Mohamed Morsi is taking now does not create the possibility for national consensus," Sabahy said.

If the constitution was passed, he said: "Egypt will continue in this really charged state. It is certain that this constitution is driving us to more political polarisation."

The National Salvation Front also includes Nobel Peace Prize laureate Mohamed ElBaradei and former Arab League chief Amr Moussa.

Morsi's decision on Saturday to retract a decree awarding himself wide powers failed to placate opponents who accused him of plunging Egypt deeper into crisis by refusing to postpone the vote on the constitution scheduled for December 15.

"We are against this process from start to finish," Hussein Abdel Ghani, spokesperson of the National Salvation Front, said.

Source: Al Jazeera and agencies

---

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/12/2012121061227928448.html>

Middle East

### **Egypt's opposition calls for more protests**

Coalition of opposition parties calls for demonstrations against President Morsi's plans for vote on draft constitution.

Last Modified: 10 Dec 2012 23:24

Egypt's opposition has called for more protests against President Mohamed Morsi after rejecting his plans for a constitutional referendum later this week on a disputed draft constitution.

"The National Salvation Front announces its total rejection of the referendum and will not legitimise this referendum which will definitely lead to more strife," Sameh Ashour, who spoke on behalf of the coalition of opposition parties, said on Sunday.

"The Front invites Egypt's great people to protest peacefully in various liberation squares in the capital this coming Tuesday to show dissatisfaction at the president's disregard of the people's demands and in refusal of the constitution that infringes on rights and freedoms."

Morsi's decision on Saturday to retract a decree awarding himself wide powers failed to placate opponents who accused him of plunging Egypt deeper into crisis by refusing to postpone the vote on the constitution scheduled for December 15.

"We are against this process from start to finish," Hussein Abdel Ghani, spokesman of the National Salvation Front, said.

But not everyone in the opposition agrees: Instead of rejecting the process, several parties, including the Strong Egypt party and the Social Democrats, are actively campaigning for a "no" vote. Mohamed ElBaradei, the head of the National Salvation Front, seemed to hint at these divisions in an interview with American broadcaster CNN on Monday night.

"We will continue to vote on the street with our feet," he said. "We will either boycott, or vote 'no.'"

The Egyptian president insists on holding the referendum on schedule, despite concerns over who will monitor the vote. Several groups of judges, including the judges club in the central city of Assiut, have said they will not oversee the referendum.

But on Monday, the state council judges club in Cairo announced that its members would work as monitors, as long as the government "eliminates causes of clashes" by banning protests on Saturday.

The opposition has repeatedly said that the constitution, drafted by a Muslim Brotherhood-led constituent assembly, disregards the rights of women and ignores personal freedoms.

"I cannot imagine that after all this they want to pass a constitution that does not represent all Egyptians," Ahmed Said, another member of the National Salvation Front coalition and the head of the liberal Free Egyptians Party, said.

#### Military to maintain security

The Egyptian military has assumed responsibility for security and protecting state institutions in the country until the results of the referendum.

The army took up the task on Monday in line with a decree a day earlier from Morsi.

The presidential edict orders the military and police to jointly maintain security in the run-up to Saturday's vote. The decree also grants the military the right to arrest civilians.

"The armed forces must support the police service in complete co-operation in order to preserve security and protect vital state institutions for a temporary period, up to the

announcement of the results from the referendum on the constitution," the decree, which appeared in the government's official gazette under "Law 107", says.

Commenting on the presidential edict, AL Jazeera's Sherine Tadros, reporting from Cairo, said: "It is not about going back to military rule ... it's a practical move to maintain order.

"It does once again raise concerns because the military are unaccountable when they arrest etcetera, but remember this is a temporary move."

The Muslim Brotherhood and its Freedom and Justice party, as well as Salafist political parties, have urged the opposition to accept the referendum's verdict.

Mahmud Ghozlan, a Brotherhood spokesman, said a coalition called the Alliance of Islamist Forces have also called for a demonstration on Tuesday under the slogan "Yes to legitimacy" in support of the referendum.

The rival rallies in the capital Cairo raise the potential for clashes such as those that erupted last Wednesday, killing seven people and wounding hundreds.

The referendum has deeply polarised Egypt and sparked some of the bloodiest clashes between Morsi supporters and opponents since he came to power in June.

---

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/12/2012121294733861274.html>

## **Egypt opposition to vote against constitution**

Egypt's presidency announces that vote on the controversial constitutional referendum is to take place over two days.

Last Modified: 12 Dec 2012 21:05

Rival rallies for and against President Morsi were once again held in Cairo on Tuesday [AFP]

Egypt's presidency has announced that the referendum on the a draft constitution will be held over two days.

The announcement, made on Wednesday, stated that the vote will be held on December 15 and 22.

It came just hours after the National Salvation Front (NSF) alliance of opposition parties called for citizens to vote "no" on referendum, and has set conditions that, if unmet, would result in a boycott of the poll.

The NSF demanded a full judicial supervision of the process, and that international and local NGOs be allowed to monitor the poll. It also called for voting to take place on a single day.

Al Jazeera's Mike Hanna, reporting from Cairo, said that the decision to spread the vote out over two days could bring the opposition "back to square one", although the NTS confirmed late on Wednesday that it would not boycott the vote.

However, despite the opposition's uncertain path, Hanna said that a constitutional victory for Morsi and the Muslim Brotherhood is far from certain.

"One must look at the figures. If you see that President Morsi, who is a supporter of that constitution - as are his followers - he became president with some 51 per cent of the vote. So clearly, there's not an overwhelming support for President Morsi himself, and by extenuation, the Freedom and Justice Party, and, indeed, the Muslim Brotherhood, of which the Freedom and Justice Party is the political arm," said Hanna.

"So there can be no speculation as to which way this particular vote is going to go."

Meanwhile, the key opposition politicians said on Wednesday that they were prepared to take part in national unity talks with the army.

Amr Moussa, Mohamed ElBaradei, leftist Hamdeen Sabahy and a Wafd party leader Mounir Fakhry Abdel-Nour said they would attend unity talks hosted by the army, but the army said on Wednesday it had indefinitely postponed the dialogue due to a low level of response for attendance.

The draft constitution, approved by the constituent assembly last month, has become the focus of Egypt's worst political crisis since President Mohamed Morsi's election in June.

Rival mass rallies held by both supporters and opponents of President Morsi have become almost a daily occurrence in Cairo, and clashes between the two groups killed at least seven people and injured hundreds more last week.

The crisis has necessitated a ramping up of security around the presidential palace, which has been the focal point of anti-Morsi protests.

Egyptians abroad, meanwhile, have already begun voting in the referendum on the new constitution, state media reported on Wednesday.

Voting was taking place at Egyptian embassies abroad, with more than 500,000 Egyptians expected to cast their votes in 150 countries.

Wednesday's developments come after rival rallies were held again on Tuesday, with anti-Morsi protesters outside the presidential palace calling for a boycott of the referendum. Pro-government supporters also held a demonstration, expressing their support for Morsi's decision to hold the referendum.

Source: Al Jazeera and agencies

---

<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2012/12/2012121111559813826.html>

## **Egypt's opposition struggles to unite**

As a constitutional referendum looms, President Morsi's opponents are torn between a 'no' campaign and a boycott.

Evan Hill Last Modified: 12 Dec 2012 08:27

Leftist Hamdeen Sabahi was greeted by many anti-Morsi protesters when he arrived in Tahrir Square [REUTERS]

Cairo, Egypt - Just days ahead of a national referendum to approve Egypt's first post-revolution constitution, the country's opposition remains divided, struggling to decide whether to vote "no" or to boycott entirely a process they view as unfairly rigged by Islamist forces.

But as the array of liberal, leftist and progressive parties search for consensus, the powerful Muslim Brotherhood and its more conservative Salafist allies have already begun campaigning throughout the country to convince Egyptians to approve the constitution.

The leadership of the National Salvation Front, the umbrella opposition group, has seemed content to press their civil disobedience campaign, hoping that public pressure and the violent response from President Mohamed Morsi's supporters - which has already led to several deaths - would derail the proposed referendum.

The Front's official goal is to halt the vote entirely, and representatives are reluctant even to discuss contingency plans if the referendum goes ahead. But major strikes from Egypt's labour movement, which the opposition had hoped would be the crucial blow against Morsi, have failed to materialise, making the vote likely to proceed as planned.

Some parties have begun to move unilaterally, holding rallies, handing out pamphlets and disseminating information, both on the streets and online, pushing for a "no" vote. This last-minute decision-making has liberals worried that they are dooming themselves to another defeat and has left observers wondering how Morsi's opponents remain disorganised, a year after Islamists scored an overwhelming parliamentary election victory.

"The total lack of coherent strategy is disheartening," Hani Sabra, a Middle East analyst who covered last year's parliamentary elections for the Eurasia Group, wrote on Twitter. "[The] opposition [is] not feckless but outmanoeuvred ... [they] should've prepared for this long ago."

### **Differences keep Egypt's opposition divided**

Yet among the opposition party membership, there appears to be little alarm at the prospect that they have waited too long. Many say they are confident that the Brotherhood, in which Morsi held a top position until winning June's election, has lost significant popularity over the past six months after perceived over-reaching and poor performance in government.

Hossam Moanes, a spokesman for the prominent Popular Current, a socialist party that grew out of former presidential candidate Hamdeen Sabahi's surprising "dark-horse" campaign, said that the group would hold a popular vote on Tuesday to determine its strategy.

That vote, he said, would involve tens of thousands of party members and span each Egyptian governorate.

"We have two trends inside the Current, there are still two points of view, and we're trying to do it democratically," Moanes said. "My personal opinion is to boycott. The legitimacy of the regime is collapsing, and participating in the democratic process while there is bloodshed among Egyptians is not the right thing."

## **Non-representative representation**

The battle over the constitution draft may be just one symptom of a broad ideological clash between Islamists and their opponents that could endure in Egypt for years. The current crisis, however, dates back to the summer, when the constituent assembly tasked with drawing up the document began its work.

Even then, the assembly rested on shaky foundations.

Its first iteration came in March, when parliament filled half the assembly with politicians from among its own ranks. Most opposition groups boycotted the entire process, viewing it as a farce, since the parliament was dominated by a super-majority of both the Brotherhood's Freedom and Justice Party and Salafis.

That assembly was ruled unrepresentative by the courts and dissolved in April, only to be replaced by another in June containing 39 parliamentarians, with the rest of the membership composed of "public figures" - judges, legal experts, religious delegates and others.

Critics charged that the second assembly suffered from the same flaw as the first, only this time parliament had arranged the Islamist super-majority less obviously, selecting Brotherhood and Salafist allies to fill the seats of the "public figures" and supposedly non-partisan members.

Lawsuits against the assembly hung overhead from the outset, and in November, nearly two dozen opposition and Christian delegates finally walked out. Another dissolution by the courts seemed inevitable until Morsi issued a special decree on November 22 making the assembly immune to judicial oversight.

The president's opponents were outraged. Lacking true national consensus, they argued, he had sidelined minorities and rammed his constitution through with the sort of raw majoritarian power that had no place in the birth of a new democracy.

Hossam Issa is a prominent law professor once short-listed to be Morsi's prime minister.

"Can you imagine Mr Obama saying that the Republicans are refusing to make an agreement on the fiscal cliff and this is dangerous, and so I issue this law outside the Congress?" he asked at the time. "A constitution cannot be built by majority ... I want them to acknowledge that we are now in a very, very dangerous situation, and they must not act as Muslim activists."

## **'Power grab'**

Morsi's power grab succeeded in rearranging Egypt's political scene, uniting a diverse array of parties that had once been enemies. Young revolutionaries from the April 6 movement now found themselves on the same side as remnants of Hosni Mubarak's regime. Leftists and progressives who had voted for Morsi for no other reason than to prevent the victory of his opponent, former air force general and Mubarak's prime minister Ahmed Shafiq, were now in league with Shafiq's supporters.

Egypt gridlocked over Morsi

In Tahrir Square last week, Ahmed Abdul Tawwab, a 28-year-old accountant who had voted for Morsi, took a pamphlet from a young man handing them out to the crowd. The paper listed various controversial articles from the draft constitution, alternatively mocking and critiquing them.

Article 219, particularly controversial for effectively placing the principles of legislation in the hands of interpretable Sunni Muslim jurisprudence, "infringes on the mind and human rights and civilisation itself", the pamphlet stated. No author or party affiliation was given.

"I don't have a problem with the Brotherhood," said Tawwab, who added that he was still making up his mind about the constitution. "But I'm not in favour of Islamising the state."

Since then, new pamphlets have appeared, and an online campaign dubbed "No to the Constitution" has begun posting professionally edited videos on YouTube, showing "average Egyptians" explaining why they were opposed to the draft. As of Tuesday, the campaign's Facebook page had some 3,300 "likes".

The independent film collective Mosireen has also begun releasing a series of short video interviews with experts, explaining problems with specific articles. The Strong Egypt party, led by former Muslim Brother Abdel Moneim Aboul Fotouh, has also stepped in to help coordinate the "no" effort.

But it remains far from clear whether the opposition's slickly produced efforts at persuasion will be able to counter the Brotherhood and Salafis' well-oiled get-out-the-vote operations, which have helped the Islamist movement to victory in consecutive elections.

"Secularists are divided among themselves and poorly organised on the ground, and they have not developed a message with widespread popular appeal," Marina Ottaway, a Middle East scholar at the Carnegie Institute for International Peace, wrote on Tuesday. "Under these circumstances, Islamist forces want to accelerate the return to formal democratic politics, because they can win. Secular forces cannot afford to play that game."

Khaled Dawoud, a spokesman for the National Salvation Front associated with Mohamed ElBaradei's Constitution Party, claimed that his party had maintained offices throughout the country which were first established in 2010, when ElBaradei returned to Egypt from his job as the UN's nuclear watchdog chief. They have been collecting signatures to petition successive governments for constitutional reforms ever since.

Putting those offices to use on a "no" campaign is another matter, one Dawoud and others in the Front have not seemed to prioritise. Their push, publicly at least, is to put enough of their supporters on the street, reject negotiations, and hope Morsi backs down.

"Personally, I don't even think we should have this referendum," Dawoud said. "We have no option but to continue with demonstrations and escalations and hope they will see the light."

## **Plusieurs blessés dans des affrontements entre partisans et opposants de Morsi à Alexandrie**

Vendredi 14 Décembre 2012 modifié le Vendredi 14 Décembre 2012 - 22:03

Plusieurs personnes ont été blessées vendredi à Alexandrie lors d'affrontements entre des partisans et opposants au président égyptien Mohamed Morsi, éclatés à la veille du référendum sur le projet controversé de la Constitution.

Après la prière de vendredi, des opposants et des partisans de Morsi se sont affrontés à coups d'épées et de bâtons, et se sont mutuellement jeté des pierres, alors que plusieurs voitures étaient incendiées.

A la veille de ce rendez-vous, les partisans de la constitution et l'opposition se sont rassemblés dans différentes villes de l'Egypte, qui avaient connu au cours des derniers jours des violences ayant fait neuf morts et des centaines de blessés.

Pour les opposants à ce référendum, il reste toujours des lacunes concernant notamment la liberté d'expression, les droits des enfants et de la femme. Dans ce sens, ils soulignent que ce projet controversé ne limite pas les pouvoirs du président de la République, ce qui va mener à "une nouvelle dictature".

Lors d'une conférence de presse du Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition, le libéral Amr Hamzawi s'est dit "confiant que le peuple égyptien dira non à la Constitution des Frères musulmans".

L'ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradeï, a pour sa part appelé le chef de l'Etat à annuler le référendum "avant qu'il ne soit trop tard".

Les partisans du texte affirment qu'il est indispensable pour poursuivre la transition vers la démocratie.

Ils assurent que le texte permettra de doter le pays d'un cadre institutionnel stable, la précédente loi fondamentale ayant été suspendue il y a près de deux ans, après la chute du régime de Hosni Moubarak début 2011 sous la pression d'une révolte populaire.

Les électeurs égyptiens sont appelés à se prononcer samedi pour ou contre cette Loi fondamentale rédigée par une Assemblée constituante dominée par les islamistes.

L'entrée en vigueur de ce texte doit précéder la tenue d'élections parlementaires qui pourraient avoir lieu en 2013.

Initialement prévu sur une seule journée, le vote aura finalement lieu sur deux jours à une semaine d'intervalle, les 15 et 22 décembre, les autorités espérant pallier l'absence de nombreux juges ayant annoncé leur boycott.

Pour être considérée comme valide, toute élection doit se faire sous supervision judiciaire en Egypte.

Dix gouvernorats doivent voter dès samedi, parmi lesquels Le Caire et Alexandrie ainsi que la région instable du Sinäi.

Dix-sept autres gouvernorats, où sont situées notamment les trois grandes villes du canal de Suez (Ismäilia, Port-Säid, Suez) et la célèbre cité touristique de Louxor, sont appelés aux urnes le samedi 22 décembre.

Les Egyptiens vivant à l'étranger ont commencé à voter mercredi pour quatre jours. Près de 600.000 expatriés inscrits sur les listes peuvent voter dans 150 représentations diplomatiques.

Le président Mohamed Morsi a demandé à l'armée de se déployer, en collaboration avec la police, pour assurer la sécurité pendant le référendum, organisé dans un contexte très tendu. Il a aussi rendu aux militaires le droit d'arrêter des civils dans le cadre du maintien de l'ordre pendant le scrutin.

Quelque 120.000 soldats ont été appelés en renfort pour aider les 130.000 policiers à assurer la protection des opérations de vote et protéger les bâtiments gouvernementaux.  
Vendredi 14 Décembre 2012 - 22:02

---

<http://mx.ibtimes.com/articles/30080/20121214/egipto-enfrentamiento-constitucion-crisis-politica.htm>

December 14, 2012 10:09 AM CST

## **Enfrentamientos en Egipto antes de referendo constitucional**

Partidarios y opositores al presidente islámico Mohamed Mursi se enfrentaron el viernes a piedrazos en la ciudad egipcia de Alejandría, un día antes de que se abran las urnas por un referendo constituacional que ha dividido a la nación más poblada del mundo árabe.

Docenas de activistas combatían con palos y espadas, dijeron testigos, y algunos autos fueron incendiados en las calles de la segunda ciudad más grande de Egipto, en la víspera de una votación que Mursi espera ponga fin a la turbulencia política en el país.

Las escaramuzas comenzaron cerca de una mezquita en Alejandría cuando miembros de la oposición que repartían panfletos se enfrentaron con partidarios de Mursi.

En El Cairo, partidarios del presidente egipcio se manifestaban con banderas y cánticos, de manera pacífica, antes del decisivo referendo.

La capital y otras ciudades han sido escenario de una serie de manifestaciones frecuentemente violentas en las últimas tres semanas, desde que Mursi emitió un decreto que le otorga poderes para impulsar una nueva Constitución, que es considerada un elemento vital para la transición de Egipto a la democracia tras el derrocamiento de Hosni Mubarak el año pasado.

Al menos ocho personas murieron y cientos resultaron heridas, y una figura de la oposición advirtió que se derramaría más sangre en las calles durante la votación este fin de semana y el

próximo de un borrador constitucional que los opositores dicen que está demasiado influenciado por los musulmanes.

El referendo, realizado en dos jornadas porque no hay suficientes jueces para controlar todos los centros de votación, pide a los egipcios que acepten o rechacen una ley básica que debe estar en vigencia para poder efectuar elecciones nacionales a comienzos del año próximo, un evento que muchos esperan que pueda estabilizar a la nación más poblada del mundo árabe.

Para impulsar el respaldo a la Constitución, los islamistas que llevaron a Mursi al poder en la elección presidencial de junio se reunían en una mezquita cerca del palacio presidencial en El Cairo.

"Islam, islam" o "Hemos venido aquí para decir 'sí' a la Constitución" eran algunas de las consignas que se oían en la manifestación.

La mayoría de los manifestantes eran hombres con barba, y algunos estaban acompañados por sus hijos y sus mujeres con velos en sus rostros.

Por su parte, los miembros de la oposición, entre ellos liberales, seculares y cristianos, comenzaban a reunirse fuera del palacio presidencial para reclamar contra la Carta Magna que se someterá a referendo.

Mohamed ElBaradei, líder de la oposición y ganador de un Premio Nobel, instó a Mursi a cancelar el referendo "antes de que sea demasiado tarde".

Amr Moussa, un ex jefe de la Liga Árabe y también destacada figura opositora, llamó a los egipcios a votar 'no'.

No obstante, se espera que la votación se produzca y la Constitución sea aprobada, dados los buenos antecedentes del bien organizado partido Hermanos Musulmanes, que ganó todas las elecciones desde la caída de Mubarak.

Muchos egipcios, cansados de las revueltas sociales, simplemente se alinearían con el Gobierno de Mursi.

---

<http://eldia.es/2012-12-15/INTERNACIONAL/8-disturbios-marcan-dia-anterior-referendo-Constitucion-egipcia.htm>

## **Los disturbios marcan el día anterior al referendo de la Constitución egipcia**

Mientras que el presidente Mohamed Mursi moviliza a 120.000 militares y 6.000 tanques para garantizar la seguridad en el país, la violencia volvió a las calles con los enfrentamientos entre los partidarios del jefe del Ejecutivo y la oposición, que se opone a que la Carta Magna tenga un marcado carácter islamista.

15/dic/12 01:57

**AGENCIAS, El Cairo**

Partidarios y críticos del presidente de Egipto, Mohamed Mursi, se enfrentaron a pedradas y espadas, ayer, viernes en la ciudad de Alejandría a unas horas del polémico referéndum constitucional impulsado por el propio Mursi, que ha sido boicoteado por la mayor parte de los jueces egipcios al entender que se trata de un atentado contra sus capacidades organizado por los islamistas afines al presidente. El Centro Carter anunció, además, que no desplegará observadores por la tardía publicación de las acreditaciones.

Los enfrentamientos comenzaron cerca de una mezquita en la que opositores al presidente estaban repartiendo panfletos contra el plebiscito, lo que causó la ira de los simpatizantes, en su inmensa mayoría islamistas, del jefe de Gobierno. De momento no se tiene constancia de heridos.

Al menos ocho personas fallecieron y centenares resultaron heridas durante las protestas sobre el plebiscito que han tenido lugar durante las últimas tres semanas, mientras importantes figuras de la oposición advirtieron de un baño de sangre si el referéndum se lleva finalmente a cabo.

Para garantizar la seguridad, más de 120.000 soldados y 6.000 tanques serán desplegados en las calles con orden de proteger las urnas y las sedes de las instituciones del Gobierno.

Sin embargo, la consulta constitucional, que se celebra hoy, sábado, y el 22 de diciembre, no contará con la presencia de los observadores del Centro Carter, presidido por el expresidente estadounidense Jimmy Carter, debido a que "la tardía publicación de las acreditaciones impide que la organización lleve a cabo un informe exhaustivo sobre el proceso".

Pese a ello, indicó que "un equipo técnico del Centro Carter podría publicar otros comunicados sobre el referéndum en fechas posteriores". El organismo solicitó a las autoridades electorales del país africano a "asegurar la acreditación temprana de las organizaciones de observación electoral nacionales e internacionales".

La oposición, entre la que se encuentran antiguos diplomáticos como Mohamed ElBaradei o el exsecretario de la Liga Árabe Amr Musa, denuncia que la Carta Magna no refleja las aspiraciones de los diversos colectivos que conforman la sociedad egipcia. Critican que el borrador constitucional está condicionado por una excesiva influencia de los islamistas y menosprecia a sectores como los cristianos coptos, que conforman un 10% de la población.

De igual modo, el Consejo Internacional de Juristas (una ONG pro Derechos Humanos con sede en Ginebra) denunció que el borrador, preparado por una asamblea de marcada influencia islamista, se queda corto respecto al estándar internacional en aspectos como no garantizar la independencia del poder judicial y deja margen de impunidad al Ejército.

---

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/12/201212166936670169.html>

## **Egypt 'narrowly backs' charter in first round**

Muslim Brotherhood says supporters of draft constitution hold slim advantage heading into second round of voting.

Last Modified: 16 Dec 2012 20:21

Voting has ended in the first round of the constitutional referendum in Egypt, with initial results indicating that supporters of the draft document have a narrow lead heading into the second round.

The early result of the poll is based on unofficial tallies that emerged on Sunday. Complete results are not due to be released until the second round of voting on December 22 in the remaining 17 provinces.

The vote was largely peaceful, with long queues forming in Cairo and other cities and towns where this round of voting was held. The vote was staggered because many judges needed to oversee polling staged a boycott to voice their opposition.

Voting was extended for several hours, in order to allow those in queue to cast their ballots.

The Muslim Brotherhood said the group's tallies showed that 56.5 per cent of voters had supported the constitution, while 43 per cent had voted 'no'.

The Brotherhood's Freedom and Justice Party (FJP) had representatives posted at almost every polling place in the 10 areas where the referendum was held on Saturday.

The opposition National Salvation Front coalition said in a statement that it would not recognise unofficial results, and would wait for a final tally after next week's second round.

It reiterated its allegation that balloting had been "marred by irregularities and violations".

"What it means is that its going to be quite difficult for the 'no' campaign, the opposition, to turn things around from here, and that's because Cairo and Alexandria have both cast their ballots already in this first day of voting, and it's the rural areas of Egypt that are mainly left to vote in the second round," reported Al Jazeera's Rory Challands in Cairo, adding that the latter areas tend to generally support the Muslim Brotherhood.

Potentially adding to questions over the legitimacy of the vote is the low turnout in the first round - unofficially estimated at 32 percent, which if confirmed would be far lower than the presidential or parliamentary elections following Hosni Mubarak's fall.

### Deadly clashes

Mohamed Morsi, the Egyptian president, and his supporters say the constitution is vital in order to move forward with the country's democratic transition. Opponents say that the basic law is too heavily influenced by religion, and that it tramples on minority rights.

Late on Saturday, riot police fired tear gas to disperse dozens of hardline Morsi supporters who attacked the central Cairo headquarters of the opposition liberal Wafd Party with fireworks and stones.

The build-up to the vote was marked by deadly protests, with demonstrations held across the country by both opponents and supporters of the document.

The protests first started when Morsi accorded himself sweeping new powers and fast-tracked the constitution through an assembly dominated by allies from the FJP.

At least eight people were killed and several hundred injured in a series of clashes between the two camps.

On Friday, a day before the vote, rival factions armed with clubs, knives and swords fought in the streets of Alexandria. Opposition supporters trapped a Muslim preacher inside his mosque after he called for a 'yes' vote.

In order to pass, the constitution must be approved by more than 50 per cent of voters who cast ballots. A little more than half of Egypt's electorate of 51 million were eligible to vote in the first round.

Rights groups reported some abuses, such as polling stations opening late, officials telling people to vote 'yes', bribery and intimidation.

To ensure security during the referendum, 120,000 troops were deployed to reinforce 130,000 police.

---

<http://www.ntn24.com/noticias/temor-en-eeuu-por-073295>

## **MANIFESTACIONES QUE SEAN PACÍFICAS**

Temor en EE.UU. por enfrentamientos entre partidarios de Morsi y oposición ante crisis política

Mohamed Morsi vota por el referendo para una nueva Constitución, en un colegio electoral en El Cairo, Egipto. Archivo EFE

Estados Unidos está actuando con cautela ante la crisis política de Egipto, uno de sus aliados clave en Medio Oriente, ante la incertidumbre de la evolución del creciente enfrentamiento entre los partidarios del presidente islamista, Mohamed Morsi, y la oposición.

Altos funcionarios de Estados Unidos han expresado temores de un retorno al autoritarismo que pautó el régimen del derrocado presidente Hosni Mubarak, pero se han cuidado también de aparecer como críticos absolutos del gobierno de Morsi.

Unas 2.000 personas manifestaron este martes frente al Palacio presidencial de El Cairo su rechazo a un proyecto de Constitución impulsado por Morsi y sus partidarios islamistas cuatro días antes de la segunda vuelta de un controvertido referendo convocado para adoptarlo o rechazarlo.

La oposición sostiene que la nueva carta magna, redactada en gran parte por los islamistas, debilita el estado de derecho, reduce la protección de los derechos de las personas, en particular de las mujeres, y prepara el escenario para un avance progresivo hacia la aplicación de la ley islámica.

Washington llamó a las autoridades egipcias a permitir las manifestaciones opositoras pero instó a su vez a que sean pacíficas.

La portavoz del Departamento de Estado, Victoria Nuland, se negó a comentar la primera ronda del referendo constitucional del domingo, en la que, según cómputos extraoficiales, el

57% de los votantes en El Cairo y otras nueve regiones habrían apoyado el proyecto auspiciado por Mursi. "No vamos a opinar como gobierno hasta que no haya finalizado el proceso", dijo Nuland a los periodistas.

Reconoció, sin embargo, que Washington había oído hablar de la existencia de algunas irregularidades en la votación e instó a la Comisión Electoral a investigar todas las denuncias al respecto. Esa investigación "será muy, muy importante para la credibilidad del proceso en el futuro", remarcó.

"Legítimos interrogantes"

El líder de la oposición egipcia, Mohamed el Baradei, dijo que la administración estadounidense de Barack Obama tiene la responsabilidad de condenar los abusos denunciados.

"Francamente, la reacción de Estados Unidos ha sido muy silenciosa", dijo. "Aquí la gente está muy decepcionada", señaló.

El gobierno de Obama ha prestado fuerte atención a la situación en Egipto desde el inicio de la crisis política, a finales de noviembre, cuando Morsi emitió un decreto concediéndose a sí mismo poderes extraordinarios.

Washington no se sumó al coro de protestas, pero reconoció el derecho de la oposición a plantearse "legítimos interrogantes" acerca de la evolución del gobierno de Morsi.

"No queremos asistir a un regreso a los malos tiempos de la era Mubarak en cuanto a prácticas de los cuerpos de seguridad", dijo Nuland la semana pasada, exhortando a los militares a demostrar moderación en su actitud ante las manifestaciones opositoras.

Nuland se refirió, no obstante, a Morsi como "el primer líder egipcio electo democráticamente" para "construir un consenso nacional", "antes, durante y después de la votación".

Los gobernantes estadounidenses se ven ante el dilema de acoplarse al camino que decida el propio pueblo egipcio y su deseo de que las "promesas de la revolución" que posibilitó la caída de Mubarak sean cumplidas.

Pero el silencio de la administración de Obama muestra que todavía está calibrando sus vínculos con Morsi, tras varias décadas de relaciones muy estrechas con el régimen de Mubarak.

Publicado el 19 Diciembre 2012

Fuentes: EFE

---

<http://www.newsring.fr/monde/59-faut-il-avoir-peur-des-islamistes-au-pouvoir/25263-egypte-violents-affrontements-a-la-veille-de-la-deuxieme-phase-du-referendum>

21 décembre 2012, 18:37

**Égypte : violents affrontements à la veille de la deuxième phase du référendum**

Ahmed Ramadan/AP/SIPA

Des affrontements entre manifestants ont eu lieu vendredi 21 décembre à Alexandrie, deuxième ville d'Égypte, à la veille de la seconde phase du référendum sur le projet de Constitution. Des heurts qui ont fait au moins 32 blessés.

«Islamistes partisans du "oui" et opposants prônant le "non" ont échangé des jets de pierres, amenant la police anti-émeutes à intervenir avec des tirs de gaz lacrymogènes pour les séparer. Trente-deux personnes ont été blessées, selon le ministère de la Santé. Les échauffourées ont cessé au bout d'une heure et demie, mais des groupes de manifestants étaient toujours sur place dans l'après-midi», rapporte le Parisien.fr.

La deuxième phase du référendum - qui se tient à une semaine d'intervalle dans deux parties du pays - risque donc d'être perturbée. «Alexandrie avait déjà voté samedi dernier pour ce référendum. La deuxième ville d'Égypte a déjà voté pour le texte. Le Caire s'est prononcé contre. Le "oui" l'emporterait à près de 57% des voix lors de cette première phase, selon des chiffres officieux, une avance qui fait présager une approbation du projet de Constitution à l'échelle nationale porté par le président islamiste Mohamed Morsi», rappelle FTVi.

Les affrontements se sont intensifiés ces dernières semaines alors que les opposants au chef de l'État protestent contre le projet de loi fondamentale, accusé de ne pas protéger certains droits fondamentaux, dont la liberté d'expression, ainsi que d'ouvrir la porte à une application plus stricte de la loi islamique. Si le président a assuré qu'il renonçait à ses pouvoirs élargis, il a tout de même maintenu un référendum sur le projet de Constitution.

---

<http://www.trust.org/alertnet/multimedia/pictures/detail.dot?mediaNode=fc5e2a0b-007c-482b-9d88-d3ac4fbd8b44>

### **A riot policeman tries to quell protesters supporting Egyptian President Mursi as they clash with anti-Mursi protesters in Alexandria**



A riot policeman tries to quell protesters supporting Egyptian President Mohamed Mursi as they clash with anti-Mursi protesters in Alexandria December 21, 2012. Supporters of President Mohamed Mursi and his opponents hurled rocks at each other in Egypt's second city on the eve of a final vote on a new constitution shaped by Islamists. REUTERS/Khaled Abdullah (EGYPT - Tags: POLITICS CIVIL UNREST ELECTIONS)

Credit: REUTERS

Published date: 12/21/2012

---

[http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5iherWCK0lO7tWj1b9RZ7Dl1k5\\_Jg?docId=a45112deec241b391b729b371eb8050](http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5iherWCK0lO7tWj1b9RZ7Dl1k5_Jg?docId=a45112deec241b391b729b371eb8050)

## **Egyptian Islamists, opponents clash ahead of vote**

By NAJIB JOBAIN and MAGGIE MICHAEL, Associated Press – Dec 21, 2012

ALEXANDRIA, Egypt (AP) — Violence erupted between Egypt's divided camps on Friday, the eve of the final round of a referendum on a constitution that has polarized the nation, as Islamists and their opponents pelted each other with stones while police fired tear gas in the streets of the Mediterranean city of Alexandria.

The contentious referendum, which would bring a greater implementation of Islamic law to Egypt, is expected to be approved in Saturday's voting.

The new clashes — in which opponents of Islamists set fire to cars and dozens of people were hurt — illustrated how the new charter is unlikely to ease the violent conflict over the country's future. For a month, Egypt has been torn between Islamists and their opponents, who accuse President Mohammed Morsi and his Muslim Brotherhood of trying to unilaterally impose their will on the country.

Meanwhile, Morsi was already gearing up for the next steps after the constitution's passage, making a last-minute appointment of 90 new members to the parliament's upper house, a third of its total membership. Current rules allow him to do so, but if he waited until the charter was passed he could only appoint 10.

The body is normally so toothless and ignored that few Egyptians bothered to vote in elections for it earlier this year, allowing an almost total sweep by the Brotherhood and other Islamists. But once the charter is passed, it will hold lawmaking powers until elections for a new lower house are held — not expected for several months.

Friday's appointments added to the tiny ranks of non-Islamists in the upper house, known as the Shura Council, but preserved the Islamists' overwhelming hold.

A spokesman for the main opposition umbrella National Salvation Front dismissed the appointments, accusing Morsi of setting up a token opposition much like ousted autocrat Hosni Mubarak did.

"This council and this constitution will also fail as long as there is no real opposition and no real dialogue, and as long as Morsi is only serving his clan and taking orders from the head office of the Muslim Brotherhood," Hussein Abdel-Razek told The Associated Press.

For the past month, both sides have been bringing their supporters into the street for mass rallies sometimes numbering in the tens of thousands — and repeatedly erupting into clashes.

In part, Egypt's split has been over who will shape the country's path two years after Mubarak's ouster. An opposition made up of liberals, leftists, secular Egyptians and a swath

of the public angered over Morsi's 6-month-old rule fear Islamists are creating a new Mubarak-style autocracy. They accuse the Brotherhood of monopolizing the levers of power and point to the draft charter, which Islamists on the Constituent Assembly rammed through despite a boycott by liberal and secular members.

Morsi's allies say the opposition is trying to use the streets to overturn their victories at the ballot box over the past two years. They also accuse the opposition of carrying out a conspiracy by former members of Mubarak's regime to regain power.

Intertwined with that is a fight over Islam's role in the state. Many Islamists vow to defend God's law, and clerics have depicted opponents as infidels. The constitution would give broad leeway for hard-liners to implement Islamic Shariah law, making civil liberties and rights of women subordinate to a more literal version of Islamic law. It also gives clerics a say in legislation for the first time to ensure parliament adheres to Shariah.

Passage of the charter will do little to resolve the confrontation — particularly if it is approved by a low margin with little turnout. The first round of voting took place Dec. 15 in 10 of Egypt's 27 provinces, and preliminary results showed a meager 32 percent turnout, leading to a 56 percent "yes" vote.

Voting Saturday will take place in the remaining 17 provinces. Preliminary results are likely to be known late Saturday or early Sunday.

Top opposition figure Mohamed ElBaradei urged the public to vote "no," saying, "We know if this constitution is passed, there will be no stability."

"This is not the road for stability or democracy," he said in a speech aired Thursday night. "When 45 percent of people say 'no,' it is a strong indication. Some don't read or write, but they are conscious that they should not be tricked."

The violence in Alexandria was a sign of how the conflict has moved beyond the issue of the constitution, to the deep resentments between the two camps.

Riot police swung batons and fired volleys of tear gas to separate stone-throwing Brotherhood members and ultraconservative Salafis on one side, and youthful secular protesters on the other.

The clashes started when the two groups met just after Friday prayers at the city's main Qaed Ibrahim mosque, by the coastal promenade. Throngs of Salafi Islamists, most wearing the long beards favored by the movement, had gathered there for what they called "a rally to defend clerics and mosques." Waving black Islamic banners, some chanted "God is Great!" and warned opponents: "With blood and soul, we redeem Islam."

It was unclear who started the fight. During the battles, secular youths set fire to two buses and two cars belonging to Islamists, sending thick black smoke through the upscale city center. Under a heavy cloud of tear gas, the two sides pulled back, but then continued fighting for hours past dusk along the corniche, near the famed Alexandria Library.

At least 42 people were treated for injuries, with some rushed to the hospital, a city health official said.

The Islamists' rally was called in response to violence last week, when a well-known Salafi cleric in Alexandria, Sheik Ahmed el-Mahalawi, was trapped inside a mosque for 12 hours while his supporters battled stone-throwing opponents outside with swords and firebombs.

El-Mahalawi, 87, had stirred anger with a sermon in which he denounced opponents of the draft charter as "followers of heretics."

In a further sign of the tensions opened up by the crisis, the Brotherhood in Alexandria accused the security forces of conspiring with "thugs" loyal to ElBaradei's Dustour Party and other liberal groups that it claimed attacked the Islamists in Alexandria.

"There was clear collusion by the security forces, which did nothing (to stop the attackers)," said Anas al-Qadi, a Brotherhood spokesman in Alexandria, according to the website of the Brotherhood's political party.

"In whose interest are the Interior Ministry and the governorate's security director working?"

Egypt's security forces have been divided by the country's turmoil, with some police in the streets showing support for anti-Morsi protesters, while others are believed to be backing the president. The crisis' worst violence came on Dec. 5, when Brotherhood supporters attacked an opposition sit-in outside the presidential palace in Cairo, and the ensuing violence left at least 10 dead and hundreds injured on both sides.

---

<http://www.nydailynews.com/news/world/clashes-erupt-egypt-article-1.1225220#ixzz2IXmhbgzt>

### **In Egypt, Islamists, opponents clash ahead of constitution vote**

Riot police on Friday swung batons and fired volleys of tear gas to separate the crowds, made up of Muslim Brotherhood members and ultraconservatives on one side and youthful protesters on the other.

THE ASSOCIATED PRESS

Friday, December 21, 2012, 2:07 PM



Khaled Abdullah/Reuters

**Riot policemen use tear gas to disperse protesters opposing Egyptian President Mohamed Morsi in Alexandria on Friday.**

ALEXANDRIA, Egypt (AP) — Thousands of Islamists clashed with their opponents on Friday in Egypt's second largest city, Alexandria, a day before the second leg of voting on a proposed constitution that has deeply polarized the nation.

Riot police swung batons and fired volleys of tear gas to separate the stone-throwing crowds, made up of Muslim Brotherhood members and ultraconservative Salafis on one side, and youthful protesters on the other.

The clashes started when the two groups met just after Friday afternoon prayers near the city's main mosque.

The demonstrators, some of whom carried black Islamic battle flags, withdrew from the mosque area under a heavy cloud of tear gas some two hours after the clashes began. Fighting continued along the coastal road of the Mediterranean city, near the Medical School and famed Bibliotheca Alexandrina.

At least 42 people were being treated for injuries, with some rushed to the hospital, a city health official said on condition of anonymity because he was not authorized to brief reporters.

It was unclear who started the fight.



Amr Abdallah Dalsh/Reuters

Protesters opposing Egyptian President Mohamed Morsi shout slogans denouncing him and members of the Muslim Brotherhood at Tahrir Square in Cairo on Friday.

Islamists had called for a big rally outside the Qaed Ibrahim mosque, and some 20 liberal political parties had said they would not hold a rival gathering to avoid clashes.

Security forces had cordoned off streets leading to the mosque as throngs of Salafi Islamists, most wearing the long beards favored by the movement, gathered for what they called “the million-man rally to defend clerics and mosques.” Some chanted “God is Great,” and warned opponents: “with blood and soul, we redeem Islam.”

The rally was called in response to violence last week, when a well-known Alexandrian Salafi cleric, Sheik Ahmed el-Mahalawi, was trapped inside a mosque for 12 hours while his supporters battled rock-throwing opponents outside with swords and firebombs.

El-Mahalawi, 87, had stirred anger with a sermon in which he denounced opponents of the Islamist-friendly draft charter as “followers of heretics.” He denied that in a sermon on

Friday, accusing the media of spreading “lies,” and claiming that last week’s clashes were meant to prevent voting on the constitutional referendum.



Khaled Abdullah/Reuters

Riot policemen try to stop protesters supporting Egyptian President Mohamed Morsi from throwing rocks at anti-Morsi protesters during clashes in Alexandria.

The final round of voting on the disputed charter is to be completed Saturday in the remaining 17 of Egypt’s 27 provinces.

Critics charge that the Islamist-dominated body that wrote the draft document did not represent all Egyptians. Liberal and Christian members quit the assembly to protest clauses and articles they say were rammed through by hardline members aiming to create a religious state.

The opposition National Salvation Front reiterated its call on Friday for voters to oppose the document, and one of the group’s leaders, Mohamed ElBaradei, urged President Mohamed Morsi to suspend the referendum and form a new constituent assembly.

With election authorities, army and police preparing for Saturday’s voting however, ElBaradei’s televised message looked unlikely to shift Morsi’s position.



Khaled Abdullah/Reuters

Riot policemen stand between protesters opposing Egyptian President Mohamed Mursi and others supporting him (not pictured) during clashes in Alexandria December 21, 2012.

“If this constitution passed, there will be no stability,” said Baradei, a Nobel Laureate and Egypt’s leading pro-democracy advocate.

The first round of voting was held in 10 provinces last Saturday, including in Egypt’s biggest cities, Cairo and Alexandria. Turnout was low, around 32 percent, and unofficial results

showed around 56 percent of voters cast a “yes” vote in support of the constitution. Rights groups and the opposition immediately filed complaints alleging irregularities.

Controversy over the proposed constitution has in the past month plunged Egypt into political turmoil unprecedented since the February 2011 ouster of Hosni Mubarak, the longtime authoritarian and secular-minded ruler.

The draft has split the country into two camps. On one side are the Islamists from the country’s most organized group, The Muslim Brotherhood, from which President Mohammed Morsi hails, and their backers from various Salafi and former Jihadist groups.

The opposition camp, led by the National Salvation Front, is an alliance of liberal parties and youth groups backed by Christians and moderate Muslims who fear the Brotherhood’s attempts to monopolize power by passing a constitution that enshrines a greater role for clerics and Islamic law.

Hundreds of thousands of Egyptians from both sides have rallied in the streets over the past month. The crisis peaked when Brotherhood supporters attacked an opposition sit-in outside the presidential palace in Cairo on Dec. 5. The ensuing violence left at least 10 dead and hundreds of injured on both sides.

The crisis was compounded by Morsi’s decision to rush the draft constitution to a referendum after an Islamist-dominated panel approved it, as well as his move last month to grant himself near-absolute powers, which were later rescinded.

Morsi’s moves have also split state institutions. The judiciary became another battleground, with the powerful Judges’ Club calling on its members to boycott the vote while Brotherhood sympathizers in the legal system and other independents insisted on supervising it.

Egyptian prosecutors held a sit-in protest to press Morsi-appointed prosecutor general Talaat Abdullah to resign on Monday. Abdullah resigned, then retracted his resignation on Thursday, raising the prospect of new protests by fellow prosecutors.

Also, Zaghoul el-Balshi, the secretary general of the election committee who is also a judge and an aid to the country’s justice minister, resigned Wednesday, citing health reasons.

The media said his resignation was prompted by his inability to prevent voting violations in the first leg of the referendum.

---

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/12/21/egypte-la-police-intervient-lors-de-heurts-entre-manifestants-a-alexandrie\\_1809544\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/12/21/egypte-la-police-intervient-lors-de-heurts-entre-manifestants-a-alexandrie_1809544_3212.html)

## **Egypte : une quarantaine de blessés lors de heurts entre manifestants à Alexandrie**

Le Monde.fr avec AFP | 21.12.2012 à 14h27 • Mis à jour le 21.12.2012 à 19h32

Des heurts entre manifestants ont fait une quarantaine de blessés, vendredi 21 décembre, à Alexandrie, la deuxième ville d’Egypte. Ces violences sont intervenues à la veille de la

seconde phase du référendum sur le projet de Constitution, qui provoque de fortes tensions depuis plusieurs semaines.

Islamistes partisans du "oui" et opposants prônant le "non" se sont jetés des pierres, amenant la police antiémeute à tirer des gaz lacrymogènes et à s'interposer pour les séparer. Quarante personnes ont été blessées, selon des sources médicales. Un bus et plusieurs voitures ont en outre été incendiés.

Ces heurts ont éclaté en début d'après-midi devant une grande mosquée de la deuxième ville du pays, sur la côte méditerranéenne. Plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées à l'appel de mouvements islamistes devant la mosquée après avoir suivi la traditionnelle prière hebdomadaire. Les partisans de l'opposition quant à eux étaient quelques centaines. La police antiémeute est intervenue en faisant barrage entre les deux camps et en tirant des grenades lacrymogènes dans leur direction.

## UN PROJET DE CONSTITUTION QUI DIVISE

Des violences entre les partisans des deux bords avaient déjà fait une quinzaine de blessés vendredi dernier au même endroit, à la suite d'un prêche d'un imam que les partisans du "non" ont jugé hostile à leur égard.

Alexandrie a voté samedi dernier pour ce référendum, qui est organisé dans des régions différentes à une semaine d'intervalle. Ce projet de Constitution soutenu par des islamistes (Frères musulmans entre autres) a provoqué de nombreuses manifestations, des partisans comme des opposants, à travers le pays au cours des dernières semaines. Le "oui" l'a globalement emporté par près de 57 % des voix lors de cette première phase, selon ces chiffres officiels, une avance qui fait présager une approbation du projet de Constitution à l'échelle nationale.

Le 5 décembre, huit personnes avaient trouvé la mort dans des violences entre manifestants près du palais présidentiel dans la capitale.

---

[http://www.liberation.fr/monde/2012/12/21/la-constitution-menace-voilee-pour-les-coptes-d-egypte\\_869439](http://www.liberation.fr/monde/2012/12/21/la-constitution-menace-voilee-pour-les-coptes-d-egypte_869439)

## La Constitution, menace voilée pour les coptes d'Égypte

### **21 décembre 2012 à 21:16**

*Reportage A l'heure de la seconde phase du référendum, les chrétiens craignent que le texte n'attise les tensions avec les musulmans.*

Par **LUC MATHIEU** Envoyé spécial à Al-Minya (Égypte)

Il est 19 h 30, la messe s'achève et les paroissiens sortent par petits groupes de l'église copte catholique d'Al-Minya, en Moyenne-Égypte. Certains s'attardent et discutent devant le panneau annonçant le concert de la chorale le 25 décembre. D'autres rejoignent d'un pas pressé la ruelle en terre qui borde l'église. Trois femmes, deux d'une soixantaine d'années et une plus jeune, se retrouvent dans le bureau du prêtre.

Elles préfèrent rester anonymes, mais toutes veulent dire leur rejet de la Constitution qui sera soumise au vote ce samedi. *«Elle n'a pas été écrite pour nous mais pour les islamistes. Qu'est-ce que ça signifie, cette histoire de charia ? Que les voleurs auront les mains coupées*

*? Ou que je serais obligée d'être voilée ?*» demande l'une d'elles, coiffée en chignon. *«J'ai vu à la télé que cette Constitution allait nous ramener vers les ténèbres, c'est vrai ?»* poursuit son amie. La plus jeune, elle, s'énerve contre *«le président Morsi qui se prend pour un pharaon»*.

Le prêtre les écoute en silence. *«L'Eglise nous a demandé de ne pas influencer le vote pour ne pas aggraver la situation»*, explique-t-il un peu plus tard. Mais le religieux ne cache pas que la quasi-totalité des chrétiens de cette Moyenne-Egypte rurale, pauvre et conservatrice, ne veut pas de cette Constitution.

Selon lui, le rejet n'est pas tant celui d'un texte flou que celui du pouvoir actuel incarné par le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans : *«Globalement, les chrétiens se sentent menacés. Cela ne signifie pas que nous soyons en conflit contre les musulmans. Nous vivons et travaillons ensemble depuis toujours. Mais les Frères et leurs alliés salafistes menacent cette entente. Ils jouent sur les divisions pour asseoir leur pouvoir sur l'ensemble de la société.»*

**Cailloux.** Le dernier incident grave en Moyenne-Egypte remonte à avril 2011. Comme souvent, il a été provoqué par un événement banal, un simple accident de la circulation qui a dégénéré. Une histoire de ralentisseur, construit par un copte, qu'un chauffeur de bus musulman aurait franchi un peu trop vite. Au final, trois personnes ont été tuées lors de la manifestation qui s'est formée sur le lieu de l'accident. Depuis, les accrochages se limitent à des vols de terrains ou à des mésententes sur l'irrigation des champs qui bordent le Nil.

Mais il y a aussi, ces derniers mois, de nouvelles provocations. Comme ces gamins qui ont jeté des cailloux sur un prêtre passant à côté d'une mosquée salafiste. Ou ce concert, vantant l'entente entre coptes et musulmans, que la Gama'at Islamiya (principale organisation de lutte armée contre le gouvernement Moubarak, responsable d'attentats contre les touristes dans les années 90, et reconvertie en parti politique) a fait interdire. Dans son bureau du centre d'Al-Minya, Nasser el-Khoderi, chef des salafistes de la ville, dit ne pas comprendre les craintes des chrétiens. *«Nous avons protégé leurs églises que les pro-Moubarak voulaient brûler pendant la révolution»*, assure-t-il.

**«Éduquer».** L'homme à la barbe filandreuse cite sans cesse des sourates du Coran et répond en souriant. Mais il peine à expliquer les conséquences de l'adoption, quasi certaine, d'une Constitution qu'il soutient. *«Nous n'interdirons pas aux chrétiennes de sortir sans voile dans la rue, mais nous tenterons de les convaincre que c'est mieux de ne pas le faire. Notre but est d'éduquer la population, pas de la soumettre par la force. Il faut comprendre que l'Egypte est un pays conservateur»*, finit-il par concéder.

A une heure de route d'Al-Minya, sur l'autre rive du Nil, la bourgade de Barsha compte 4 églises et 16 mosquées pour 25 000 habitants. Fermiers pour la plupart, musulmans et chrétiens habitent dans les mêmes immeubles au ciment fissuré. Ils se croisent dans les ruelles où passent des carrioles tirées par des ânes blancs. L'entente est cordiale mais, comme à Al-Minya, les communautés s'opposent sur le référendum : les coptes diront «non» et les musulmans «oui».

De même, il y a six mois, lors de la présidentielle, les premiers avaient voté pour Ahmed Chafik, ex-Premier ministre de Moubarak, et les seconds pour Morsi. *«Il faut laisser du temps au nouveau président. Nous avons besoin de stabilité pour que l'économie reparte et que les*

*prix baissent. Je paie 170 livres [21 euros] les 50 kilos de semences contre 40 livres il y a quatre ans», explique Mohammed Morchit, un agriculteur musulman. «Même si nous ne sommes pas d'accord sur le vote, il a raison : le véritable problème est la situation économique», ajoute Ragae, un enseignant copte de 37 ans.*

**Émeutes.** Marginalisés sous l'ancien régime, les villages de Moyenne-Egypte n'attendent pas grand-chose du nouveau pouvoir central. Ils se disent inquiets, non pas tant d'un éventuel conflit ouvert entre chrétiens et musulmans, que d'une possible révolte des jeunes. *«Ils n'arrivent plus à trouver d'emplois, ni à se marier. Le jour où ils en auront vraiment marre, nous ne pourrons plus les calmer»,* explique l'enseignant. Selon lui, des émeutes de la faim, comme celles de 1977 et 2008, pourraient survenir. *«Ce sera une nouvelle révolution, beaucoup plus violente que celle de 2011. Et Morsi n'y pourra rien, il sera balayé.»*

---

<http://www.newsring.fr/monde/59-faut-il-avoir-peur-des-islamistes-au-pouvoir/25313-le-vice-president-mahmoud-mekki-demissionne-pendant-la-derniere-phase-du-referendum-en-egypte>

22 décembre 2012, 19:07

## **Le vice-président Mahmoud Mekki démissionne pendant la dernière phase du référendum en Égypte**

AP/SIPA

Le vice-président égyptien Mahmoud Mekki vient d'annoncer sa démission alors que les Égyptiens entraînent dans la dernière phase du référendum sur un projet de Constitution controversé.

«J'ai réalisé depuis un moment que la nature du travail politique ne convient pas à ma formation professionnelle de juge», a déclaré Mahmoud Mekki dans un communiqué obtenu par l'AFP. Le vice-président égyptien aurait présenté sa démission dès le 7 novembre dernier, mais aurait fait le choix de la reporter compte tenu d'évènements majeurs comme les raids israéliens sur Gaza puis la décision du président Mohamed Morsi de s'accorder par décret des pouvoirs exceptionnels.

«J'ai considéré aujourd'hui (samedi) que le moment était convenable pour annoncer ma démission en tant que vice-président de la république», a-t-il affirmé dans son communiqué.

Mahmoud Mekki, vice-président depuis août, était avant tout un magistrat respecté de tous pour avoir su, en 2005, transformer la colère des juges contre l'ingérence de l'exécutif dans les affaires de la justice en mouvement contre le régime de Hosni Moubarak.

En trente ans, Mahmoud Mekki était seulement le deuxième vice-président d'Égypte, après Hosni Moubarak, lui-même vice-président d'Anouar al-Sadate jusqu'à l'assassinat de ce dernier en 1981. Le poste n'avait d'ailleurs pas été pourvu jusqu'à la révolte de 2011.

Toutefois, le projet de Constitution actuellement soumis aux votes des Égyptiens ne mentionne pas la fonction de vice-président.

## **Unofficial results: Egyptians approve new constitution**

By Ben Brumfield and Amir Ahmed, CNN

December 23, 2012 -- Updated 0413 GMT (1213 HKT)



An Egyptian woman casts her ballot south of Cairo, on December 22.

### **STORY HIGHLIGHTS**

- The Muslim Brotherhood says 64% of the vote was in favor
- The semi-official al-Ahram newspaper has a similar result
- The official results are not expected until later Sunday
- Saturday was the second round of voting

**(CNN)** -- With nearly all of the vote counted, the referendum on Egypt's new constitution appeared to be victorious early Sunday, according to unofficial tallies by the Muslim Brotherhood and the semi-official al-Ahram newspaper.

The Muslim Brotherhood said its "final results" show 64% of the vote in favor of the constitution and 36% against it.

Al-Ahram posted a similar outcome on its website, saying it was based on 98% of the votes counted.

The official outcome of the referendum is not expected to be announced until later Sunday.

Saturday saw a second round of voting, this time in 17 provinces largely loyal to President Mohamed Morsy and his ruling party. Voting at the more than 6,700 polling stations stayed open an extra four hours before finally closing at 11 p.m. (4 p.m. ET).

The first round of voting a week ago took place in more liberal provinces like Cairo. But the referendum passed in that round with 56.6% of the vote, leading many to predict an even higher result Saturday.

The Supreme Electoral Commission plans to publicize the official results in a news conference.

Deep friction in Egypt's society and institutions accompanied the draft constitution since its inception.

For a second week, clashes broke out Friday in the coastal Mediterranean city of Alexandria between Muslim Brotherhood protesters, who were supporting a local imam and Morsy, and opposition demonstrators.

Stones were hurled, leaving 77 injured, according to official news agency Egynews. Riot police intervened and fired tear gas, according to state-run Nile TV.

Last week's confrontation was triggered by the imam's call urging demonstrators to back the constitution.

Voting was tainted by allegations of widespread abuses. A coalition of 123 local rights groups that monitored last week's voting complained of voter intimidation, bribery, and other violations; the nation's electoral commission promised to investigate.

Turnout for both weeks of voting was high. Security was tight, and voting happened peacefully.

Critics of the constitution say it was passed too quickly. Liberals, Christians and other minority opposition groups say they felt excluded from the Constituent Assembly that drafted it and that the wording does not include their voices. They want a new assembly.

Opposition members say the charter uses vague language and will not protect the rights Egyptians fought for in last year's revolution, which ousted former President Hosni Mubarak.

Supporters of the constitution herald what they say is its protection of personal rights, especially its provisions on handling of detainees in the judicial system, which made capricious use of its powers under the former government.

International rights group Human Rights Watch said the constitution "protects some rights but undermines others." It "fails to end military trials of civilians or to protect freedom of expression and religion."

The rocky road to the referendum began when judges threatened to shut down the assembly tasked with drafting the constitution. Morsy then issued an edict in late November declaring all of his past and present decisions immune from judicial review until the holding of the constitutional referendum.

He also sacked the head of the judiciary, which had many members who were still loyal to Mubarak.

The Islamist president's opposition saw the exceptional moves as a grab for dictatorial powers and poured into the streets, converting Tahrir Square in central Cairo back into the center of public discontent it had been during the uprising that brought down Mubarak.

Morsy dropped his decree, but the situation remained tense. Violence raged, producing incidents that have raised the ire of international human rights groups, though these have not been systematic, as was the case under the former government.

The outcome of the election is important to the stability of volatile North Africa and the Middle East -- where Egypt is a key player.

---

<http://www.newsring.fr/monde/59-faut-il-avoir-peur-des-islamistes-au-pouvoir/25337-egypte-la-constitution-de-morsi-plebiscitee-a-64-selon-les-freres-musulmans>

23 décembre 2012, 09:47

## **Égypte : La Constitution de Morsi plébiscitée à 64% selon les Frères musulmans**

Nasser Nasser/AP/SIPA

Le projet de Constitution de Mohamed Morsi, soutenu par les Frères musulmans et dénoncé par le Front du salut national (FSN), a été plébiscité à 64% par les Égyptiens, selon les islamistes au pouvoir.

Le référendum, divisé en deux phases de vote le 15 et le 22 décembre derniers, a été dénoncé par l'opposition comme étant frauduleux. Le Front du salut national (FSN), principal groupe d'opposition, affirmait, dans un communiqué, que certaines personnes s'étaient fait passer pour des juges pour superviser le vote.

Les Frères musulmans, proches de Mohamed Morsi, et le journal officiel Al-Ahram disent s'appuyer sur la base des procès-verbaux de presque tous les bureaux de vote ouverts samedi ainsi que des résultats de la première phase du scrutin. D'après des chiffres de la confrérie postés sur son compte Twitter, le taux de participation global avoisinerait les 32%. Les résultats définitifs seront annoncés d'ici deux jours.

En plus de ce climat politique délicat, le vice-président de la République Mahmoud Mekki a annoncé hier sa démission et des informations contradictoires ont circulé sur celle du gouverneur de la Banque centrale, Farouk al-Oqda. La télévision d'État a annoncé puis démenti la démission du gouverneur, sans en donner la raison.

Si le vote en faveur de la Constitution est confirmé, celle-ci sera mise en vigueur dès cette semaine et accordera le pouvoir législatif au Sénat jusqu'à ce qu'un nouveau parlement soit élu pour remplacer l'assemblée qui avait été dissoute en juin.

Selon les analystes, l'adoption d'une nouvelle Constitution ne devrait pas mettre fin à la crise, en raison de l'ampleur des divisions.

---

<http://www.newsring.fr/monde/59-faut-il-avoir-peur-des-islamistes-au-pouvoir/25531-egypte-la-constitution-adoptee-lopposition-denonce-des-irregularites>

26 décembre 2012, 08:16

## **Égypte : la Constitution adoptée, l'opposition dénonce des irrégularités**

APAIMAGES / Rex Feature/REX/SIPA

La Constitution controversée défendue par les islamistes au pouvoir en Égypte a été approuvée par près de 64% des votants, a confirmé mardi 25 décembre la commission électorale. L'opposition dénonce des fraudes en faveur du «oui».

Le projet de loi fondamentale a été approuvé par 64% de près de 52 millions d'électeurs inscrits, a annoncé à la presse le président de la commission Samir Aboul Maati, confirmant les chiffres officiels qui circulaient depuis la fermeture des bureaux de vote.

«Il n'y a pas de vaincu dans le résultat de ce référendum. Cette Constitution sera celle de tous», a réagi le Premier ministre Hicham Qandil, en appelant «toutes les forces politiques à coopérer avec le gouvernement (...) pour donner une chance à la nation de reprendre son souffle et pour que l'économie se rétablisse».

L'opposition a annoncé de son côté qu'elle rejetait ces résultats en raison des irrégularités commises selon elle. «Les procédures légales suivent leur cours après les plaintes que nous avons déposées auprès du Parquet pour les violations et fraudes constatées», a dit à l'AFP Khaled Dawoud, porte-parole du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition formée de mouvements de gauche et de libéraux.

La victoire du «oui» ouvre la voie à des élections législatives dans un délai de deux mois environ. Le Sénat, dominé par les islamistes, va récupérer le pouvoir législatif jusqu'ici détenu par le président Mohamed Morsi, jusqu'à l'élection d'une nouvelle chambre des députés. Il se réunit mercredi sur ordre du chef de l'Etat.

Le référendum s'est déroulé sous haute tension les 15 et 22 décembre, après plusieurs semaines marquées par une grave crise politique et des manifestations accompagnées de violences meurtrières.

Les Etats-Unis ont appelé mardi le président Mohamed Morsi à mettre «fin aux divisions» et à «élargir le soutien au processus politique» après l'adoption du texte. La représentante de la diplomatie européenne Catherine Ashton a également encouragé M. Morsi à «rétablir la confiance» dans la démocratie. «Il est très important que tous les Egyptiens soient convaincus que ce processus est rétabli», a-t-elle insisté.

---

<http://www.newsring.fr/monde/59-faut-il-avoir-peur-des-islamistes-au-pouvoir/25617-egypte-morsi-annonce-un-remaniement-apres-ladoption-de-la-nouvelle-constitution>

26 décembre 2012, 20:42

## **Égypte : Morsi annonce un remaniement après l'adoption de la nouvelle Constitution**

Anonymous/AP/SIPA

Alors que la nouvelle Constitution vient d'être adoptée, le président égyptien Mohamed Morsi a annoncé mercredi 26 décembre un remaniement du gouvernement pour répondre aux défis économiques de l'Égypte.

«Je vais déployer tous mes efforts pour soutenir l'économie égyptienne, qui fait face à d'énormes défis, mais qui a aussi de grandes chances de croissance, et je ferai tous les changements nécessaires dont a besoin cette mission, celle de la croissance et de la production», a-t-il déclaré dans une allocution télévisée, repris par LePoint.fr. Et d'ajouter : «J'ai chargé Hicham Qandil, le Premier ministre, et je suis en consultations avec lui pour procéder aux remaniements ministériels nécessaires».

Le projet de loi fondamentale a été approuvé par environ 64% des près de 52 millions d'électeurs inscrits, selon le président de la commission Samir Aboul Maati, seulement un tiers d'entre eux s'étant déplacés jusqu'aux urnes. Un résultat rejeté par l'opposition. «Les procédures légales suivent leur cours après les plaintes que nous avons déposées auprès du Parquet pour les violations et fraudes constatées», a en effet réagi Khaled Dawoud, porte-

parole du Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition formée de mouvements de gauche et de libéraux.

De leurs côtés, les États-Unis ont appelé mardi le président Mohamed Morsi à mettre «fin aux divisions» et à «élargir le soutien au processus politique» après l'adoption du texte. La représentante de la diplomatie européenne Catherine Ashton a également encouragé M. Morsi à «rétablir la confiance» dans la démocratie.

---

<http://ecesar.com/en/2013/01/01/2012-social-protests-cry-of-the-people/>

## **2012 Social Protests : Cry Of The People**

Written By: Nadim

January 1, 2013

The year 2012 have seen many major political changes. Egypt have witnessed the first post-revolution elected parliament which was later dissolved on court order, election of the first post-revolution Shura Council ( Consultative Council) which was also suspended then convened lately, the year also witnessed transfer of power from the " Supreme Council of the Armed Forces (SCAF)" to the first elected civilian president, the Egyptian people saw 2 governments, 4 legislative entities ( SCAF , Parliament (before dissolution), SCAF ( once again), the President (Morsi) and lastly the Shura Council ), 4 Constitutional Declarations (1 by SCAF & 3 by the President ) and recently the passing of the new constitution.

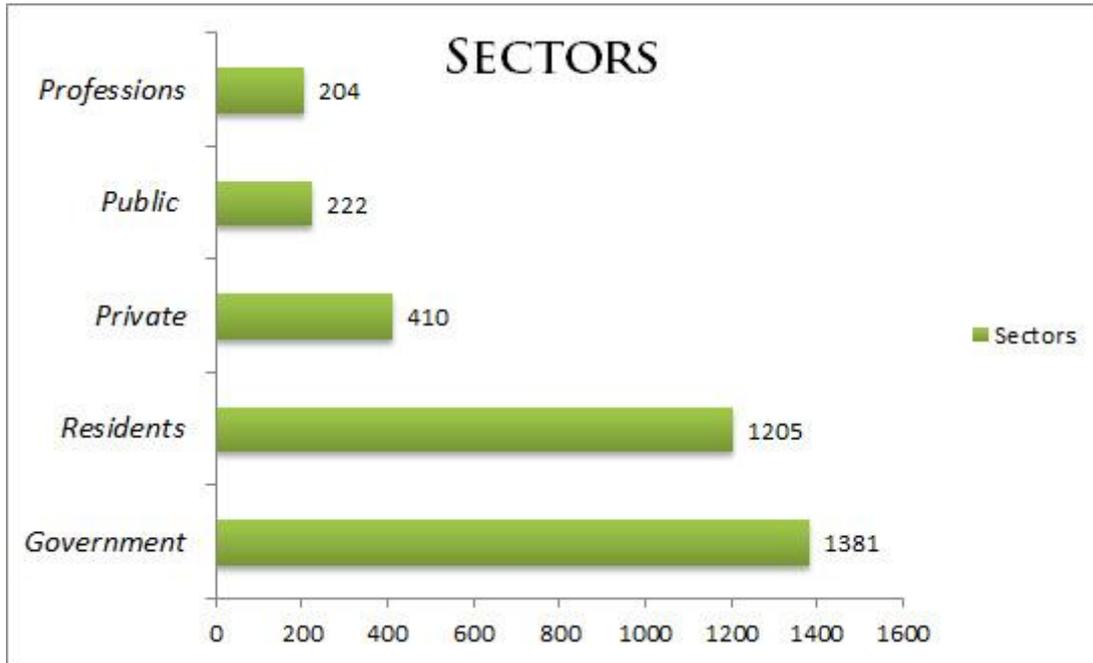
With these radical changes in power, the political and legislative climate in Egypt, the Egyptian people continued to unite on a single act: to protest the economical and social policies of the Egyptian state, the same time when the government and and the country's political and legislative elites continued on adopting economical policies that increased the marginalization and impoverishment of the poor, which resulted in an unprecedented rise of the demonstrating levels and number to reach over 3817 protesting acts combining all shades of the Egyptian people.

Spectrum

The protesting wave included many of the Egyptian society classes, including :

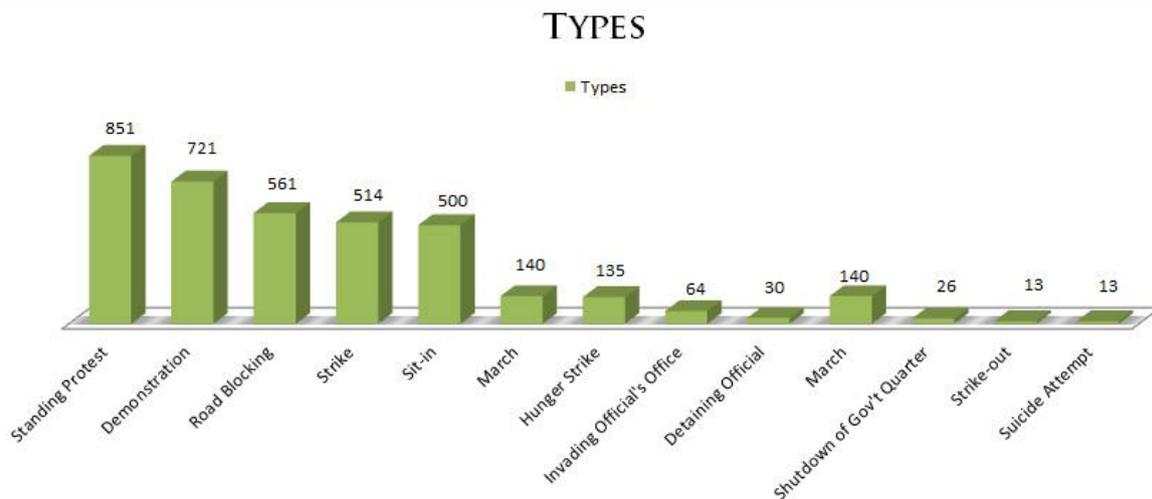
Media personals , journalists, entrepreneurs , doctors, nurses, health professionals, archaeologists, under-privileged areas' residents, imams of mosques, street vendors, small merchants, butchers, guards, pharmacists, fishermen, university & schools students and graduates, pilots, Factories' workers, unions' workers, companies' employees, governmental bodies' employees, farmers, citizens on pension, lawyers, tourism guides, aerial hosts, people with disabilities, engineers, police staff officers, ships' owners, luggage carriers, , drivers, minibuses' owners, airport workers, irrigation workers, workers of privatized companies, quarry workers, bakery workers, waste management workers, judges, temp workers, chemists, paramedics, distributors of gas cylinders , staff of the parliament and others from more than 70 classes and professions that have suffered and continue to suffer from economic and social policies of successive governments before and after the revolution. Following are statistics that give an overview of the different classifications of the protesting acts that took place in Egypt through out 2012:

Sectors :



\*\*\*

Types of Protest:



other methods of protests occurred also, including : public undressing, refrain from payment of electricity bills, cutting of a city's water supply, resignation, declining medical treatment and other ways of protesting that the Egyptian people used in their desperate attempts to defend their dignity and right to a decent life, especially their social & economic rights

\*\*\*

Places :



Cairo came in first with 684 protest , with Qalyubia, Ismailia and Fayoum sharing and equal number of protests

\*\*\*

Rate:



We can see that the rate of protests have more than doubled after Morsi's becoming president on June 2012 and throughout the following months\*.

At a time when we can interpret such rise in protests rate with the Egyptian people hopes of change, at the same time we can not but notice the clear failure of Morsi's administration to resolve these protests or even in dealing with a clear plan with the demands, rather, the administration have continued to adopt the same old policies which only aggravate the matter.

\*\*\*\*\*

State Violations Against Protest Movement

Successive governments post the revolution, markedly in its second year, have miserably failed in dealing with the Egyptians demands and demonstrations, especially under Morsi's administration, at a time where the protests have more than doubled in rate following Morsi's coming onto presidency, state officials have only disregard the demands and resorted to the ways of repression and transgression against demonstrators exactly as the Mubark's regime and its military successor, ECESR have monitored all such forms of abuse and violations against protesting groups of citizens and workers not only by work employers and businessmen but also by the State and its repressive apparatus " Military and Police " . Many forms of violations were committed against protesters, ranging from dismissal form job, transfer or demotion to more severe cases as arresting, investigation, beating, threatening or unlawful detention.

More than 200 employees and workers were individually sacked during the first 3 months of Morsi's term, and more than 100 others were were subjected to investigation after they were arrested while peacefully protesting, as has happened with the Public Transport workers, Afforestation workers, Teachers (Daqahlyia Governorate), Police also arrested several employees and workers from their homes as Zagazif University employees, Interm Chemical Co. workers ( Fayoum), Subways workers and in many other cases.

In addition, many employees and workers were physically assaulted during their sit-ins by thugs hired by work employers and businessmen, as in cases of : workers of Al-Asfour for Mining & Thermo-Industries), workers of (Ceramica Cleopatra) and doctors in different sit-ins in hospitals and many other cases.

Also, many companies board threatened to close the buisness and sack the work force, which was indeed the case of workers of JAC automobile, Cleopatra Ceramics % Al-Asfour for Mining Co. , Egypt Gas Co. also refused to reinstate more than 1000 workers after their contracts were ended, as an example

#### The System Has Not Changed

Morsi's administration has continued what the SCAF has started and the parliament did not stop to criminalize strikes and social protests, Morsi , his government and Work Force Minister, Khaled Al-Azhari, continue to use repression and violence and unleashing the Police hands to subdue any demonstration attempts, The administration is unwilling to stand against the spreading power of businessmen on them, contrarily, they ferociously grew in their practice of violence against all of the revolution's demands for social justice and dignity. In the year 2012, the Egyptian people with all its class has protested the economic and social policies affecting their lives, which clearly shows that there is a profound crisis in the Egyptian economic policies that need a radical restructuring to stimulate the economy and redirect it to the benefit the majority of the society.

The successive governments only ignored the existence of such crisis and its demands for an overhaul to the current economic system, these governments are persistent in dealing only with the superficial symptoms and fulfilling scarce demands here and there, while moving ahead -and fast- with all the policies causing the crisis; catering for businessmen, feeding corruption, increasing taxes on the poor and middle class, suspending subsidies and all the different policies that continue to make the poor poorer and crush their dreams to a better and decent life.

The labour and social movements are generally still protesting and mobilising citizens all around the nation to demand their rights in dignity and justice, in the face of unjust economic policies, violations of businessmen and repression the State.

---

\* This report is covering from January to the First half of December 2012 , a more comprehensive and detailed report will be published by ECESR in January 2013.

## **In Egypt, How To Lie And Remain Pure**

By Alaa al-Aswany

05 January, 2013

As-Safir

Egyptian novelist Alaa al-Aswany writes that Salafist sheikhs and Muslim Brotherhood leaders do not adhere to the principles of Islam, but rather are focused on maintaining power by any means necessary

Here's what the camera recorded: The minister of information, who belongs to the Muslim Brotherhood, went to vote on the day of the constitutional referendum. When he saw the long lines of voters stretching endlessly, he ducked into the Electoral Commission from the back door and voted within a few moments... while ordinary voters had to wait outside for hours just to get inside the commission building. As the minister was leaving, a courageous reporter had the temerity to ask him: "Why didn't you come in through the main door like everyone else?"

Without hesitation the minister answered: "I did come in though the main door. I didn't go in through any side door."

And so the minister lied openly, shamelessly, in front of all the assembled cameras and journalists. In a democratic country, such a lie from a government minister would constitute a scandal, maybe even lead to the minister's dismissal. But here in Egypt, now under the beneficent rule of the Supreme Guide of the Muslim Brotherhood, the Brotherhood's minister will remain in his position as long as he holds the guide's favor.

The odd thing is that the minister is a religious man, who no doubt makes sure to say his daily prayers, in preparation for which Muslims must enter a state of ritual purity — and yet he lied.

The question is: does a lie not sully one's purity? Does this religious minister not know that lying is forbidden by Islam, and that God does not accept prayers uttered by liars?

The question does not address itself to this lying minister alone, but to the entire leadership of the Muslim Brotherhood, including Mohammed Morsi. They do not practice what they preach. They make promises but do not fulfill them.

They are prepared to do anything in order to hold on to power. The Brotherhood's lies cannot be counted, but the latest of them was this referendum, the results of which were brazenly falsified in order to ram through their constitution. All manner of violations took place in the course of this referendum, beginning with preventing the Copts from voting, irregular ballots, terrorizing voters and buying the votes of the poor, to collective voting and cutting power to the commissions' facilities in order to rig the results. All this was done by men calling themselves "Muslim Brothers," men who failed to consider for even a moment that lying, deceit and tampering with the will of the people are all behaviors that contravene the most fundamental tenets of Islam.

And should you attempt, dear reader, to direct some criticism at the guide of the Brotherhood, whether by Facebook or Twitter, you will be bombarded by obscene insults hurled by devoted young men specifically tasked by the guide's office with insulting Brotherhood opponents over the internet.

How can obscene liars dare to call themselves "Muslim Brothers," when Islam urges us to be upright, honest and polite? What is the secret of this flagrant contradiction between belief and practice? The followers of political Islam (including the Brotherhood, Salafists and jihadists) simply do not understand their religion as ordinary Muslims do. Rather, their understanding of religion is based on the following guidelines:

First: Absolute obedience to the supreme guide

The Salfists and Muslim Brothers are loathe to admit to anything not professed as true by the supreme guide of the Brotherhood or by Salafist sheikhs. In order to become a member of the Brotherhood, one must not only swear allegiance and obedience to the supreme guide's instructions, but to believe them at heart as well.

A soldier might carry out the orders of his superior without being convinced of their soundness, but how can you demand that thousands of people be convinced that whatever another (ordinary, fallible) human being said is true? That they must support everything he does and look upon it as though it were flawless? In effect, one has completely nullified their minds and removed their powers of discernment, rendering them pliant tools in the hand of the supreme guide, to be moved about at his will.

Many Muslim Brothers are highly educated young men, among them doctors and engineers. But they are in a state of total intellectual subordination to their Shaykh, who has deprived them of the ability to think independently or reason critically.

For evidence, one need look no further than what Sheikh Hazim Salah Abu Ismail did with his followers. This man preoccupied the entire country with the question of his mother's nationality. Though it became clear that she was an American citizen, contrary to what Abu Ismail had said, he constantly called upon his followers to go out and riot, even while he retired to his home where he could enjoy the warmth and the delicious meals he craved. Meanwhile his followers were left to absorb the clubs and blows of the police. Yet none of Abu Ismail's followers dared to reprove him for his repeated flights or to criticize him over the question of his mother's nationality. For everything he did, in their eyes, was righteousness absolute.

Take another example. When the Brotherhood's supreme guide came out of the mosque, the Brothers knelt at his foot and competed with one another for the honor of putting his shoe on. The sense of humility needed to cause a proud man to beg another man to put his shoe on his noble foot indicates the degree of the Brothers' submissiveness to their supreme guide and their inability to think for themselves.

Second: An exclusivist understanding of religion

With the Salafists and the Muslim Brothers, there is no room for discussion or airing different points of view on religion. Their Islam is whatever their sheikh or supreme guide says it is: no more, no less. The strange thing is that most of their comments on the internet are filled with

major grammatical errors. This indicates that they do not read, and that their culture is an oral one, where they sit at the foot of their sheikh, absorb his words and then repeat them. There is no point in engaging them in discussion, because they would refuse to hear out any opinion that does not accord with that of their sheikh, even if it were to come from the most widely respected clerics, even if you beseech them to talk things through, they will act belligerently toward you. They have built their lives upon the belief that the sheikh's words are truth itself. If you tell them something that causes them to doubt that, they will attack you in defense of their beliefs (that, if shaken, would force them to re-evaluate their entire lives).

### Third: Demonizing dissidents

The Brotherhood's supreme guide and the Salafist sheikhs normally attempt to dehumanize their opponents. The Salafists and Muslim Brothers do not believe that their opponents are individuals, each with their own private life. Instead they place them all under the same negative, all-embracing category of "secularists," "followers of the West," or "enemies of Shariah law." They don't look upon their political opponents as people simply hold a different opinion, but as godless infidels or Zionist collaborators.

This contempt for their opponents naturally makes it easier to assault their rights. If you thought of yourself as the only person who possesses absolute truth, while all who opposed you were collaborators or enemies of the faith, it would be illogical for you to grant them the same rights as you, because you are superior to them. You bear the message of God; they are the followers of Satan. You are a pure soul, implementing the will of God, while they are impure enemies of Islam. Assaulting their rights is tolerable and, at any given moment, may even become necessary. We saw just this when Morsi called up the Brotherhood's militias to attack those protesting in front of the presidential palace.

Here the contradiction between belief and practice appeared in full force: groups of bearded men who would never permit themselves any moral backsliding in prayer were committing heinous crimes without the slightest sense of guilt: beating young girls, attacking protesters, subjecting them to hideous torture, brutally assaulting fellow Egyptians whose only crime lay in the fact that they were Christians. The Brothers' and Salafists' understanding of the faith had put them in a state of war with whoever disagreed with them. And all is fair in war. Beginning with lying, rigging elections and ending in beating and torture...

### Fourth: Searching for the grand conspiracy

The American ambassador in Cairo went to monitor the referendum, when a group of Salafist and Brotherhood youth gathered around her and began to angrily chant: "Islamic! Islamic!" These youth had been convinced by their sheikhs that there was a grand conspiracy against Islam being led by America. And because they are in mental thrall to their sheikhs, it was difficult for them to see that the truth was the exact opposite: the US doesn't care about Islam at all. It only cares about protecting its interests and Israel's security. America would happily welcome an Islamic government as long as it would protect these interests. Examples abound: America's greatest ally for half a century is the Kingdom of Saudi Arabia, which the Salafists and the Brotherhood consider a model for Islamic government. Then there's the Taliban, which was originally founded by American intelligence. In Pakistan, General Zia al-Haq took power with Saudi funding so that he could become an American-allied ruler.

The Brotherhood has come to understand this equation, and since the days of Mubarak has opened its own channels to the American administration. Morsi has sought to guarantee Israeli security by using his influence with Hamas. And one who follows international press will find a great deal of Western officials praising Morsi just as they once praised Mubarak. The American administration prefers that Egypt be ruled by a cooperative dictator who can control his people and guarantee America's interests. It does not want a democratic regime in Egypt, for this would turn the country into a regional giant that would determine the fate of the Middle East and might threaten Israel. This truth shines clear as day, but the sheikhs of political Islam continue to convince their followers that the US is conspiring against Islam even as they meet with American officials and seek to please them in every way. The notion of a vast conspiracy against Islam is a delusion, but it possesses important value to the sheikhs, for it enables them to sharpen the religious sentiments of the young and prepares them to accept their elders' commands.

These are the four cornerstones of political Islam. It radically upends the meaning of religion. Instead of becoming a path to truth, justice, liberty and equality, it is turned into a tool for hating others, holding them in contempt, assaulting their liberties and their lives. And so the first elected president of Egypt has transformed himself into a dictator who nullified the constitution, and imposed a distorted replacement in its place, held a rigged referendum, and sent his thugs to besiege the constitutional court to terrorize the judges and intimidate them into not invalidating the new constitution.

Even so this unfortunate transformation of Morsi's has not been without its positive effects. For example, it has inspired patriotic and revolutionary groups to unite and combine forces for the first time to save the state from the Brotherhood attempting to hijack it. The Brotherhood's ascent to power has been a long-delayed but necessary test that Egypt had to undergo. The revolution has always had to overcome three obstacles: Mubarak, the army and the Brotherhood. It has succeeded in ousting Mubarak and putting him on trial. It succeeded in getting rid of the power of the army. Now all that remains is the Brotherhood. They have failed the test of rule, and revealed their ugly face within a few short months.

Stop any ordinary Egyptian in the street and ask him what he thinks about the Brotherhood. Whatever level of education he has, you'll find he understands the difference between true Islam and the Brotherhood's Islam, the "Islam" that permits lying, fraud and aggression. Every day, the Brotherhood loses more and more of its popularity, until it becomes impossible for any of its leaders (including Morsi himself) to appear in public without being hounded by hostile chants from the passerby. The crimes committed by the Brotherhood over the last few months have cost them their popularity, and the more they sense this, the greater their violence and belligerence will grow.

I expect that, in the near future we will see more repressive measures, acts of aggression and assassinations against all who oppose the Brothers. Our duty now is to topple the distorted, bastardized constitution by any peaceful means possible. The rigged referendum on this constitution counts for nothing. It was manufactured by an invalid, illegal constitutional committee that the judiciary almost dissolved for a second time, and would have but for Morsi's blocking judicial rulings with his own dictatorial announcement.

The revolution will continue until the Brotherhood's rule is toppled as completely as Mubarak's regime. Then, and only then, will Egypt be able to move toward the future that it deserves.

Democracy is the solution.

\*Al- Monitor, [http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2012/12/how-to-lie-and-remain-pure.html?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2012/12/how-to-lie-and-remain-pure.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter)

Translated by Mike Nahum. Original title: How to Lie and Remain Pure. Posted on: Dec 25, 2012. Translated from: As-Safir (Lebanon),

---

<http://noticias.terra.com.br/mundo/disturbios-no-mundo-arabe/governo-do-egito-empossa-dez-novos-ministros,66e152672260c310VgnCLD2000000ec6eb0aRCRD.html>

## **Governo do Egito empossa dez novos ministros**

06 de Janeiro de 2013 • 15h38

O presidente egípcio, Mohammed Morsi, pretende contornar os problemas econômicos do país com renovação dos titulares de diversas pastas. Dez novos ministros tomam posse. Com a escolha de dez novos ministros, o presidente egípcio, Mohammed Morsi, quer impulsionar o crescimento econômico do país. Entre as pastas com novos titulares estão a do Interior e das Finanças. Após juramento de posse, os novos ministros se reuniram-se com Morsi. Durante o encontro, discutiu-se sobre possibilidades de fomentar o turismo no país, bem como de atrair investidores estrangeiros.

Mumtaz Al Said, titular até agora da pasta das Finanças e uma das principais pessoas de contato nas negociações com o Fundo Monetário Internacional (FMI), foi substituído por El-Morsi El-Sayed Hegazy, especialista em economia. O ministro do Interior Ahmed Gamaledin deixou o cargo, que passa a ser ocupado pelo general Mohammed Ibrahim. Até então, Ibrahim era responsável pelas prisões do país.

### **Mudança deverá reaquecer a economia**

As pastas de Tráfego, Energia e Desenvolvimento, bem como de Meio Ambiente, Aeronáutica Civil, Desenvolvimento Regional e Transporte, ganharam novos titulares. Três entre os novos dez ministros pertencem à Irmandade Muçulmana, da qual Morsi é próximo. O presidente egípcio já havia anunciado no dia 26 de dezembro último que faria mudanças nos ministérios do primeiro-ministro Hisham Kandil. A meta, segundo Morsi, é reaquecer a economia do país.

### **Negociações sobre empréstimos à vista**

Desde a queda de Hosni Mubarak há dois anos, que ocupou a presidência do Egito por longo tempo, a economia do país tem se mostrado muito deficitária. Entre as razões do problema está o menor número de turistas no país, bem como a falta de estabilidade política que possa garantir a presença de investidores estrangeiros. A libra egípcia foi consideravelmente desvalorizada nos últimos tempos.

Na segunda-feira, o diretor do Fundo Monetário Internacional (FMI) para o Oriente Médio, Masood Ahmed, deverá chegar ao Cairo para debater um empréstimo bilionário ao país, a fim de fomentar a economia. Um crédito de 4,8 bilhões de euros já havia sido concedido pelo FMI ao Egito em novembro último, mas foi suspenso em função de uma série de aumentos tributários.

## The Revolution Is Still Going on in Egypt—in Tiny Flashes

By Jared Malsin



Cairo’s Tahrir Square is permanently occupied these days. Though the wave of unrest that swept Egypt after embattled President Mohamed Morsi’s consolidation of power in November 2012 has subsided, the tents remain, as do the banners hanging from lampposts denouncing the Muslim Brotherhood. Wiry young men, some of them brandishing sticks, patrol the entrances to the square to prevent pro-government thugs from entering.

At the center of the square, a “Revolution Museum” honors the past two years of protests, first against dictator Hosni Mubarak, then against the interim military government, and now against Morsi, who in the opposition’s view has himself betrayed democratic hopes in Egypt by centralizing power and pushing through a new constitution drafted by conservatives in the Muslim Brotherhood and other Morsi allies. The museum, for its part, is a makeshift affair: the walls are made of plastic sheeting attached to wooden stakes, and tacked to the walls are hundreds of handwritten signs and photos of violent confrontations between protestors and police. Eight hundred forty protesters died in the 18 days of the initial uprising in January and February 2011, with dozens killed in protests since then.



Among the people taking in this montage when I visited this Sunday was Ahmed Hassan, a pharmacist’s assistant from the Nile Delta town of Mansoura. Dressed in rubber sandals,

soccer pants, and a dirty T-shirt, Ahmed, who is 25, has been sleeping in a tent in Tahrir for a month. “We’re not leaving,” he told me. Ahmed and his fellow protesters say they want Morsi to void the new constitution and they plan to stay until that happens.

Before Morsi’s power grabs, it wasn’t uncommon for non-Islamist revolutionaries like Hassan to count Muslim Brotherhood members as their friends and comrades in a common fight against the remnants of the old dictatorship of President Hosni Mubarak. But after a month of fighting, those alliances have been broken. When a few weeks ago, in December 2012, supporters of the president attacked opposition members camped out outside the presidential palace and triggered street fighting that killed seven people, it only made matters worse. “[Morsi’s supporters] call themselves the Muslim Brotherhood,” Ahmed tells me. Like most protestors, he considers himself a devout Muslim. “Well, what does that make us then? The brotherhood of nonbelievers?”

For now, the battles have subsided. Both Morsi’s supporters and their pro-democracy opponents are regrouping after a constitution drafted by the presidents’ allies passed in a nationwide referendum in early December 2012 in which a meager third of eligible voters went to the polls. What remains is a sense of permanent crisis and the fear that another confrontation between the government and the opposition is inevitable. The opposition is planning another major protest on January 25, the anniversary of the uprising against Mubarak. This time, they will be protesting Morsi and the new constitution. But with ongoing violence by police and frequent small protests by the opposition, no one knows exactly what will spark the next showdown.



“Expectations, and the stakes, are high,” Cairo-based political analyst Elijah Zarwan tells me. “There’s the risk that a toxic political atmosphere and economic crisis could combine to produce serious unrest if swift action is not taken.”

What kind of “action” remains to be seen. Some Islamists believe that reconciliation between the two sides is still possible, but only if the opposition gets on board with the political process set in motion by Morsi, a process dominated by the president’s allies. In December, citing his new constitutional powers, Morsi appointed a third of the new representatives of the upper house of parliament. The Muslim Brotherhood, with its strong political machine, is expected to prevail in upcoming elections (the date hasn’t yet been set) to replace the dissolved lower house. The opposition parties are electorally weaker, or are boycotting the

election outright. Ibrahim Omar, a member of the Brotherhood's Freedom and Justice Party, improbably contrasted Egypt's political polarization with the recent US election. "After the elections we saw Mr. Romney congratulating Mr. Obama in a very civilized manner," he told me. "That's the way it has to be in Egypt."

+++

But my walk through the vicinity of Tahrir Square this week made Ibrahim's take seem wildly optimistic, if not altogether unbelievable.

Over the last few months of unrest, Egypt's security forces have erected a maze of concrete walls blocking some of the streets leading to the square. Qasr Al-Aini Street, in more stable times one of the city's busiest thoroughfares, is blocked not only by a concrete wall but also a series of barbed wire roadblocks manned by the black-uniformed members of the Central Security Forces, their riot shields leaning against the barricades. The shells of burned out cars are parked in the road.

The buildings facing Tahrir are splashed with new graffiti. Many of the tags from the first year and a half after the revolution saying, "Down with military rule" have been replaced with "Down with the Guide's rule," a reference to Mohammed Badie, the "Supreme Guide" of the Muslim Brotherhood. On one wall there is a new larger-than-life set of portraits of the "martyrs" of the revolution, including the students and other young people killed in the recent fighting.



Commemorating the "martyrs" is a central feature of the revolutionary protest repertoire. For example, one of those depicted in the new mural is Jaber Salah, known by his nickname "Gika," a 16-year-old activist who was shot dead by security forces in November. The Revolution Museum also displays a large color print of a now-famous photo of him. In the image, Gika, wearing a red Superman T-shirt, is riding the shoulders of a comrade during a protest, his arms outstretched, his mouth open wide in mid-chant. "We will not forget you, Gika," the poster in the museum reads, "The blood of the martyr will get us to freedom."

Gika would have turned 17 last Saturday. That night, members of the opposition group “April 6<sup>th</sup> Youth Movement” staged a “Martyr’s birthday” demonstration downtown, with a hundred or so activists beating drums, signing songs, and waving a large white banner bearing Gika’s face on it.

After checking in on that demonstration, I walked back through the neighborhoods adjacent to Tahrir Square. Suddenly, as I neared the square, I heard shouting, then an explosion, outside a huge complex of buildings that houses the Interior Ministry. From one side of the intersection, stones came sailing in, aimed at the Central Security troops guarding the perimeter of the compound. Young men appeared from around the corner, dragging chairs and assorted debris into the road. There was shattered glass on the sidewalk from the broken windows of a police kiosk on the corner. Across the road, riot cops lined up. They began rhythmically smacking their batons on their riot shields. An armored van drove into the intersection while plainclothes officers with walkie-talkies closed the street to traffic.

Then... nothing happened. After 15 minutes, the standoff was over. The stone-throwing young men drifted off into the night. The street was reopened to traffic in one direction, but the riot troops remained in ranks blocking the street leading to the Interior Ministry’s black gates.

What I had witnessed was not one of the vast, telegenic protests of the Egyptian revolution. It was one of thousands of smaller acts of rebellion against authority taking place throughout the country every single day. One human rights group recorded **3,817 separate protest actions** in Egypt in 2012, work stoppages, hunger strikes, sit-ins, road blockades, invasions of government offices, even attempted public suicides.

Many of these protests center on worsening economic conditions. Political unrest, in turn, drives tourists and foreign investors away. Economic anxiety ratcheted up again last weekend, when in a bid to keep negotiations for an IMF loan on track, the government introduced a new currency system for auctioning its reserves of US dollars, causing a sharp drop in the value of the Egyptian Pound. On New Year’s Eve, the currency exchanges in the elite Zamalek district were crowded with worried members of the upper classes, many attempting to buy dollars.

The trouble is, while an IMF loan is seen as the easiest way to stabilize the economy, currency devaluation, cuts in subsidies, and other measures demanded by the IMF will cause more economic pain for most Egyptians—just look at Greece. If anything, the squeeze on ordinary Egyptians will only destabilize the situation here even further.

Egypt enters 2013 facing two interlocking crises: one political, one economic. As analyst Elijah Zarwan told me: “Morsi faces the same Catch-22 Mubarak did, only more acutely: The economy is sick, but the cure is as painful as the disease. Mubarak believed he had time to delay. Morsi does not have the luxury of that illusion.”

By Jared Malsin 3 weeks ago [= 7 janvier]